

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉDUCATION DES PUPILLES

DE

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 29 mai 1913, à 4 h. 1/2

PAR

Antoine GUILLEMAUT

Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

*Suffragants : { MM. JÉZE, professeur.
 { ALLIX, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉDUCATION DES PUPILLES

DE

L'ASSISTANCE PUBLIQUE

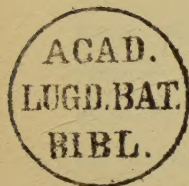
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 29 mai 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Antoine GUILLEMAUT



Président : M. BERTHÉLEMY, professeur.

*Suffragants : { MM. JEZE, professeur.
 ALLIX, agrégé.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, RUE SOUFFLOT, 13

1913

INTRODUCTION

La législation concernant les enfants assistés fut pendant longtemps très confuse en raison du nombre considérable de lois, règlements et circulaires applicables en cette matière. Les principes généraux avaient bien été posés par les lois des 15 pluviôse an XIII, 5 mai 1869, et le décret du 19 janvier 1811 ; mais, dans de nombreux cas, certaines mesures étaient tombées dans l'oubli, restaient lettre morte et ne produisaient plus les résultats que l'on pouvait en attendre ; dans d'autres, au contraire, de nouvelles pratiques s'étaient peu à peu introduites et formaient, à côté des textes, une sorte de droit coutumier. L'unité n'existait plus dans l'ensemble des services, et il était indispensable d'apporter de sérieuses modifications à cet état de choses.

Aujourd'hui les lois des 27 et 28 juin 1904 ont réuni, codifié en quelque sorte, les dispositions relatives au fonctionnement des services départementaux d'enfants assistés et ont tracé nettement leur mission,

qui est d'assurer la conservation physique, la protection, l'éducation des enfants qui, par suite de diverses circonstances, leur sont confiées.

Mais le domaine qu'elles régissent est encore bien vaste, et, limitant notre sujet, nous ne voulons nous occuper ici que des règles applicables à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique.

C'est là l'un des principaux devoirs de cette administration, qui doit avant tout assurer aux enfants qui lui sont remis une bonne éducation primaire et professionnelle, c'est-à-dire développer leur esprit et leur intelligence et leur permettre plus tard de gagner honorablement leur vie.

Nous verrons, par l'exposé de ce sujet, que le législateur a compris la grandeur de la tâche qui lui incombait, qu'il a voulu s'efforcer d'établir les dispositions les plus propres, ou du moins qu'il considérerait comme telles, pour aider ces petits deshérités à se faire une place dans la vie et à ne pas souffrir, par la suite, de la situation où ils se sont trouvés, sans en être responsables, durant les premières années de leur existence.

Cependant les nouvelles réformes n'échappent pas toujours à la critique, et l'on peut souhaiter parfois que des modifications soient apportées à l'œuvre accomplie et viennent faciliter la tâche des personnes qui ont la charge directe des pupilles.

Le plus souvent l'Assistance publique recourra pour ses pupilles à des placements chez des cultivateurs, système qui depuis fort longtemps a donné les meilleurs résultats. Si on se trouve en présence d'enfants difficiles, elle devra les envoyer dans des écoles professionnelles spécialement créées en vue de leur éducation et organisées de manière à faciliter leur redressement moral. Au cas, enfin, où cette mesure ne suffirait point, et si l'on a affaire à des pupilles véritablement vicieux et dont la conduite nécessite des sanctions plus sévères, elle pourra demander leur remise à l'Administration pénitentiaire, n'usant du reste ainsi que de l'une des prérogatives de la puissance paternelle dont elle s'est vue conférer les droits et les devoirs au sens large du mot.

La loi du 27 juin 1904, celle du 28 juin 1904, un décret du 4 novembre 1909 ont prévu et réglementé ces trois solutions. L'examen de leurs dispositions fera l'objet de notre étude ; mais nous croyons utile de rappeler, en quelques lignes, ce qui avait été fait en ce sens jusqu'alors, de signaler les mesures qui furent comme les prodromes des nouveaux textes.

Dès l'année 1612, les « statuts de Bordeaux », ville qui fut l'une des premières en France à créer un hospice spécial destiné aux enfants trouvés, prévoient que ceux-ci ne devront pas rester sans instruction et

ordonnent que « les petits-enfans et filles, orphelins et orphelines. ne devront demeurer toute leur vie au dit hôpital et oisifs, mais seront envoyez au collège de la dite ville ou endoctrinez par un maître spécial audit hopital, député pour l'érudition [des bonnes mœurs, vertu et sçavoir. Et les filles orphelines seront enseignées par une femme à ce [expressément mise audit hopital, pour leur apprendre bonnes mœurs et vertu. Et quand les enfans seront parvenus en âge et qu'ils seront capables pour apprendre quelque métier, est ordonné que lesdits enfans seront baillez à quelques gens de bien, soit pour apprendre quelque métier, servir ou être prins comme enfans adoptifs. Et seront contraints les bourgeois, manans et habitans de ladite ville, par toutes voies dûes et raisonnables prendre et recevoir les petits enfans et leur apprendre leur métier et vocation en laquelle ils seront instituez, à peine d'être punis d'amende arbitraire. Et touchant les pauvres filles orphelines, aussi quand elles seront d'âge pour faire service seront mises en maîtres ou maîtresses qui à ce faire seront contraints en la qualité dessus déclarée (1). »

A Paris, vers le milieu du xvii^e siècle, Saint-Vincent de Paul érige l'hospice des Enfants-Trouvés et

(1) Voy. *Enquête parlementaire sur l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes*. Assemblée Nationale, annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1873. 2^e partie, p. 49.

fait décider que les enfants, après y avoir reçu une instruction très élémentaire, seront placés en apprentissage.

Mais ces dispositions particulières restèrent souvent sans grande portée pratique, et ce n'est qu'à partir de la Révolution que des mesures législatives vinrent réglementer véritablement l'entretien et l'éducation des enfants assistés.

La loi du 28 juin 1793 dispose tout d'abord, dans son article 1^{er}, que la nation se charge dorénavant de l'éducation physique et morale des enfants trouvés et prescrit de les placer chez des nourrices, puis plus tard chez des gardiens qui devront s'engager à leur faire fréquenter les écoles nationales et à leur apprendre un métier.

Un arrêté du Directoire exécutif du 30 ventôse an V rappelle que l'hospice n'est qu'un lieu de passage, fixe les indemnités à allouer aux nourrices et aux nourriciers, et donne au commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton un droit de surveillance sur les personnes chargées de l'éducation des enfants.

Si certains pupilles, en raison de leur inconduite ou de la manifestation de quelques inclinations vicieuses, ne peuvent être conservés dans les placements où ils ont été envoyés, l'article 17 décide qu'ils seront reconduits à l'établissement dépositaire,

enfermés dans un local particulier, et que les commissions des hospices devront prendre les mesures convenables pour les ramener à leur devoir.

Malheureusement la détresse du Trésor public ne permit point de faire face aux dépenses que nécessitaient ces diverses dispositions et empêcha d'obtenir de la nouvelle réglementation, les résultats pratiques que l'on pouvait en espérer.

Quelques années plus tard, la loi du 15 pluviôse an XIII et le décret du 19 janvier 1811 complètent ces principes généraux, et constitueront, sauf quelques modifications concernant la partie financière, la base des services des enfants assistés jusqu'au début du xx^e siècle.

Le titre IV du décret du 19 janvier 1811, relatif à l'éducation des enfants trouvés, abandonnés et orphelins pauvres, prescrit que ceux-ci seront mis en nourrice, aussitôt que faire se pourra, puis, à l'âge de six ans, placés en pension chez des cultivateurs ou des artisans, moyennant un salaire qui décroîtra chaque année et sera payé jusqu'à l'âge de douze ans, moment auquel les pupilles mâles, en état de servir, seront réclamés par le ministre de la marine.

Le titre VI, prévoyant le cas où l'Etat n'aura pas autrement disposé de ces enfants, organise ce qu'il appelle leur seconde éducation :

ART. 17. — Les enfants ayant accompli l'âge de douze ans

seront, autant que faire se pourra, mis en apprentissage : les garçons chez des laboureurs ou des artisans ; les filles chez des ménagères, des couturières ou autres ouvrières, ou dans les fabriques et manufactures.

ART. 18. — Les contrats d'apprentissage ne stipuleront aucune somme en faveur ni du maître ni de l'apprenti ; mais ils garantiront au maître les services gratuits de l'apprenti jusqu'à un âge qui ne pourra excéder vingt-cinq ans, et à l'apprenti la nourriture, l'entretien et le logement.

ART. 20. — Ceux des enfants qui ne pourraient être mis en apprentissage, les estropiés, les infirmes qu'on ne trouverait point à placer hors de l'hospice, y resteront à la charge de chaque hospice. Des ateliers spéciaux seront établis pour les occuper.

Nous pouvons signaler aussi, qu'en ces temps de guerres du premier Empire, Napoléon songe à utiliser les enfants assistés pour former de nouvelles troupes. Un décret du 30 août 1811 décide la création d'un régiment de pupilles de la garde et ordonne au ministre de l'Intérieur de diriger sur le dépôt de Versailles les enfants, âgés de plus de quinze ans, jusqu'à concurrence du recrutement. Cette mesure ne fut appliquée que pendant quelques années, mais néanmoins 6.000 pupilles furent ainsi incorporés.

La loi de finances du 25 mars 1817, et la loi du 5 mai 1869 mettent à la charge des départements les dépenses intérieures et extérieures des services des enfants assistés, mais font supporter par l'Etat les dépenses dites d'inspection et de surveillance.

Sous le second Empire l'on cherche à plusieurs reprises à améliorer le sort des enfants assistés, mais l'on songe en même temps à en tirer le meilleur parti pour la société. C'est ainsi que le Sénat recommanda au gouvernement un projet consistant à établir en Algérie des sortes d'asiles et d'orphelinats, où seraient envoyés les pupilles de l'Assistance publique, qui y recevraient une éducation agricole et pourraient devenir plus tard de précieux agents de colonisation. Des essais furent même tentés dans les établissements de Bouffarick, de Ben ak Noun et de Misserghin ; mais ils ne furent point heureux. Le manque d'organisation, les maladies causées par le climat en décimèrent la population et, au bout de peu de temps, le principe du transfèrement des enfants assistés en Algérie fut complètement abandonné.

La loi du 24 juillet 1889 confie à l'Assistance publique les enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés ; celle du 19 avril 1898 permet aux juges d'instruction et aux tribunaux de remettre à cette administration les enfants auteurs ou victimes de crimes ou délits.

A la demande du gouvernement, le Conseil Supérieur de l'Assistance publique arrête en 1891 un texte de loi qui, après quelques modifications et variantes de forme fut déposé, le 18 février 1892,

par M. Constans, ministre de l'Intérieur, sur le bureau du Sénat. Ce projet, après les remarquables rapports de MM. Théophile Roussel et Strauss, est adopté par les Chambres et devient la loi du 27 juin 1904, véritable loi organique sur le service des enfants assistés, et qui pose notamment les règles applicables en matière de placement familial.

Certains articles du projet gouvernemental relatifs à l'éducation des pupilles appelés « difficiles » ou « vicieux » en avaient été distraits et ont formé la loi spéciale du 28 juin 1904, votée, sans débats, sur les rapports de MM. Strauss au Sénat, et Bienvenu-Martin à la Chambre.

Cette dernière loi prescrit : 1° de recueillir dans des écoles professionnelles les pupilles difficiles qui paraissent susceptibles d'être ramenés au bien au moyen d'une éducation appropriée à leur état moral ; 2° d'assurer l'éducation correctionnelle aux pupilles vicieux dont on a le devoir d'épargner le contact aux autres enfants.

Mais pendant cinq ans plusieurs de ses articles ne purent recevoir application, car le décret qu'elle prévoyait pour préciser certains points et régler certaines questions de détail, n'intervint que le 4 novembre 1909.

Comme nous l'avons dit, notre étude a pour but

simplement d'examiner les dispositions concernant l'éducation des pupilles de l'Assistance publique, et ne voulant pas exposer ici, même brièvement, l'organisation actuelle des services, nous nous bornerons à rappeler que les enfants assistés proprement dits se divisent aujourd'hui en pupilles de l'Assistance publique, enfants en garde, enfants en dépôt et enfants secourus.

1° Les pupilles de l'Assistance publique sont, au sens juridique du mot, les enfants dont l'abandon est définitif et vis-à-vis desquels l'Assistance publique possède la plénitude des droits et obligations dérivant de la tutelle et de la puissance paternelle. Ils comprennent :

a) Les enfants trouvés, c'est-à-dire ceux qui, nés de père et mère inconnus, ont été trouvés dans un lieu quelconque ou portés dans un établissement dépositaire ;

b) Les enfants abandonnés qui, nés de père et de mère connus, ont été d'abord élevés par eux ou d'autres personnes, puis ensuite délaissés sans qu'on sache ce que les parents sont devenus ;

c) Les orphelins, pauvres qui n'ont ni père, ni mère, ni non plus d'ascendants auxquels on puisse recourir, et qui de plus sont dépourvus de moyens d'existence ;

d) Les enfants maltraités, délaissés ou moralement

abandonnés, entrés dans les services, en vertu du titre premier de la loi du 24 juillet 1889 ;

e) Les enfants admis dans le service des enfants assistés en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889.

2° Les enfants en garde qui sont les enfants confiés à l'Assistance publique en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, c'est-à-dire les mineurs, auteurs ou victimes de crimes ou délits remis par les tribunaux à cette administration.

3° Les enfants en dépôt, c'est-à-dire les enfants recueillis temporairement dans le service des enfants assistés en raison de leur abandon par suite de la détention, de l'hospitalisation, de l'appel sous les drapeaux, de l'admission dans un asile d'aliénés de leurs parents.

4° Les enfants secourus que leurs père et mère et ascendants ne peuvent nourrir, ni élever faute de ressources, et pour lesquels est accordé un secours temporaire en vue de prévenir leur abandon. Nous n'aurons à aucun moment à nous occuper de cette dernière catégorie.

CHAPITRE PREMIER

LE PLACEMENT FAMILIAL

Avantages. — Choix des familles. — Placements multiples. — Lieu de placement. — Secret du placement. — Salaires et primes : salaire fixe ; prime de survie ; pension ; prime de bons soins ; allocations exceptionnelles ; tarifs minima. — Fréquentation scolaire. — Placements de treize à vingt et un ans. — Contrat de placement. — Surveillance des pupilles.

Ce qui caractérise particulièrement le mode d'éducation des pupilles de l'Assistance publique, c'est que leur tuteur ne se charge pas lui-même de l'éducation de chacun d'eux, mais recourt à d'autres personnes choisies comme intermédiaires entre les enfants et l'Administration.

Dès son entrée dans le service des Enfants assistés, le pupille a pour premier asile l'hospice dépositaire, établissement désigné par le préfet ; mais sa présence devra y être aussi courte que possible, car, malgré toutes les précautions hygiéniques prises, le milieu y est souvent malsain ; de plus l'enfant ne peut y mener qu'une vie oisive, et un tel séjour lui

serait défavorable tant au point de vue de son développement physique qu'à celui de son éducation.

D'ordinaire, dès son entrée à l'hospice l'enfant est examiné par le médecin de cet établissement, qui autorise son placement à la campagne, en indiquant le mode d'élevage qui lui convient. Ce n'est donc qu'exceptionnellement entre deux placements ou en cas de maladies contagieuses, d'affections ou infirmités nécessitant des soins spéciaux qu'il doit rester dans ce lieu, pour y être traité. Y reviendra aussi provisoirement le pupille qui, ayant déjà fait l'objet d'un placement familial, serait atteint de maladies difficiles à soigner dans la famille où il se trouve (1).

Ces principes généraux une fois posés, la loi du 27 juin 1904 a décidé, dans son article 21, que « les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne ».

Cet article établit ainsi comme règle prédominante que le mode par excellence de placement et d'éducation des pupilles est le placement familial, qui consiste à confier l'enfant à une famille, le plus souvent à la campagne, moyennant, ainsi que nous le verrons plus tard, une pension dont le taux décroît avec l'âge, en raison de ce fait que l'enfant peut

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 20 : « Le pupille n'est maintenu dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige ou sur une décision motivée de son tuteur. »

rendre des services de plus en plus importants à ses nourriciers.

Mais avant d'examiner les règles auxquelles est soumis à l'heure actuelle le placement familial, il nous paraît nécessaire de signaler les avantages qu'il présente, d'indiquer pour quels motifs il est devenu la base du service des enfants assistés en France.

Les pupilles n'ont pas seulement besoin d'assistance, mais aussi d'affection durable, et c'est justement ce qu'il est assez facile de leur assurer en les confiant à ces honnêtes ménages de cultivateurs qui, dans beaucoup de départements, les sollicitent avec empressement. Des liens d'affection s'établissent rapidement entre ces infortunés et leurs nourriciers, leurs sœurs ou frères de lait. Ils s'attachent vite et de plein cœur à ceux qui prennent soin d'eux, les appellent « leur père, leur mère, leurs frères », et parfois s'emparent jusque de leur nom ; aussi n'est-il pas rare qu'en revanche ils trouvent tendresse, conseils et protection.

Tout enfant, d'ordinaire, doit autant que possible être élevé dans le sein de sa famille ; et si les circonstances, mort des parents ou abandon, l'empêchent, le meilleur est d'essayer de lui en reconstituer une autre, de le replacer dans une situation analogue où il retrouvera les caresses de la mère, l'autorité bienveillante du père, et où les exemples de chaque jour le plieront aux nécessités de la vie commune.

L'illusion du foyer domestique ne peut exister dans un orphelinat, dans un internat, si bien organisé soit-il, tels que l'on a songé à en créer pour les pupilles de l'Assistance publique. L'enfant y mène une vie trop réglée, il ne prend point contact avec les choses du dehors, et, lors de sa sortie de l'établissement, se trouve seul dans la société, désorienté et sans ressources ; n'ayant point connu les préoccupations que font naître les soucis de la famille, il ignore les économies prévoyantes dont au contraire il verra des exemples quotidiens chez ses nourriciers.

D'autre part, l'internat déjà si dur en général, le sera bien plus encore pour les enfants assistés : pas de visites de parents, pas de vacances qui viennent couper la monotonie de leur existence. Le placement familial, au contraire, réalise la pénétration réciproque de la famille et de l'école pour l'éducation. Le pupille élevé chez ses gardiens se rendra chaque jour à l'école communale ; il s'y trouvera en contact avec les autres enfants de son âge, et cette vie plus normale lui fera moins sentir sa situation de déshérité de la fortune. Enfin l'éducation individuelle, la pension chez des cultivateurs est beaucoup moins onéreuse que l'éducation collective.

Le placement familial, d'autre part, peut être employé dans la grande majorité des cas, car la plupart des enfants assistés, contrairement à l'opinion que

se font certaines personnes, ne sont pas plus indisciplinés et ne présentent pas de plus mauvais instincts que les enfants ordinaires de leur âge. Soumis à une existence régulière, à une vie de travail, ayant de bons exemples sous les yeux, ils sont, aussi bien que ces derniers, susceptibles de devenir de bons sujets. Ce n'est que pour un petit nombre de pupilles que l'on est obligé d'employer des mesures de rigueur destinées à réprimer leurs penchants mauvais ou leurs habitudes vicieuses.

Placés dans les familles de cultivateurs, ils participent à leurs travaux, y prennent le goût du travail, s'attachent au village où ils passent leurs premières années, où il grandissent, où probablement plus tard ils se fixeront. Presque tous, en effet, à moins d'exception, réussissent dans cette voie ; parfois même dans l'avenir quelques-uns font envier leur position. Plus souvent que l'on ne croit, ils sont l'objet de libéralités de la part de leurs anciens nourriciers ; ils s'établissent dans le pays et aucune distinction n'existe plus dorénavant entre eux et le commun des travailleurs.

Nous extrayons d'un rapport (1) d'inspecteur du Service des Enfants assistés, publié par M. Monod dans le *Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance*

(1) *Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance publique*, fasc. 48, rapport LXXVI.

publique, le passage suivant qui est assez caractéristique à cet égard :

« Nos pupilles ne s'expatrient pas ; ils se fixent presque tous dans la commune où ils ont été élevés et contractent des mariages qui leur permettent de se placer à la tête d'une petite exploitation agricole, parfois de devenir propriétaires. Je pourrai citer parmi nos élèves des menuisiers, des maréchaux ferrants, des négociants, des épiciers, des cafetiers, des tailleurs d'habits... etc...

« Dans une commune qui a une population de 632 habitants, on compte 27 ménages d'anciens pupilles, qui ont entre eux tous 47 enfants. — Dans une autre, où il n'y a que 242 habitants, on relève la présence de 12 anciens pupilles, dont 7 sont mariés et ont ensemble 13 enfants. — Dans une autre, 10 anciens pupilles se sont fixés ; 9 sont mariés et leurs familles comptent 27 enfants. — Dans une autre, 10 anciens pupilles sont établis. Parmi eux s'en trouvent 9 qui sont dans une très bonne situation. Ils ont ensemble 32 enfants. — Dire que tous sont dans l'aisance, non ! Mais j'en connais et en assez grand nombre qui possèdent une fortune variant de 2.000 à 50.000 francs. — Les moins privilégiés vivent honorablement en travaillant. »

Le pupille qui a fait l'objet d'un placement rural a sur les autres cette supériorité, qu'arrivé à l'âge

de 15 ou 16 ans, il a reçu une instruction primaire d'ordinaire suffisante, et que, d'autre part, il a fait en même temps son apprentissage. Elevé à la campagne, il a acquis, petit à petit, les connaissances nécessaires au cultivateur, il s'est accoutumé aux travaux agricoles qui sont les meilleurs et les plus moralisateurs de tous, et est capable de gagner honorablement, et sans trop de difficultés, sa vie.

Le placement familial retient ainsi loin des villes des êtres sans famille et sans fortune qui, laissés dans une grande cité, viendraient fatalement augmenter le nombre des déclassés et des malfaiteurs, et en fait au contraire des travailleurs honnêtes et laborieux.

En présence enfin du mouvement fatal qui, à l'heure actuelle, pousse les populations, au détriment de l'agriculture, à abandonner les travaux pénibles, mais salutaires des champs, pour aller chercher dans les villes une tâche moins dure, ou, tout au moins, paraissant telle, l'Assistance publique, en plaçant ses pupilles chez les cultivateurs, apporte un remède partiel à la vieille question de la dépopulation des campagnes. Elle ne fait souvent ainsi que ramener à la terre des fils de paysans qui lui étaient destinés : un grand nombre d'enfants assistés, en effet, sont nés de filles mères, venues accoucher dans les villes, pour éviter les critiques de leurs compatriotes.

Choix des familles. — Le service des enfants assistés doit apporter le plus grand soin dans le choix des familles auxquelles les pupilles seront confiés, car c'est de là que dépend, en effet, leur salut et leur avenir. L'une des principales choses pour l'inspecteur départemental sera donc de bien connaître les nourriciers, afin de pouvoir choisir pour chaque enfant le milieu qui lui conviendra le mieux.

La classe sociale qui, dans la plupart des cas, devra être préférée, est la classe paysanne, et notamment on devra faire appel à ces petits et moyens propriétaires, assez nombreux dans certaines parties de nos départements qui, présentant les garanties nécessaires d'hygiène et de moralité, sont attachés à leur champ, à leur maison et inculqueront aux enfants qu'ils auront charge d'éduquer l'amour de la terre. A défaut, l'inspecteur pourra s'adresser aux petits fonctionnaires des campagnes, facteurs, cantonniers, employés de chemins de fer ou encore aux ouvriers agricoles. Enfin, mais c'est là un placement offrant de moins sérieuses garanties, il peut recourir aux familles d'ouvriers de la grande industrie qui habitent la campagne. Il ne devra pas alors oublier que la vie matérielle y est généralement plus difficile, que l'alimentation y est moins convenable, et, par conséquent, se montrera beaucoup plus circonspect dans ces sortes de placements.

Mais l'on doit éviter surtout de placer l'enfant chez de pauvres gens qui certes peuvent être très honnêtes et très intéressants, mais dont les faibles ressources ne leur permettent point de vivre sans l'aide et les aumônes de la société. L'enfant est, en effet, frappé par les exemples qui l'entourent, et il doit s'imprégner de l'idée que son travail doit suffire seul à le nourrir dans l'avenir.

M. Cambillard, inspecteur départemental de l'Assistance publique, dans un rapport, présenté en juin 1912, à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance, a indiqué d'une manière très nette et très précise le genre de familles auxquelles il est préférable de confier les pupilles. Il a passé en revue les diverses situations que rencontre l'inspecteur, et a énuméré les avantages et les inconvénients qui pourraient en résulter pour le pupille dans les divers cas qui peuvent se présenter. Nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici les termes de ce rapport :

« 1° *Familles avec enfants* : avantages : trouver des frères et sœurs, la vraie famille ; — inconvénients : les soins sont moins affectueux, peut-être une différence dans le traitement ; pupilles considérés un peu en parias, comme cela arrive du reste dans certains villages ; abus au sujet des vêtements ; moins de chances d'être conservés ; expressions injurieuses : bâtards... etc.

« 2° *Familles sans enfants et sans espoir d'en avoir* : Très souvent excellents placements à tous les points de vue, surtout au point de vue affection, soins matériels, tenue ; amour-propre très louable de voir l'enfant aussi bien et même mieux tenu que ceux du village. — Mais généralement difficiles sur le choix, ne veulent que des enfants gentils qui leur fassent honneur, dont ils soient fiers...

« 3° *Personnes jeunes* : Inexpérience, manque de tact, humeur changeante, renvoi de l'enfant aussi quand survient un enfant, ou bien on les prend, les filles surtout, pour avoir une petite bonne qui soignera le jeune bébé...

« 4° *Personnes âgées* : Après 65 ans, j'estime qu'on rencontre rarement la vigueur, l'énergie nécessaire, et puis les chances de création d'une vraie famille deviennent très aléatoires. Souvent l'enfant ne sera qu'un petit domestique, on cherchera moins à lui donner de l'affection qu'à en obtenir des services, tout en touchant la pension.

« 5° *Personnes veuves* : Placement très spécial et généralement bon ; ces personnes ne veulent que des fillettes ; elles cherchent une compagnie ; le jour où l'enfant est accepté définitivement, nous pouvons avoir toute confiance. »

Placements multiples. — Les pupilles, dit la loi, doi-

vent faire l'objet d'un placement familial. Y a-t-il un inconvénient à en confier plusieurs à une même famille ? C'est là une question de fait ; mais d'une manière générale il faut éviter de dépasser les chiffres 3 ou 4, car on enlèverait alors au placement son caractère propre et on lui empêcherait de produire les effets que l'on en attend.

En ce cas bien souvent il resterait peu de chances que l'enfant s'implante dans la famille qui en a la charge. Loin de ressembler à une famille naturelle, cette agglomération offrirait plutôt les apparences d'une garderie d'enfants, et il serait douteux que tous reçoivent les soins nécessaires, soient soumis aux règles élémentaires d'hygiène sur lesquelles on peut compter.

Tant que le même nourricier n'obtiendra pas plus de trois enfants, ces inconvénients ne se feront pas trop sentir. L'inspecteur départemental de l'Assistance publique devra néanmoins prendre en considération de nombreuses situations de faits : grandeur et disposition de la maison du gardien, nombre des enfants de ce dernier. Il s'inquiétera notamment de savoir s'il a un ou plusieurs domestiques, car ceux-ci pourraient dans bien des cas prendre une influence néfaste sur les pupilles. Il s'informera s'il n'y a pas dans la maison un autre enfant assisté confié par un département voisin ou placé par une œuvre privée.

Néanmoins en pratique, dans de trop nombreux départements, il n'est point tenu compte de ces règles. Dans le Maine-et-Loire, dans la Charente, il arrive fréquemment que 4, 5, voire même 6 enfants, sont placés chez la même personne. L'Inspection générale des services administratifs dans son rapport, présenté en 1905 au ministre de l'Intérieur, en signalant ces faits, en indiquait la cause (1) :

« C'est là un fait regrettable dont on donne pour excuse la modicité du prix de pension : les nourriciers ne pouvant réaliser le bénéfice qu'ils sont légitimement en droit d'escompter que par la réunion de plusieurs enfants. » Le remède serait donc le relèvement des salaires, mesure nécessaire si l'on veut éviter que les nourriciers ne rendent l'enfant.

Un autre inconvénient moins direct, mais dont les effets seraient très fâcheux, se ferait aussi sentir. Si dans un village plusieurs familles acceptent des pupilles et si, au lieu d'en confier un ou deux au maximum à chacune, l'on dépasse ce chiffre, ce sera autant d'élèves à envoyer en plus à l'école. Ne surchargera-t-on pas ainsi les classes, et l'instituteur, sur le concours duquel l'Assistance publique doit

(1) *J. off.*, 23 août 1905. Rapport présenté au ministre de l'Intérieur par le service central de l'Inspection générale.

compter, ne manifestera-t-il point une certaine hostilité?

Enfin, au cas de placements multiples, n'y aura-t-il pas quelque danger, surtout à partir de l'âge de six ans, moment où commence la fréquentation scolaire, à confier au même nourricier des garçons et des filles?

Une exception à cette règle est prévue par l'article 21, § 1, qui recommande de placer les frères et les sœurs dans la même commune et même, si possible, dans la même famille. Il serait inhumain de les séparer, de rompre le lien du sang qui les unit. Pourtant il y a parfois intérêt, notamment en présence d'enfants moralement abandonnés, d'user de placements divers pour empêcher la fâcheuse influence que l'un des pupilles mal doué et vicieux pourrait exercer sur les autres.

Lieu de placement. — Les enfants assistés doivent autant que possible être placés dans leur département d'origine. C'est donc dans celui-ci que l'inspecteur doit recruter les nourrices, les gardiens et les patrons.

Il y a tout avantage, dans la plupart des cas, à agir de la sorte et à ne pas transplanter le pupille loin de la région où il est né et vers laquelle il est toujours

attiré par des affinités naturelles. Mais ce n'est là qu'une règle générale qui parfois doit subir des exceptions. Il y a certaines catégories d'enfants qu'il est nécessaire, en raison de leurs antécédents et du milieu dans lequel ils ont vécu jusqu'alors, d'éloigner de leur pays d'origine. Ce sont surtout les enfants moralement abandonnés, qui n'ont été surveillés que d'une façon incomplète par leurs parents, et qui se sont souvent livrés au vagabondage et à la mendicité. Entrés dans le service des enfants assistés, non dès les premiers mois de leur existence, mais fréquemment vers l'âge de 8 ou 10 ans, ils conservent le souvenir de leur ville natale, de leurs parents, de leurs camarades. Il faut leur empêcher de reprendre contact avec ceux-ci, et, pour eux, le placement dans un lieu éloigné, dans un autre département, s'impose.

Parfois aussi la santé, la constitution débile des pupilles doivent entrer en ligne de compte, et si le climat du département auquel ils appartiennent ne leur convient point, ils doivent être dirigés vers des régions plus propices à leur rétablissement.

Indépendamment de ces circonstances, résultant soit des antécédents, soit de la santé des pupilles, il existe plusieurs départements qui, en raison de leur caractère industriel, de la présence de grandes agglomérations, ne peuvent trouver des placements

en nombre suffisant sur leur territoire. Ce sont notamment la Seine, le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, la Seine-et-Marne et l'Oise. Ils sont obligés d'envoyer leurs pupilles dans d'autres régions.

La Seine, le Rhône, les Bouches-du-Rhône ont des agences dans plusieurs autres départements ; la Seine-et-Marne et la Seine-et-Oise en ont dans le département de l'Yonne.

Pour créer ces agences, le département d'origine doit s'entendre avec le département du lieu de placement, et la surveillance est déléguée à l'inspection des enfants assistés du département de la résidence du pupille.

Secret du placement. — Le lieu de placement du pupille reste secret (loi du 27 juin 1904, art. 22). La mère et la personne qui ont présenté l'enfant, peuvent seulement être renseignées, à des époques fixes, sur l'existence ou la mort de celui-ci.

C'est là une mesure prise tant pour empêcher les abandons en leur donnant un caractère définitif, que pour faciliter l'éducation des pupilles en écartant les difficultés qui ne manqueraient pas de surgir si les familles connaissaient leur résidence et pouvaient intervenir auprès des nourriciers.

Dans certains cas particuliers enfin, et si l'intérêt

de l'enfant le demande, le préfet peut, par une décision motivée, faire connaître aux parents le lieu de placement.

Salaires et primes. — « La rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle dite prime de survie.

« Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus ; elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant.

« Le nourricier qui a gardé un pupille pendant dix ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a treize ans, une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général. » (Loi du 27 juin 1904, art. 23.)

Aux termes de cet article, la nourrice chez qui est placé un pupille, reçoit donc une rémunération comprenant deux parties bien distinctes : 1° le salaire et 2° une prime de survie.

1° Salaire fixe. — Le salaire fixe est l'allocation mensuelle accordée à la nourrice à qui l'administration a confié un enfant pour l'élever soit au sein, soit au biberon. C'est là pour le département une

dépense rentrant dans la catégorie des dépenses obligatoires.

Le conseil général fixe le taux de ces salaires, mais l'article 55 de la loi du 27 juin 1904 limite ses pouvoirs, en décidant qu'un tableau annexé à la loi de finances (tableau, il est vrai, dressé après enquête et avis des conseils généraux), et révisé tous les cinq ans, détermine par zone les tarifs minima des secours temporaires, des salaires des nourrices, des primes, de survie et des prix des pensions.

A l'heure actuelle, les tarifs minima ont été fixés pour cinq années par la loi des finances du 26 décembre 1908. Ils sont applicables, aux termes de l'article 78, depuis le 1^{er} janvier 1910.

Cette loi a tout d'abord, en tenant compte de la situation économique des populations au milieu desquelles sont appelés à vivre les enfants assistés, réparti les départements en 4 zones de la manière suivante :

1^{re} zone. — Aisne, Ardennes, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Marne, Meuse, Oise, Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Yonne.

2^e zone. — Allier, Basses-Alpes, Ariège, Aube, Aude, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente-Inférieure, Cher, Côte d'Or, Doubs, Gard, Haute-Garonne, Gers, Gironde, Hérault, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Loir-et-Cher, Lot-et-Garonne, Marne (Haute), Meurthe-et-Moselle, Nièvre, Nord, Orne, Pas-de-Calais, Pyrénées-Orientales, Territoire de

Belfort, Rhône, Haute-Saône, Savoie, Haute-Savoie, Seine-Inférieure, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Vienne, Vosges.

3^e zone. — Ain, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Aveyron, Cantal, Charente, Corrèze, Corse, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Drôme, Ille-et-Vilaine, Jura, Landes, Loire, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Mayenne, Morbihan, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées, Saône-et-Loire, Sarthe, Deux-Sèvres, Tarn-et-Garonne, Vendée, Haute-Vienne.

4^e zone. — Finistère, Basses-Pyrénées (1).

Puis elle a établi les tarifs mensuels des salaires et pensions aux chiffres ci-après :

Prix des pensions (taux mensuel)

Dans les départements de	ENFANTS DE MOINS D'UN AN		Enfants de	Enfants de	Enfants de
			de	de	de
	au sein	au biberon	1 à 2 ans	2 à 4 ans	4 à 13 ans
	francs	francs	francs	francs	francs
1 ^{re} zone.....	30	25	20	18	15
2 ^e zone.....	25	20	18	15	12
3 ^e zone.....	20	15	15	12	10
4 ^e zone.....	20	15	15	12	7

Les mois de nourrice seront payés à l'échéance de chaque trimestre au vu de certificats de vie délivrés par les maires des communes où sont placés les enfants.

Les taux des salaires étant fixés ainsi, ils varient

(1) Etat G, annexé à la loi de finances du 26 décembre 1908.

donc suivant les départements, et il en résulte quelquefois pour les inspecteurs de grandes difficultés. Il en est ainsi par exemple dans le département du Jura dont les tarifs sont moins élevés que ceux du département voisin, le Rhône. Ce dernier ayant une agence dans la région, la plupart des nourrices préfèrent y adresser leurs demandes, si bien que dans les meilleures familles, dans celles qui présentent le plus de garanties de moralité, il est presque impossible de trouver place pour les pupilles du Jura.

2° *Prime de survie*. — La prime de survie est une allocation accordée à la nourrice, lorsque l'enfant dont elle a la garde atteint l'âge de 15 mois. Comme la précédente cette dépense est classée au nombre des dépenses obligatoires et la loi de finances du 26 décembre 1908 a fixé les tarifs minima aux taux suivants :

Dans les départements de 1^{re} zone, 2 francs par mois ; de 2^e zone, 1 fr. 50 par mois ; de 3^e zone, 1 franc par mois ; de 4^e zone, 0 fr. 75 par mois.

Ce sont là des chiffres minima que chaque conseil général peut dépasser. La prime est payable lorsque le pupille a quinze mois révolus, proportionnellement au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 5 juin 1909 indique les conditions que celle-ci

doit remplir pour avoir droit à la prime de survie et fait connaître la méthode à suivre au cas où l'enfant aura été successivement confié à deux personnes différentes :

« Pour qu'il y ait lieu à une telle prime, il faut que l'enfant ait atteint quinze mois, et ce n'est qu'à ce moment qu'elle peut être allouée ; en principe elle ne peut être accordée qu'à la nourrice qui a conduit l'enfant jusqu'à cet âge, et sa quotité dépendra du nombre de mois écoulés depuis le moment où cette nourrice a reçu l'enfant. Prenons un exemple : un enfant a été confié le jour de sa naissance à une première nourrice, et au bout d'un an à une seconde. Celle-ci, quand le nourrisson atteindra quinze mois, aura seule droit à la prime pour les trois mois écoulés ; il eût été absurde de prescrire que la première nourrice recevrait de plein droit la même prime mensuelle pour les douze mois durant lesquels elle a gardé l'enfant, car si celui-ci a été enlevé, c'est que vraisemblablement il était mal soigné, il a donc survécu non grâce à l'attention de sa première nourrice, mais en dépit de sa négligence. Cependant, dans des cas exceptionnels, le retrait aura pu être prononcé pour une raison qui n'engage point la responsabilité de la nourrice ; il serait dès lors peu équitable de priver celle-ci des primes méritées par les bons soins qu'elle n'a cessé de prodiguer à l'en-

fant ; j'estime que le règlement départemental peut permettre de telles allocations ; il lui appartient d'ailleurs de régler la distribution des primes de survie au mieux de l'intérêt du service, en tenant compte à la fois de l'article précité (art. 23 de la loi de 1904) et du minimum de tarifs fixé par la loi de finances de 1908. »

L'administration ne peut enfin confier un pupille de moins de sept mois à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus (1). Celui-ci a encore un impérieux besoin du lait maternel, et l'un et l'autre, sinon tous deux, souffriraient de cette situation.

Pension. — Jusqu'à l'âge de treize ans révolus, et sauf les cas de prolongation prévus par le conseil général, une pension est payée aux nourriciers (2). Nous avons vu plus haut les tarifs minima fixés pour chaque zone.

En pratique, et d'une manière générale, le taux de la pension diminue avec l'âge du pupille ; le prix payé durant la troisième année est moins élevé que celui de la deuxième ; celui de la quatrième moins encore que celui de la troisième. C'est que les soins que nécessite l'enfant deviennent moins constants, puisqu'à partir d'un certain âge il pourra

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 24.

(2) Loi du 27 juin 1904, art. 26, § 1.

commencer à rendre quelques petits services à sa famille adoptive.

La pension est payée, en raison de cette dernière considération, jusqu'à l'âge de treize ans, moment où cesse pour les nourriciers l'obligation d'envoyer le pupille à l'école. Et il est à remarquer que c'est principalement en accordant pendant la première période des prix de pension rémunérateurs, plutôt que par l'emploi de sanctions plus ou moins sévères, mais presque toujours difficiles à appliquer, que l'on assurera de manière normale et régulière la fréquentation scolaire des enfants assistés.

Les mots « sauf les cas de prolongation prévus par le conseil général » visent notamment les cas où l'on se trouve en présence de pupilles infirmes nécessitant des dépenses spéciales, ou de certains enfants présentant des dispositions particulières ou exceptionnelles auxquels cette assemblée jugera bon de faire donner l'enseignement primaire supérieur ou l'enseignement secondaire.

Si un conseil général refusait de voter des tarifs en conformité avec les tarifs minima fixés par la loi de finances, il y aurait lieu de procéder à l'inscription d'office au budget départemental du crédit nécessaire. C'est ce qui résulte de l'article 56, § 1, de la loi du 27 juin 1904 ainsi conçu : « Si un conseil général omet ou refuse d'inscrire au budget les crédits

suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires du service qui sont à sa charge, les crédits nécessaires sont inscrits d'office au budget par un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique et inséré au *Bulletin des lois*. »

Indépendamment de ces salaires, primes de survie et pensions, « le nourricier qui a gardé un pupille pendant 10 ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a treize ans, une récompense dont la quotité est fixée par le conseil général ». C'est là la prime dite « *prime de bons soins* ». Il ne s'agit plus ici d'une dépense obligatoire pour le département, mais d'une dépense purement facultative, et l'assemblée départementale a toute liberté pour fixer le taux de cette prime.

Les conseils généraux peuvent enfin créer des allocations exceptionnelles, et nous verrons, en étudiant la fréquentation scolaire des pupilles de l'Assistance publique, que plusieurs départements accordent dans certaines circonstances des primes destinées à être payées non seulement aux instituteurs, mais aussi aux nourriciers, dans le cas où ces derniers veillent à ce que les enfants, qui leur ont été confiés, se rendent d'une manière continue et régulière à l'école primaire.

Les pensions sont payées aux nourriciers à

l'échéance de chaque trimestre sur le vu de certificats de vie délivrés par les maires des communes où sont placés les enfants. Elles sont, ainsi que les salaires et les primes, incessibles et insaisissables (1), mesure édictée en raison du caractère alimentaire des sommes dont il s'agit.

Fréquentation scolaire. — La loi sur l'obligation de l'enseignement primaire était une disposition d'ordre général et s'appliquait par conséquent aux enfants assistés. Mais trop souvent l'expérience avait montré que ceux-ci ne se rendaient point d'une manière régulière à l'école. Le tarif des allocations aux nourriciers étant trop bas, ces derniers voulaient autant que possible tirer profit des pupilles, les employaient à de menus ouvrages, et n'assuraient point leur fréquentation scolaire ; aussi le législateur de 1904 a-t-il cru bon, la scolarité étant une période capitale de la vie de l'enfant, de rappeler cette obligation dans l'article 25 : « Le nourricier est tenu à l'égard du pupille aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire. » Le droit commun est donc ici applicable au pupille de l'Assistance publi-

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 52.

que, et c'est à partir de l'âge de six ans que son nourricier sera tenu de l'envoyer à l'école. Cette obligation ne prendra fin que lorsqu'il aura atteint treize ans.

L'inspecteur qui place un enfant dans une famille doit tenir compte, au point de vue de la fréquentation scolaire, du lieu de résidence des nourriciers. Il est nécessaire que ceux-ci n'habitent point à plus de 1.500 mètres au maximum d'une école. Les intempéries, la pluie, la neige, les courtes journées d'hiver, les empêcheraient d'envoyer les pupilles suivre d'une manière assidue les classes. Puis, d'autre part, pendant un long chemin, les mauvaises rencontres, les mauvais camarades pourraient avoir facilement une influence néfaste sur ces jeunes enfants.

A l'heure actuelle de plus en plus la fréquentation scolaire des pupilles est assurée, et quoique laissant encore à désirer dans certains départements, elle va certainement s'améliorant de jour en jour. C'est ce que nous montrent les constatations faites par l'Inspection générale des services administratifs lors de la tournée de 1911, dont l'un des principaux objets était l'organisation et le fonctionnement du service des Enfants assistés : « Les instituteurs, dit M. Constantin, inspecteur général, s'intéressent et s'attachent aux enfants assistés, d'une façon qui leur fait honneur. Ils sont, en général, de précieux collabo-

rateurs du service, et c'est en partie à leur paternelle autorité que les pupilles de l'Assistance, connus comme tels dans tout le village doivent d'être estimés les égaux de leurs camarades (1). »

Le service des enfants assistés procure aux pupilles les fournitures scolaires et supporte aussi les cotisations des pupilles mineurs de treize ans affiliés aux mutualités scolaires. C'est là une des dépenses réglementaires du service (art. 46, n° 5 de la loi du 27 juin 1904).

Depuis 1856 et jusqu'en 1880, le prix mensuel d'abonnement affecté aux fournitures classiques concernant les enfants assistés, avait été fixé de la manière suivante : 0 fr. 50 pour les enfants de six à huit ans révolus, et 0 fr. 75 pour ceux de neuf à douze ans. Mais une circulaire du ministre de l'Intérieur du 26 février 1880 faisait remarquer aux préfets que ces taux étaient devenus insuffisants et décidait que, dorénavant, le taux minimum serait de 0 fr. 75 pour les enfants au-dessous de neuf ans, et de 1 franc pour les autres. Ces tarifs sont ceux appliqués encore aujourd'hui.

Le ministre reconnaissait aussi dans cette circulaire que l'on ne pouvait imposer aux instituteurs et aux institutrices de procurer eux-mêmes, moyen-

(1) *J. off.*, 6 août 1912, Rapport présenté au ministre de l'Intérieur par l'Inspection générale des services administratifs.

nant ces prix dorénavant suffisants, les fournitures, et que, dans le cas où ils s'abstiendraient, l'inspecteur départemental de l'Assistance publique aurait à veiller à ce que les pupilles fussent munis de tous les objets classiques qui leur sont indispensables.

En pratique, dans la plupart des départements, les fournitures sont payées aux instituteurs qui les distribuent aux enfants. Pourtant, dans certains, le prix en est remis aux nourriciers qui ont alors charge de les acheter. Le premier système est de beaucoup préférable, l'instituteur se trouvant bien mieux placé pour effectuer ce service. D'autre part, le petit bénéfice, qu'il pourra parfois en retirer, l'incitera peut-être à s'occuper davantage des enfants assistés qu'il a dans sa classe.

Pour assurer son contrôle, l'inspecteur de l'Assistance publique est tenu au courant du nombre des absences que pourrait faire le pupille. L'article 40 de la loi du 28 mars 1882 décide que lorsqu'un enfant manque momentanément l'école, les parents ou les personnes responsables doivent faire connaître au directeur ou à la directrice les motifs de son absence, et l'instituteur tient pour chaque classe un registre d'appel constatant les absences de ses élèves. A la fin de chaque mois il adresse au maire et à l'inspecteur primaire un extrait de ce registre avec l'indication du nombre des absences et les motifs invoqués.

En ce qui concerne les enfants assistés, il devra aviser l'inspecteur départemental de ce service au moyen d'états mensuels mentionnant les pupilles ayant manqué l'école plus de quatre fois dans le mois (1). De plus il fournira tous les trois mois un nouvel état trimestriel dont l'utilité se fait moins sentir, faisant en quelque sorte double emploi avec les premiers.

L'inspecteur prend alors les mesures nécessaires, adressant aux nourriciers de justes observations, effectuant au besoin le retrait de l'enfant. Le plus souvent la crainte de cette dernière sanction produit un effet salubre, et en général les pupilles suivent régulièrement, sans absences trop nombreuses, les classes de l'école primaire.

La plupart des inspecteurs, au cours de leurs tournées, ne négligent jamais de se rendre compte sur place, à l'école même, des résultats concernant la fréquentation scolaire. Ils reçoivent ainsi des renseignements d'une grande utilité tant sur la conduite, le caractère ou les vices des pupilles, que sur leurs dispositions particulières et l'intérêt qu'il y aurait à les diriger vers une profession spéciale. Souvent aussi l'instituteur pourra lui indiquer si les enfants lui paraissent être bien soignés et tenus proprement par leurs nourriciers.

(1) Circulaire du ministre de l'Intérieur du 12 février 1887.

Une circulaire du ministre de l'Instruction publique en date du 10 novembre 1888 a d'ailleurs chargé les préfets d'envoyer les instructions nécessaires au personnel de l'enseignement primaire public pour inviter les instituteurs et institutrices à fournir verbalement aux inspecteurs des enfants assistés toutes les indications utiles et circonstanciées sur le compte des pupilles.

On ne peut oublier le rôle important que jouent l'instituteur et le nourricier dans l'éducation et l'instruction des pupilles. Aussi, pour maintenir cette émulation bienfaisante, beaucoup de départements ont adopté un système qui a donné d'excellents résultats. Il consiste à récompenser l'instituteur, le patron et l'enfant quand ce dernier obtient le certificat d'études primaires.

Ces récompenses sont des primes accordées, en cette occasion, à ces trois personnes ou à l'une seulement. Le département de Seine-et-Oise alloue ainsi une prime de cinquante francs à l'instituteur qui a donc intérêt à assurer la fréquentation scolaire et même à s'employer pour rendre plus nombreux les placements dans la commune. Le département de la Côte-d'Or donne une prime aux nourriciers dont les élèves ont été le plus assidus. Celui des Bouches-du-Rhône alloue une gratification à l'instituteur et crée pour le nourricier un intérêt direct et immédiat

en décidant qu'une partie du prix de pension consistera en une indemnité variable à raison de tant par jour de fréquentation scolaire. Dans d'autres enfin, on donne à l'enfant qui vient d'obtenir le certificat d'études, une montre avec une chaîne.

Placements de 13 à 21 ans. — Lorsque la pension du pupille n'est plus payée, par conséquent à partir de l'âge de treize ans révolus, celui-ci est mis en apprentissage de préférence dans les professions agricoles (1). C'est, comme nous l'avons vu, dans son intérêt que semblable mesure est prise, la vie à la campagne étant la plus saine au corps et à l'âme et donnant les meilleurs résultats. En faisant l'apprentissage d'un métier l'enfant y fait aussi l'apprentissage de la vie, car dans les familles de petits cultivateurs le travail de chaque jour est souvent nécessaire pour gagner petit à petit le pain des membres qui les composent.

Il peut cependant y avoir intérêt parfois à diriger les pupilles vers des placements industriels plus rémunérateurs souvent et correspondant mieux à leurs goûts ou à leurs aptitudes. Il en est ainsi notamment lorsqu'il s'agit d'enfants entrés tard dans le service, qui, jusqu'alors ont vécu à la ville et mani-

(1) Loi du 27 juin 1904, art. 26.

festent une profonde répugnance pour la vie rurale.

Ces placements, qui en fait sont beaucoup moins nombreux que les placements agricoles, ne doivent être effectués qu'avec une grande précaution, et une surveillance très active devra toujours être exercée par l'inspecteur départemental.

Seuls les placements dans la petite industrie, présentant un caractère familial, ne sont guère inférieurs aux placements à la campagne. Ce sont du reste, dans certains cas, les seuls que l'on puisse employer vis-à-vis de pupilles infirmes ou faibles qui, s'ils auraient fait de piètres cultivateurs, peuvent fort bien devenir d'adroits cordonniers ou tailleurs.

Les inconvénients que présentent au contraire les placements dans la grande industrie sont beaucoup plus graves. Non seulement la vie d'usine est défavorable à l'enfant, tant au point de vue de la santé qu'à celui de la moralité, mais encore rend moins aisé leur reclassement dans la société. En raison de la division du travail et du développement du machinisme, on ne se sert d'eux que comme auxiliaires faisant toujours la même besogne, et plus tard ils éprouvent de grandes difficultés en raison de leur manque de connaissances diverses à trouver une situation honorable et avantageuse.

L'article 26 de la loi du 27 juin 1904 précise que :
« à moins que l'intérêt de l'enfant ne s'y oppose, le

pupille est maintenu chez le nourricier ». C'est là certes, et lorsque les circonstances le permettent, le système de beaucoup préférable. Dans ce cas les sentiments d'affection entre le pupille et sa nouvelle famille peuvent se maintenir et s'accroître, le fixer dans une région et éviter que souvent il ne devienne un déclassé.

Eloigné de la famille où il a passé les premières années de sa vie, il est mauvais pour lui de se trouver transplanté dans un nouveau milieu où la personne à qui il est confié n'aura à son égard que des rapports de patron à salarié, et non plus cette autorité à caractère paternel, sévère mais juste, que le contact journalier avait donnée à son nourricier.

Malheureusement le maintien dans le premier placement n'est pas toujours possible. Fréquemment les nourriciers, petits cultivateurs ou gens peu aisés, qui avaient conservé le pupille tant qu'une pension leur était payée, objectent que leur situation ne leur permet pas d'avoir des domestiques à gages. Pour atténuer les inconvénients résultant de ce fait, on n'exige point d'eux une rémunération aussi forte que celle demandée aux nouveaux patrons chez qui sont placés les pupilles pour la première fois. Mais là encore il ne faut pas aller trop loin et éviter les abus. L'exposé des motifs du projet de loi de 1904 contenait sur ce point les importantes observations suivantes : « Toutes les

fois que l'on peut laisser le pupille à celui auquel il avait été confié, toutes les fois que le nourricier peut devenir aussi le patron, il convient d'adopter ce parti ; c'est l'application même de la méthode. Ce n'est que grâce à la permanence du placement qu'on a la chance de créer à l'enfant une famille d'adoption. Encore est-il nécessaire que les conditions et garanties soient égales. Il importe de tenir compte d'un instinct de défiance qui sera ici trop naturel ; l'enfant sans famille ne doit pas être induit à croire que sa main-d'œuvre est estimée moins qu'elle ne vaut, que son ancien nourricier, devenu son patron, va profiter de la situation pour le payer moins qu'il n'aurait été payé ailleurs. Au lieu de se resserrer le lien d'affection qui avait pu se former entre l'enfant et le nourricier serait ainsi promptement brisé : il ne suffit pas que le pupille ne soit pas exploité, il faut qu'il ait la conscience de ne pas l'être ; il est nécessaire que l'inspecteur puisse lui démontrer qu'il ne l'est pas. »

Nous devons enfin mentionner que lorsque la pension cesse d'être payée et que l'enfant est mis en apprentissage, il est pourvu d'un trousseau, c'est-à-dire d'effets en quantité suffisante pour qu'il puisse attendre que l'acquisition de ses salaires le mette en mesure de s'habiller sur ses propres ressources.

Contrat de placement. — Le lien juridique établi

entre le pupille de treize à vingt et un ans et la personne chez laquelle il est placé est un contrat de louage de services ou d'apprentissage. L'article 26 décide que ce contrat, déterminant les conditions du placement, doit être écrit et qu'il est dispensé de timbre.

Cet usage du contrat écrit, qui est maintenant obligatoire, n'était point suivi, avant la loi de 1904, dans plusieurs départements, ce qui en maintes circonstances présentait de nombreux inconvénients et soulevait de fréquentes contestations.

Aucune forme spéciale n'est prescrite par la loi ; mais comme c'est un acte sous seings privés, il doit être revêtu de la signature des deux contractants, de l'inspecteur délégué du préfet et du patron ; il doit de plus être dressé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, par conséquent en double.

La loi du 27 juin 1904 était restée muette sur les clauses et conditions que doit contenir ce contrat ; le décret du 19 mai 1909, portant règlement d'administration publique sur la gestion des deniers des pupilles de l'Assistance publique, en fixe un certain nombre dans son article 8 : « Ces contrats doivent déterminer :

« 1° Une somme affectée en tout ou partie à la vêtue de l'enfant ;

« 2° Une somme forfaitaire destinée aux menues dépenses et à l'argent de poche ;

« 3° Une somme minimum à verser au compte des deniers pupillaires.

« A défaut de mention dans le contrat, cette triple répartition est arrêtée par décision préfectorale notifiée à l'enfant. »

L'exécution de ces clauses empêchera les abus qui s'étaient parfois produits jusqu'alors : dépenses trop fortes faites en vue de l'entretien du pupille, tractations douteuses entre le patron et l'enfant.

Le ministre de l'Intérieur adressa aux préfets, le 10 juin 1909, une instruction relative à l'exécution du décret du 19 mai et y annexa un modèle de contrat de placement que nous reproduisons ci-après. Ce contrat type n'enlève point à l'initiative du tuteur ou du patron la faculté d'introduire, dans les conventions qu'ils doivent rédiger, les clauses insérées en raison des habitudes locales en matière de louage de services, et qui constitueraient les conditions appelées par le ministre conditions particulières. Y sont seulement indiquées les conditions générales résultant des principes généraux des articles 1780 et suivants du Code civil ou des règles édictées par des textes spéciaux : loi du 27 juin 1904, décret du 19 mai 1909.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	DÉPARTEMENT DE	MODÈLE N° 4.
Direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques		Instruction du 10 juin 1909.
2 ^e Bureau.		

SERVICE DES ENFANTS ASSISTÉS

CONTRAT DE PLACEMENT

Entre les soussignés

M. le préfet du département d agissant
en qualité de tuteur légal des pupilles de l'Assistance pu-
blique, dûment représenté par son délégué M
inspecteur de l'Assistance publique d domiciliés
tous deux en l'hôtel de la préfecture d'une part ;

Et M cultivateur, demeurant à
. d'autre part ;

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

M. le préfet place chez M qui accepte, le
pupille pour une durée d'une année qui com-
mencera à courir du pour finir au
. aux conditions ci-après :

Conditions générales.

M s'engage :

1° A loger, nourrir, blanchir le pupille (si c'est une fille,
à lui donner le temps de laver son linge et d'entretenir ses
effets).

2° A le traiter avec bonté, douceur, humanité ;

3° En cas de maladie, à lui donner les soins nécessaires,
à le faire transporter à l'hôpital le plus rapproché si le mé-

decin l'exige, et à en prévenir l'inspecteur de l'Assistance publique ;

4° A ne jamais le renvoyer ou le replacer chez une autre personne sans s'être au préalable concerté avec l'inspecteur au moins huit jours à l'avance ; (dans le cas où il viendrait à s'évader, en prévenir de suite le maire qui en informera immédiatement l'inspecteur) ;

5° A lui allouer un salaire de..... par an payable à la fin de l'engagement, soit le..... et qui se décompose comme suit :

... francs pour la vêtue de l'enfant ;

... francs pour les menues dépenses et l'argent de poche de l'enfant qui lui sera remis à la fin de chaque mois, soit

... francs par mois ;

... francs à verser au compte des deniers pupillaires.

Un mois avant la fin de l'engagement le patron fera connaître les offres de gages s'il demande à conserver l'élève.

A l'expiration de l'engagement il déposera à la mairie ou adressera à l'inspecteur, en vue du règlement de compte, le présent règlement complété et signé accompagné d'un bordereau pour mention des dépenses et avances faites ; il adressera ensuite l'excédent du gage au trésorier payeur général chargé d'en effectuer le versement à la caisse d'épargne au nom du pupille.

Conditions particulières.

Fait en l'hôtel de la préfecture le..... en deux originaux, dont un a été remis au patron et l'autre a été déposé aux archives du service.

*Le préfet,
ou pour le préfet,
l'inspecteur délégué.*

Le patron.

Dans la plupart des départements, à l'heure actuelle, une formule imprimée a été rédigée tout au moins en ce qui concerne les placements agricoles.

La durée qui peut être fixée pour les engagements contenus dans le contrat ne peut dépasser un an. L'enfant voit en effet chaque jour ses forces s'accroître, son habileté professionnelle se développer ; il rend des services de plus en plus importants à son nourricier, et il est juste que le montant de ses gages devienne chaque année de plus en plus élevé.

Les tribunaux civils seraient compétents au sujet des difficultés qui pourraient surgir sur l'interprétation de ces contrats. Ce seraient donc, d'ordinaire, les juges de paix qui, en vertu de la loi du 12 juillet 1905, article 5, sont compétents en matière de contestations relatives aux engagements respectifs des gens de travail au jour, au mois ou à l'année et de ceux qui les emploient, des maîtres, domestiques ou gens de services à gages, des maîtres ou patrons et de leurs ouvriers et apprentis, sans néanmoins qu'il soit dérogé aux lois et règlements relatifs soit à la juridiction commerciale, soit à celle des prud'hommes, soit au contrat d'apprentissage ni aux lois sur les accidents de travail.

Surveillance des pupilles. — « Tout pupille de l'Assistance, tout enfant secouru en conformité de l'article 7 de la présente loi est l'objet d'une surveillance qu'exercent les inspecteurs et les sous-inspecteurs de l'Assistance publique. Les visites ont lieu à domicile. » (Loi du 27 juin 1904, art. 27.)

Cet article précise l'attribution essentielle des inspecteurs et sous-inspecteurs de l'Assistance publique qui ont pour mission de contrôler sur place les soins matériels et l'éducation donnés aux pupilles.

L'inspecteur connaît déjà les nourriciers, il a choisi les placements, il a pris des renseignements sur les familles auxquelles il désirait confier les enfants. Sa tâche n'a pas toujours été facile ; il peut assurément, au cours de ses tournées, vérifier par lui-même les garanties des demandeurs, consulter le médecin du service ; mais il doit le plus souvent s'adresser au maire de la commune, et celui-ci, quoiqu'on lui ait par précaution demandé une appréciation motivée, oublie parfois l'intérêt de l'enfant pour se concilier les faveurs de ses électeurs, et, plutôt que de déplaire à l'un de ses administrés, il préconisera un placement défavorable.

Et c'est ainsi, quoique plus que de tout autre la politique doit être exclue du service des enfants assistés, que l'inspecteur a souvent à lutter contre l'ingérence des élus, qui, dans un but intéressé, viennent

entraver ses moyens d'action. M. Monod, dans son livre : *Les Enfants assistés de France*, nous montre les sollicitations dont l'inspecteur est l'objet de la part des hommes politiques, des maires, des conseillers généraux... : « De loin en loin, écrit-il, le préfet dit aussi son mot, non pas bien entendu pour défendre une solution mauvaise dans un cas particulier, mais en termes généraux : Ménagez tel maire..., ne me faites pas d'affaires avec un tel... ni avec un tel.... L'inspecteur n'est pas nécessairement un héros. Il lui est permis de n'avoir pas la vocation du martyr. Il cède, il transige. Et c'est la moralité, la santé, la vie des pupilles qui font les frais de ses complaisances (1). »

Ainsi donc, très délicat est le rôle de l'inspecteur lorsqu'il s'agit de choisir les placements ; plus difficile peut-être encore est le contrôle qu'il doit exercer par le moyen de ses tournées, s'il veut leur faire donner un résultat appréciable et utile et s'assurer qu'en réalité toutes les conditions du contrat sont bien remplies.

Il doit voir les pupilles et les nourriciers, parler avec eux, inspirer aux premiers une confiance qui fasse qu'ils n'hésitent point à lui confier leurs peines, à le prévenir des mauvais traitements dont

(1) MONOD, *Les Enfants assistés de France*, p. 144. Paris, 1899. Masson, éditeur.

ils pourraient être victimes dans leurs placements. Les renseignements verbaux qu'il obtient ainsi sont de beaucoup supérieurs à ceux qui pourraient lui être donnés par correspondance. Des conversations prolongées avec l'instituteur, les gens du village, le médecin de la circonscription lui permettront aussi souvent de s'apercevoir que tel placement est défectueux et qu'il y a intérêt à retirer le pupille.

La loi précise que les visites doivent avoir lieu à domicile ; c'est là une mesure nécessaire. En se rendant à la résidence même de chacun des pupilles, l'inspecteur appréciera chaque placement à sa juste valeur. La circulaire du ministre de l'Intérieur du 15 juillet 1904, reproduisant les termes de l'exposé des motifs du projet de loi, montre les avantages de ce système : « La loi spécifie que les visites auront lieu à domicile. Et, en effet, c'est à domicile que la surveillance est efficace : là seulement on constate la valeur des soins donnés au pupille, le degré de salubrité morale et physique du milieu où il se trouve. Pour le choix d'un placement familial la première considération est celle des qualités de la mère de famille, et c'est au foyer qu'on la juge, comme à l'usine l'ouvrier. Les visites collectives, autrefois en usage dans quelques départements, n'étaient que la contrefaçon de la surveillance : les

pupilles arrivaient dans les mairies sous la garde de leurs nourriciers qui ne les quittaient guère, parés pour la circonstance, ayant appris une leçon, ils n'avaient ni le temps ni la liberté de parler à l'inspecteur comme ils l'auraient désiré ; ils entendaient, sans l'écouter, une de ces allocutions banales qui s'adressent à tout le monde et ne touchent personne. L'obligation inscrite dans la loi de faire les visites à domicile préviendra le retour de cette pratique abusive. »

Et pourtant encore, en réalité, le système des visites à domicile ne donne point tous les résultats qu'on croit, à première vue, pouvoir en retirer. La présence de l'inspecteur au village est vite connue ; les nourriciers attendent son passage, mettent en ordre leurs habitations, préparent les enfants, peuvent, s'ils craignent quelques fâcheuses révélations, leur faire la leçon pour tenter de surprendre sa vigilance ; et ce n'est qu'en imaginant des itinéraires inconnus et imprévus, en revenant fréquemment dans la même commune, que l'inspecteur peut obtenir d'intéressantes constatations, s'assurer que les placements dont sont pourvus les pupilles donnent complète satisfaction.

CHAPITRE II

LES ÉCOLES PROFESSIONNELLES

Les pupilles difficiles. — Compétence du préfet pour décider l'envoi dans une école professionnelle. — Les écoles professionnelles. — Ecoles professionnelles départementales. — Entente interdépartementale. — Ecoles professionnelles privées. — Caractère de ces écoles. — Effectif de chaque établissement. — Direction et personnel. — Education des pupilles. — Division en groupes de dix élèves. — Service médical. — Surveillance exercée sur les écoles professionnelles. — Maintien définitif du pupille dans l'école professionnelle. — Traitement médico-pédagogique. — Organisation financière. — Patronage.

Le placement familial ne saurait convenir à tous les enfants assistés ; il en est certains qui, sans être des pupilles véritablement vicieux et incorrigibles, exigent pourtant que l'on fasse preuve à leur égard de quelque sévérité, qu'on les soumette à une éducation capable de les amender, de réformer leur caractère tout en leur permettant d'apprendre un métier.

C'est pour ne point laisser l'Assistance publique désarmée en présence de cette catégorie d'enfants

que la loi du 28 juin 1904 a décidé la création des écoles professionnelles, agricoles et industrielles des enfants assistés, et que quelques années plus tard le règlement d'administration publique du 4 novembre 1909 a réglé les questions de détail et précisé certains points concernant le placement dans ces établissements, la surveillance et l'éducation.

L'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904 est conçu en ces termes : « Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle. »

Remarquons tout d'abord que le mot « pupille » n'a pas, dans cet article, la même valeur que dans la loi précédente du 27 juin 1904. Il y est employé dans un sens beaucoup moins rigoureux et s'applique à d'autres enfants qu'à ceux sur lesquels le préfet possède un droit étendu de tutelle et qui rentrent dans les catégories prévues par l'article 6 de la loi du 27 juin 1904. Il est ici presque synonyme d'enfant assisté.

L'article 2 du décret du 4 novembre 1909 décide en effet que : « Sont considérés comme pupilles de l'Assistance publique, pour l'application du présent règlement, les enfants énumérés à l'article 6 de la

loi du 27 juin 1904, et les enfants dont la garde a été confiée à l'Assistance publique par l'autorité judiciaire, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898. »

Ce sont donc :

1° Les enfants trouvés ;

2° Les enfants abandonnés ;

3° Les orphelins pauvres ;

4° Les enfants confiés à l'Assistance publique en vertu du titre 1^{er} de la loi du 24 juillet 1889 (enfants maltraités, enfants délaissés ou moralement abandonnés) ;

5° Les enfants admis dans le service en vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889 ;

6° Enfin, les enfants mis à la charge de l'Assistance publique par les articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

Ce sera même surtout parmi ces derniers, enfants coupables acquittés comme ayant agi sans discernement, que se recrutera le plus grand nombre des pupilles soumis à cette éducation spéciale. L'administration ne peut pas toutefois leur faire donner immédiatement une éducation ayant un caractère réformateur. Ils doivent tout d'abord faire, comme les autres enfants, l'objet d'un placement familial, et ce n'est qu'au cas où leur mauvaise conduite obligerait le préfet à prendre des sanctions à leur égard,

que celui-ci peut les envoyer dans une école professionnelle d'abord, puis, si cela est nécessaire, en raison de sujets de mécontentement très graves, d'actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, demander au tribunal civil qu'ils soient confiés à l'Administration pénitentiaire.

Quant aux enfants en dépôt, c'est-à-dire aux enfants laissés sans protection ni moyens d'existence par suite de l'hospitalisation ou de la détention de leurs parents et recueillis temporairement par le service des enfants assistés, ils pourront eux aussi être envoyés dans les écoles professionnelles, car « les obligations de l'administration en ce qui concerne l'éducation de tous les enfants dont elle a assumé la charge sont les mêmes, et si les enfants en dépôt sont impropres au placement familial, rien n'autoriserait à ne pas prendre à leur égard la seule décision commandée par les circonstances, c'est-à-dire à les envoyer dans les écoles de réforme » (1).

La loi du 28 juin 1904 instituant les écoles professionnelles décide qu'y seront placés « les pupilles qui, à raison de leurs défauts de caractère ne peuvent pas être confiés à des familles ». Ce sont les pupilles qualifiés de difficiles.

(1) Circulaire du ministère de l'Intérieur, Direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, 2^e bureau : sur l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux, 20 juillet 1904.

Il n'est guère possible de fixer d'une manière précise les caractères qui permettent de classer un enfant dans cette catégorie. Ce n'est que sur la manifestation de tendances individuelles que l'on peut se baser.

Il s'agit en général d'enfants qui, pourvus d'un placement familial, se montrent insubordonnés, portés au vagabondage, donnent à leurs nourriciers des sujets répétés de mécontentement, et ne peuvent rester en place ou se font renvoyer, car ils deviendraient bientôt un élément de contamination dangereux. Trop nombreux dans les départements industriels où existent de grandes agglomérations, ils proviennent de la catégorie des enfants moralement abandonnés qui ont été élevés dans un milieu où ils n'ont reçu que de mauvais exemples et de mauvais conseils ; ils proviennent aussi pour la plupart des enfants auteurs de crimes ou délits que, par une indulgence, parfois mal entendue, les tribunaux confient à l'Assistance publique.

En 1907, une commission d'études fut instituée au ministère de l'Intérieur par arrêté du 11 mai. Elle était chargée d'établir le programme d'éducation et d'enseignement médico-pédagogique des pupilles difficiles de l'Assistance publique. Ses travaux aboutirent à la rédaction du rapport présenté par les docteurs Jacques Roubinowitch et Georges-Paul Boncour,

dont nous extrayons le passage suivant relatif à la distinction et à la séparation des pupilles difficiles et des pupilles vicieux : « Scientifiquement on se guidera dans ce diagnostic différentiel entre difficiles et vicieux par la considération suivante : les défauts intellectuels ou moraux des enfants difficiles sont moins profonds, plus occasionnels ; ceux des pupilles vicieux sont d'ordre constitutionnel. Ces derniers se sont montrés réfractaires à toute tentative d'éducation et de réforme morale. Néanmoins la séparation entre ces deux catégories de pupilles ne pouvant rien avoir d'absolu, la sous-commission est d'avis d'admettre dans les nouveaux établissements les pupilles dits « très difficiles » qui ne seraient autres que des vicieux susceptibles d'amélioration. »

La fréquentation de ces enfants est dangereuse pour leurs camarades ; mais ils ne sont pas assez pervers pour être envoyés en correction. Une éducation appropriée à leur état moral les ramènera le plus souvent au bien, leur permettra d'apprendre une profession grâce à laquelle ils pourront plus tard gagner honorablement leur vie.

Toutefois il est bon de remarquer que l'envoi dans une école professionnelle n'est pas toujours nécessaire. Tel enfant qui, dans un placement, se montre insubordonné et manifeste des tendances au vagabondage, deviendra un excellent pupille s'il fait

l'objet d'un nouveau placement chez un nourricier plus ferme ou plus sévère dans une région plus éloignée du milieu où il a vécu jusqu'alors ; il s'y trouvera dépaycé et ne deviendra pas plus difficile à diriger que la moyenne des enfants de son âge.

Compétence du préfet pour décider l'envoi dans une école professionnelle. — C'est le préfet lui-même qui en le déclarant difficile, statue, en sa qualité de tuteur, sur l'envoi d'un pupille dans une école professionnelle. Le législateur n'a pas voulu que, même au cas où la tutelle est déléguée à l'inspecteur départemental, celui-ci prenne une telle décision (1).

Le directeur de l'Assistance publique au ministère de l'Intérieur, dans une circulaire du 3 avril 1912, recommande aux préfets de n'user de leur droit qu'avec prudence et circonspection. « J'attire, ajoute-t-il, de façon toute particulière votre attention sur le point suivant : il ne faut pas placer un pupille dans un établissement pour le « punir », quitte à l'en retirer

(1) Loi du 28 juin 1904, art. 1^{er}, § 1 : « Les pupilles de l'Assistance publique qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle. »

Décret du 4 novembre 1909, art. 10, § 3 : « Le préfet décide, s'il y a lieu, le placement provisoire de l'enfant dans une des écoles publiques ou privées spécialement créées ou autorisées à cet effet. »

quelques semaines ou quelques mois après ; il ne faut l'y envoyer que si vous êtes arrivé à la conviction que, sans qu'il y ait lieu cependant de demander au tribunal civil de le confier à l'administration pénitentiaire, l'enfant est réellement inapte au placement familial ; et il ne faut l'en retirer que lorsqu'il est constaté qu'il s'est amendé et qu'il peut désormais être l'objet d'un tel placement. Un établissement bien organisé n'est pas un lieu de punition, mais un lieu de réforme. Et ce sont les pupilles jugés par vous le plus susceptibles d'être amendés qui doivent être plus spécialement envoyés dans les écoles les mieux outillées pour réaliser cette réforme ; les incorrigibles peuvent être avec moins d'inconvénients placés dans les établissements qui ne sont que des garderies. »

Cette décision est prise par le préfet sur le vu d'un dossier qui lui est transmis, avec ses propositions, par l'inspecteur départemental de l'Assistance publique. Ce dossier se compose des pièces suivantes :

1° Une notice individuelle contenant tous les renseignements recueillis sur le passé de l'enfant, sur le milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission dans le service, sur son état de santé au moment où il a été recueilli ;

2° La liste des différents placements dont il a été l'objet depuis son admission, avec indication de leur durée et de leur efficacité morale ;

3° L'exposé des faits de nature à justifier le classement du pupille dans la catégorie des enfants difficiles ;

4° Une note indiquant les aptitudes professionnelles de l'enfant, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par l'enfant.

La constitution de ce dossier ne sera pas seulement utile au préfet en lui permettant de prendre à bon escient une mesure grave dans l'intérêt de l'enfant, mais encore donnera le moyen au directeur de l'école, à qui une copie en sera communiquée, de connaître son élève, de savoir quels sont ses antécédents, sa nature, ses penchants.

Ce placement, toutefois, ainsi décidé, n'est qu'un placement provisoire ; nous verrons plus loin comment il est statué sur le maintien définitif de l'enfant dans l'établissement.

Les écoles professionnelles. — L'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904 ayant posé comme principe que les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles sont des établissements départementaux ou des établissements privés, chaque département doit donc prendre les mesures qu'il jugera le plus convenables pour assurer le placement provisoire ou définitif, l'éducation professionnelle des pupilles difficiles de

son service. Il peut à cet effet choisir entre les solutions prévues par l'article 3 de la même loi, c'est-à-dire :

1° Créer lui-même un établissement ;

2° S'entendre avec d'autres départements pour créer et entretenir à frais communs une école ;

3° Traiter avec un établissement appartenant à un autre département ou avec un établissement privé pour y placer, moyennant le paiement d'un prix de journée préalablement fixé, ses pupilles difficiles

Examinons donc successivement ces trois hypothèses.

a) *Création d'un établissement départemental.*— Cette nouvelle obligation pesant sur les départements est lourde en raison des conditions trop rigoureuses qu'a établies le décret du 4 novembre 1909, tant pour la construction que pour la direction et la surveillance de ces écoles, et cela d'autant plus qu'en appliquant la loi dans toute sa rigueur, ils devraient créer chacun et entretenir deux établissements, l'un pour les filles, l'autre pour les garçons. Bien peu donc seraient en mesure de le faire avec tous les perfectionnements exigés.

D'autre part, seuls quelques départements fournissent, en raison des grandes agglomérations qu'ils renferment, un nombre de pupilles suffisant pour justifier la création d'une école : ce sont notamment

la Seine, la Seine-Inférieure, le Rhône, les Bouches-du-Rhône, la Gironde, la Seine-et-Oise, le Nord, le Pas-de-Calais, la Loire, la Loire-Inférieure. Dans le plus grand nombre, au contraire, le chiffre des indisciplinés ne représente, suivant les statistiques, que 3 ou 4 0/0 de la population globale des enfants assistés ; même dans certains, le nombre de ceux-ci, justiciables des écoles professionnelles, est excessivement faible et ne dépasse pas trois ou quatre unités.

Quoi qu'il en soit, c'est le conseil général qui est compétent pour décider la création de l'une des écoles prévues par la loi. Il ordonne la préparation et la confection des plans, puis le préfet du département adresse au ministre de l'Intérieur la copie de la délibération du conseil général et les projets et devis des bâtiments à construire ou à aménager, et il joint également :

- 1° Deux exemplaires du règlement intérieur ;
- 2° Un état du personnel ;
- 3° Un projet de budget avec justification des ressources.

Ces projets, plans et devis, sont alors soumis, conformément à l'article 7 du décret du 4 novembre 1909, à l'examen du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du ministère de l'Intérieur, qui transmet ensuite le dossier à la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publi-

que (1) qui donnera son avis et présentera les observations jugées utiles.

Le dossier sera alors soumis à l'approbation ministérielle, et ce n'est que lorsque celle-ci aura été accordée que les travaux pourront commencer. Une approbation spéciale devra de même être obtenue toutes les fois que le conseil général voudra faire effectuer un ouvrage supplémentaire à son école.

Lorsqu'un département crée une école professionnelle, la loi du 28 juin a décidé que l'Etat prêterait son concours pour moitié de la dépense (2). C'est là une allocation exceptionnelle ne visant que la construction des écoles et ne s'appliquant jamais aux autres établissements départementaux d'enfants assistés.

Cette subvention ne peut, en aucun cas, dépasser le montant des dépenses faites effectivement et inscrites au budget départemental. Ainsi, par exemple,

(1) Le conseil supérieur de l'Assistance publique a été créé par le décret du 14 avril 1888 ; il fut réorganisé par celui du 15 janvier 1896.

Ce conseil est chargé de l'étude et de l'examen de toutes les questions que le ministre de l'Intérieur, qui en est le président, lui renvoie : questions intéressant l'organisation, le fonctionnement et le développement des divers modes et services d'assistance.

(2) Loi du 28 juin 1904, art. 4, § 1 : « L'Etat contribue aux dépenses faites par les départements pour l'établissement d'écoles professionnelles de pupilles dans la proportion de moitié, défalcation faite des subventions accordées en dehors de l'apport du département, qui ne saurait être moindre que celui de l'Etat. »

si un legs était fait au département en vue de la création de l'une de ces écoles, les dépenses seraient d'abord payées sur le produit de la fondation et ce n'est que le surplus seulement qui serait partagé en deux moitiés égales entre le département et l'État. Il en serait de même au cas de subventions ou fonds de concours provenant de communes, de particuliers ou d'associations philanthropiques ou autres.

De plus, l'article 4 ne vise que les dépenses faites pour l'établissement des écoles professionnelles, c'est-à-dire les frais de construction ou d'aménagement faits spécialement en vue de leur installation, et non pas, par exemple, les dépenses que le département aurait pu contracter pour l'achat ou la construction d'un immeuble d'abord affecté à un autre usage.

Malgré cette contribution, le plus grand nombre des départements n'ont rien fait. Certains hésitent, n'ayant pas de données exactes sur les frais que pourrait entraîner cet établissement. Certes, dans bien des cas, la dépense première serait peu élevée : il n'est pas besoin d'avoir un vaste édifice capable de recevoir une centaine de pupilles. Le plus souvent l'on pourrait se contenter de créer une ferme-école entourée de quelques hectares de champs. Si même on se trouve dans une région où le nombre des pupilles est relativement faible, deux départements peu-

vent s'entendre et réduire ainsi considérablement les frais généraux.

Mais ce qui effraye surtout les conseils généraux, ce sont les grosses dépenses annuelles qu'exigeront le fonctionnement et la direction matérielle de l'établissement en raison des règles trop strictes posées à cet égard par le décret du 4 novembre 1909.

Aussi bon nombre de départements ne songent même pas à s'entendre avec leurs voisins ; ils désirent seulement trouver un autre établissement, départemental ou privé, qui veuille bien recevoir leurs pupilles difficiles moyennant le paiement d'un prix de journée.

Nous signalons ici, à titre de curiosité, que le département du Gers, contrairement à cette manière ordinaire d'agir, envisage, malgré le petit nombre de ses indisciplinés, la possibilité de créer une école professionnelle pour des motifs tout à fait particuliers et dans un but intéressé. La natalité y est faible, la population décroît et les cultivateurs manquent de domestiques et d'auxiliaires. Les demandes de pupilles sont trop nombreuses et ne peuvent recevoir toutes satisfactions. Aussi le conseil général pense qu'en créant une école professionnelle, à caractère agricole, prête à ouvrir ses portes à un nombre de pupilles supérieur à celui dont il a la charge, il remédiera dans une certaine mesure à cet état de choses.

Il espère que les élèves provenant des autres départements pourront, une fois amendés, à leur sortie de l'établissement, fort bien se placer sur son territoire et fournir ainsi de la main-d'œuvre.

À l'heure actuelle, et bien que tous les conseils généraux aient été consultés et pressentis à maintes reprises, l'administration centrale a rencontré presque partout une sourde opposition. L'œuvre des départements qui ont préféré créer eux-mêmes les établissements prévus par la loi, peut se résumer de la manière suivante (1) :

Le département de Seine-et-Oise a organisé une modeste école à Saint-Cyr.

Le département de la Seine-Inférieure, qui avait déjà une école à Aumale, en a créé une à Mont-aux-Malades pour les filles.

Le département du Nord établit en ce moment à Esquermes deux écoles, l'une pour les garçons, l'autre pour les filles, assez vastes pour recevoir un certain nombre de pupilles difficiles de la région.

Le département de la Loire-Inférieure, qui voulait organiser une, ou plutôt deux écoles dans le vaste do-

(1) V. *J. off.*, 20 juin 1911 : Rapport sur les services d'assistance présenté au Conseil supérieur de l'Assistance publique, par M. Mirman, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques.

V. aussi *J. off.*, 14 décembre 1912 ; Rapport sur les divers services d'assistance, présenté par M. Mirman, au Conseil supérieur de l'Assistance publique à l'ouverture de la session de 1912.

maine occupé jusqu'à ce jour par le lazaret du Mindin près de Saint-Nazaire, cédant aux objurgations des populations environnantes, a abandonné son projet.

Enfin le département de la Haute-Vienne a ouvert depuis plusieurs mois une école professionnelle de filles à Lafaye. C'est là, peut-être, la meilleure de ce genre existant à l'heure actuelle, et le ministre de l'Intérieur, dans une circulaire adressée aux préfets le 3 avril 1912, après avoir remarqué que, si les prescriptions édictées par la loi du 28 juin 1904 et le décret du 4 novembre 1909, avaient pu être et avaient été exactement observées, cet établissement de filles serait probablement le seul autorisé, ajoutait : « Il correspond et est le seul qui corresponde au programme dont le Parlement a tracé les grandes lignes dans la loi du 28 juin 1904 et dont le Conseil supérieur de l'Assistance publique a précisé les modalités dans le projet de décret qui, après avis du Conseil d'Etat, est devenu le règlement d'administration publique du 4 novembre 1909. Là ont été prévus le quartier d'observation, la sélection raisonnée des pupilles, la constitution d'un personnel de surveillance et d'enseignement professionnel assez important pour que chaque pensionnaire puisse être effectivement connue et guidée, et, il y a tout lieu de penser que le grand nombre de pupilles qui y seront

envoyées en tireront, tant au point de vue moral que professionnel, un bénéfice durable. Et si quelques départements ont créé ou sont en voie d'organiser de telles écoles pour leurs seuls pupilles, celui de la Haute Vienne met à la disposition des services départementaux deux cent cinquante places environ. »

Les débuts pourtant en furent difficiles, car les pensionnaires, véritable rebut du service, provenaient de pupilles chassées d'établissements privés, notamment des Bons-Pasteurs, et rentraient plutôt dans la catégorie des vicieuses que dans celle des enfants justiciables des écoles professionnelles.

Ainsi la liste est courte ; la faute en est à la loi du 28 juin 1904 et au décret du 4 novembre 1909 qui, s'ils avaient le but louable d'alléger la tâche du service des enfants assistés, en créant un régime éducatif plus sévère et plus intensif que le placement familial à l'égard des pupilles corrompus et difficiles, ont eu en réalité pour effet, en raison de la réglementation trop stricte et des conditions trop rigoureuses qu'ils imposent, d'empêcher la création des établissements qu'ils préconisaient.

b) *Entente interdépartementale pour la création et l'entretien d'une école.* — La seconde solution pour laquelle un département peut opter est l'entente, avec un ou plusieurs départements voisins, pour créer et entretenir une école professionnelle. « Deux

ou plusieurs départements peuvent créer ou entretenir à frais communs une école professionnelle de pupilles. Les conditions de leur association sont réglées par les délibérations des conseils généraux intéressés, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871 » (Loi du 28 juin 1904, art. 3, § 3).

Cette solution, quoiqu'en fait elle ait été peu ou même pas suivie jusqu'alors, pourrait donner d'excellents résultats. La diminution des frais généraux serait sensible, et si, comme nous l'avons vu, le nombre des pupilles difficiles d'un département n'est pas suffisant pour nécessiter la création d'un établissement, ceux de deux ou trois, au contraire, en constituerait la population normale.

Les conseils généraux, si les départements désirent entrer dans cette voie, provoqueront entre eux, par l'entremise de leurs présidents, et après en avoir averti les préfets, une entente. La question sera alors débattue dans des conférences où chaque conseil général sera représenté soit par sa commission départementale, soit par une commission spéciale nommée à cet effet. Les décisions qui y seront prises seront ensuite ratifiées par tous les conseils généraux intéressés (1).

La même procédure qu'au cas où l'école est créée

(1) Loi du 10 août 1871, art. 89 et 90.

par un seul département devra être suivie pour obtenir l'approbation ministérielle ; et la part contributive de l'Etat dans les frais de construction et d'établissement sera calculée d'après les mêmes principes.

c) *Contrat passé avec un établissement privé autorisé par le ministre de l'Intérieur ou avec un établissement appartenant à un autre département.* — Nous venons de voir les règles auxquelles est assujettie la création des établissements départementaux ; nous n'avons ici qu'à nous préoccuper des conditions que doivent remplir les écoles professionnelles privées pour être admises à recevoir les pupilles difficiles de l'Assistance publique.

L'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904, § 3, décide que « les associations de bienfaisance et les établissements privés qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance, devront en faire la demande au ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux ».

A cet effet l'association ou le particulier est tenu d'adresser au préfet du département de la situation de l'établissement les pièces suivantes (1) :

- 1° La demande d'autorisation ;
- 2° Un mémoire explicatif sur l'établissement et

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 5.

sur son fonctionnement (résultats obtenus, genre d'éducation) ;

3° Deux exemplaires du règlement intérieur ;

4° Les plans détaillés des locaux ;

5° Un état du personnel ;

6° Un projet de budget avec justification des ressources.

S'il s'agit d'une association, il y aura lieu de produire en outre :

1° Une copie de la délibération de l'assemblée générale habilitant le président à introduire la demande ;

2° Si l'association est simplement déclarée, le numéro du *Journal officiel* contenant récépissé de la déclaration prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901 ; si elle est reconnue d'utilité publique, un exemplaire certifié conforme du décret intervenu et des statuts approuvés.

Le préfet donne alors sur la demande d'autorisation un avis sous forme de rapport personnel et motivé (1), puis transmet les pièces au ministre de l'Intérieur.

Le ministre prend, conformément à l'article 24 du décret du 4 novembre 1909, l'avis de la section

(1) Circulaire du 24 février 1910, ministère de l'Intérieur, direction de l'assistance et de l'hygiène publiques, 2^e bureau : Education des pupilles de l'Assistance publique.

compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, puis se base d'autre part, pour accorder ou refuser l'autorisation, sur les renseignements contenus dans un dossier personnel concernant chaque école. Ce dossier comprend notamment les rapports, qu'aux termes de l'article 23 le préfet doit adresser au cours du mois de janvier de chaque année sur le fonctionnement des écoles professionnelles situées dans son département, et dans lesquelles ont déjà été placés des pupilles, sur les résultats obtenus et sur les réformes qui pourraient être introduites dans l'organisation de ces établissements.

L'autorisation accordée doit être renouvelée tous les ans.

Du moment que la liste des établissements privés autorisés à recevoir les pupilles de l'Assistance a été dressée et publiée au *Journal officiel*, les départements ne peuvent plus placer leurs enfants difficiles que dans les écoles qui y sont mentionnées (1).

Toutefois une circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 22 novembre 1911, informe les préfets qu'en raison de l'insuffisance des établissements autorisés en la période actuelle, ils pourront parfois encore placer les pupilles dans une école profession-

(1) Circulaire du 24 février 1910 ; ministère de l'Intérieur, direction de l'assistance et de l'hygiène publiques, 2^e bureau : Éducation des pupilles de l'Assistance publique.

nelle non autorisée jusqu'à présent. Le préfet devra alors, dans ce cas, être à même de prouver qu'il s'est trouvé dans un cas de force majeure, étant dans l'impossibilité d'avoir recours à des établissements autorisés, ceux-ci ne pouvant plus, étant remplis, admettre de nouveaux pensionnaires.

S'il était contrevenu à ces règles, la sanction serait que, les dépenses engagées étant irrégulières, l'Etat ne pourrait y contribuer.

Il est certain qu'en raison de la minutie des exigences imposées par le règlement du 4 novembre 1909, aucun des établissements privés existant à cette époque, ne remplissait les conditions nécessaires, et les départements n'auraient pu faire appel aux écoles situées sur leur territoire. Il fallait donc prévoir des mesures spéciales et transitoires.

Certains membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique, lors de la discussion du projet de décret, avaient déjà songé à établir une réglementation plus large, moins stricte pour les établissements privés, de manière à ne point décourager l'initiative de particuliers ou d'associations. Leurs propositions avaient échoué, et l'article 33 se borne à décider que « les établissements existant lors de la publication du présent règlement pourront, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, être exonérés en tout ou partie des obligations imposées par le présent règlement ».

Cette mesure a une grande importance et a permis à plusieurs écoles de continuer à recevoir des pupilles difficiles de l'Assistance publique.

Pourtant M. Mirman, dans un rapport qu'il présentait en juin 1911 au Conseil supérieur de l'Assistance publique (1), était obligé de reconnaître que, malgré tous les efforts faits par l'Administration, depuis deux ans, pour provoquer les demandes d'autorisation prévues de la part des 74 établissements privés, où jusqu'alors étaient placés les pupilles, le ministre n'avait reçu que 39 demandes, et que 474 pupilles difficiles sur 1.332 que comprenaient l'ensemble des services à cette époque, devraient rentrer dans les hospices dépositaires ou être jetés à la rue si on appliquait la loi dans toute sa rigueur. Le Conseil supérieur dut donc se montrer très large, mais néanmoins, il ne put accorder que 16 avis favorables (2), 6 avis favorables sous condition, et fut obligé de procéder à 17 rejets.

Enfin une année plus tard, en avril 1912, la liste

(1) *J. off.*, rapport sur les services d'assistance présenté par M. Mirman au Conseil supérieur de l'Assistance publique, 20 juin 1911.

(2) L'une des premières, la colonie de Mettray a fait une demande en vue d'être autorisée à recevoir dans les conditions prescrites par le décret du 4 novembre, mais avec certaines réserves prévues par l'article 33, les pupilles difficiles de l'Assistance publique des divers départements. Elle a obtenu satisfaction par arrêté ministériel du 20 février 1911.

des écoles privées régulièrement autorisées s'élevait au chiffre de 20, dont 4 seulement pour les garçons (1).

Pour la plupart du reste, ces établissements (2) sont loin de répondre aux vœux du législateur de

(1) Rapport sur les divers services d'assistance présenté par M. Mirman, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, au Conseil supérieur de l'Assistance publique, à l'ouverture de la session de 1912, le 10 décembre ; *J. off.*, 14 décembre 1912.

(2) A la suite des arrêtés du ministre de l'Intérieur en date des 20 février, 28 octobre, 21 décembre 1911, 31 janvier 1912, la liste des établissements autorisés à recevoir, pendant l'année 1912, des pupilles difficiles de l'Assistance publique dans les conditions prévues par la loi du 28 juin 1904 et le décret du 4 novembre 1909 était la suivante :

- Colonie agricole de Mettray (Indre-et-Loire) ;
- Ecole départementale de Lafaye (Haute-Vienne) ;
- Notre-Dame de la Charité du refuge de Caen (Calvados) ;
- Notre-Dame de la Charité du refuge de Besançon (Doubs) ;
- Refuge de Kernisy-en-Penhars (Finistère) ;
- Asile évangélique de Nîmes (Gard) ;
- Refuge de Saint-Cyr, à Rennes (Ille-et-Vilaine) ;
- Notre-Dame de la Charité du refuge des Dames Blanches, à Nantes (Loire-Inférieure) ;
- Notre-Dame de la Miséricorde, à Laval (Mayenne) ;
- Refuge de la solitude, à Lyon (Rhône) ;
- Bon-Pasteur d'Ecully (Rhône) ;
- Bon-Pasteur de Saint-Omer (Pas-de-Calais) ;
- Bon-Pasteur du Mans (Sarthe) ;
- Notre-Dame de la Charité du Refuge, à Montauban ;
- Bon-Pasteur de Poitiers (Vienne) ;
- OEuvre des enfants abandonnés ou délaissés de la Gironde, à Bordeaux ;
- Bon-Pasteur d'Angoulême (Charente) ;
- Solitude de Nazareth, à Montpellier (Hérault) ;
- Ecole professionnelle du Luc (Gard) ;
- Société Lyonnaise pour le sauvetage de l'Enfance (établissement de Sacerny-Brignais) (Rhône).

1904, et nous devons de plus remarquer que souvent ils se montrent intransigeants sur l'acceptation des pupilles qui leur sont confiés, refusant les plus difficiles, ou même les rendant aux départements dès qu'ils sont susceptibles de devenir des éléments de désordre.

Les traités que les départements passeront avec des établissements privés doivent être approuvés par le ministre de l'Intérieur.

En présence des résultats obtenus, de cette opposition systématique du plus grand nombre des conseils généraux à la création des écoles professionnelles, en présence d'autre part du manque d'initiative privée, il nous est permis de nous demander si vraiment c'est une bonne chose que la loi du 28 juin 1904 ait confié aux départements le soin de créer ces établissements, et s'il n'eût pas mieux valu laisser cette charge à l'Etat.

Il faut de plus que ces écoles soient spécialisées, que chacune ne s'occupe de réformer qu'une catégorie d'enfants présentant des vices semblables de caractère. Les pupilles d'un seul département sont en trop petit nombre, l'établissement sera de trop minime importance pour que l'on puisse songer à cette spécialisation, créer les groupements répondant aux besoins en cause. L'éducation à donner à ces enfants

difficiles ne doit pas toujours être la même, et il est utile, voire nécessaire, que chaque établissement présente un milieu d'éducation réformatrice différent et un régime plus ou moins sévère.

C'était du reste l'avis de M. Ogier, qui, lors de la discussion du projet de règlement au Conseil supérieur de l'Assistance publique, fit la remarque suivante : « Mon système, qui ne date pas d'hier, puisque j'ai déjà eu l'occasion de l'écrire ailleurs, c'est que l'Etat seul peut assumer cette charge du relèvement des enfants difficiles, parce que seul il a le moyen de créer des établissements nécessaires, où la question du prix de journée ne sera pas constamment en jeu et où existera l'organisation médico-pédagogique indispensable (1). »

Mais puisqu'il en est autrement et que la loi a décidé que la création des écoles professionnelles serait une obligation départementale, il est donc à souhaiter que toutes n'offrent point les mêmes caractères, mais que chacune, au contraire, dotée d'un régime différent, soit apte à amender plus particulièrement une catégorie spéciale d'enfants difficiles présentant de mauvaises dispositions analogues, les mêmes défauts, les mêmes vices.

Toutefois, qu'elles soient départementales ou pri-

(1) *Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance publique*. Session de mars 1906.

vées, le législateur de 1904 n'a pas voulu que les écoles professionnelles fussent une prison ou une colonie pénitentiaire. Leur caractère propre est d'être une institution préventive, un établissement d'éducation morale et professionnelle. Les enfants qui y sont placés sont les pupilles difficiles, mais non les pupilles vicieux de l'Assistance publique. Ils y seront soumis à une ferme discipline, mais ne doivent pas être assimilés aux enfants envoyés en correction. Aussi, fallait-il éviter que les nouveaux établissements ne fussent confondus avec les maisons de correction et ne soient atteints du discrédit qui souvent pèse sur ces dernières.

C'est donc en se basant sur ces considérations que l'on écarta tout d'abord le nom d' « école de réforme » dont on se proposait de les doter, que même on ne voulut pas adopter le mot « école de préservation », craignant que cette qualification ne sonnât mal encore à l'oreille du public et que finalement le législateur décida que ces nouvelles écoles seraient appelées « écoles professionnelles » (1) des enfants

(1) Ce titre est peut-être néanmoins un peu trop euphémique et peut porter parfois à quelques méprises. Dans son rapport au Conseil supérieur de l'Assistance publique, présenté le 10 décembre 1912, M. Mirman cite le cas d'un département qui, trompé par cette épithète, a refusé d'organiser un tel établissement, estimant qu'une école professionnelle, destinée à préparer des ouvriers d'élite ne pouvait être organisée qu'en vue des meilleurs sujets et non des pires. — *J. off.* du 14 décembre 1912.

assistés ; ce titre indiquant nettement quel doit être le but essentiel de l'enseignement qui y est donné.

Le décret du 4 novembre 1909 mentionne, lui aussi, dans son article 1^{er} que « les écoles professionnelles, publiques ou privées, agricoles ou industrielles, établies en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904, affectées à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique, n'ont aucun caractère pénitentiaire ».

Cette mesure se comprend du reste assez aisément si l'on songe que la même loi du 28 juin 1904 donne à l'Assistance publique dans son article 2 le moyen de confier ses pupilles véritablement vicieux à l'administration pénitentiaire.

Effectif de chaque établissement. — Les conditions matérielles dans lesquelles devront être établies les écoles professionnelles sont fixées par l'article 3 du décret du 4 novembre 1909 : « L'effectif de chaque établissement ne peut pas dépasser cinquante élèves, à moins qu'il n'existe dans le même établissement des quartiers différents, complètement séparés les uns des autres. Dans ce cas le nombre des enfants à placer dans chacun des quartiers ne peut être supérieur à cinquante. »

C'est imposer ainsi une obligation bien rigoureuse.

Créer un établissement dans ces conditions, c'est augmenter considérablement les frais de construction tout d'abord, puis dans la suite ceux d'organisation, d'entretien et surveillance. Pour qu'il puisse subsister et fonctionner, le prix de journée pour chaque enfant devra être fort élevé. Les départements hésiteront à y envoyer leurs pupilles difficiles, ou bien s'ils se voient obligés de le faire en raison de leur mauvaise conduite notoire, ils les y laisseront pendant un laps de temps trop court pour assurer leur complet amendement.

Nous verrons du reste plus loin que cette situation vient se compliquer encore lorsqu'il s'agit de l'éducation des pupilles, l'article 16 décidant que pour le redressement moral, les enfants sont répartis par groupe de dix au plus, placés sous la surveillance d'un maître pris dans le personnel de l'enseignement primaire.

Certes à première vue et théoriquement ce système d'école à tout petit effectif présente des avantages indiscutables : la surveillance y est plus aisée, la discipline et l'ordre y sont maintenus plus facilement : moins les enfants sont nombreux et mieux on les connaît et avec plus de certitude par conséquent l'on procède à leur redressement.

Puis chaque groupe étant nettement différencié, on se rapprocherait ainsi un peu de ce qui se passe réel-

lement dans la vie ordinaire de la famille, qui est de beaucoup plus normale et plus saine que celle qui existe dans un internat.

Mais alors, pour chaque groupe de cinquante élèves, que de complications ! Il faudra des infirmeries, des cuisines, des ateliers, des dortoirs, des réfectoires séparés, d'où multiplication trop grande des frais généraux.

Le Conseil supérieur de l'Assistance publique n'adopta pas sans discussion les articles du projet de règlement imposant ces restrictions (1). M. Bruman en particulier protesta vivement : « Je trouve la limitation trop étroite. Je suis effrayé de la dépense que nous allons imposer à l'Etat et aux départements... Ce seront des dépenses telles que, malgré son caractère obligatoire, la loi ne sera pas appliquée d'ici longtemps. » Et M. Alapetite, en appuyant les observations de M. Bruman, fit remarquer que l'on créait ainsi l'impossibilité d'organiser le service. M. Lande qualifia de draconienne cette réglementation et le rapporteur M. Brueyre ajouta : « Il ne se formera pas d'établissements si nous imposons des prescriptions trop rigoureuses, si nous empêchons de distribuer les frais généraux sur un grand nombre d'enfants. »

(1) *Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de mars 1906.

Mais M. Ogier soutint le contraire et affirma que la dépense ne serait pas sensiblement plus grande avec des pavillons séparés qu'avec de grands bâtiments.

Finalement le Conseil supérieur repoussa une proposition de M. Bérenger demandant que le chiffre cinquante fut remplacé par le chiffre cent, mais vota l'addition suivante : « Un effectif plus élevé dans chaque quartier pourra être autorisé par arrêté ministériel, après avis du Conseil supérieur de l'Assistance publique. » Cette modification malheureusement ne fut pas maintenue dans le texte actuel.

Remarquons enfin que le paragraphe 3 de l'article 3 du décret du 4 novembre 1909 interdit de recevoir dans le même établissement des mineurs de sexe différent.

Cette prescription se comprend et est de toute nécessité. Elle a pour but d'éviter les faits regrettables qui parfois se produisirent. C'est ainsi que, par exemple, l'établissement des Vermireaux qui, depuis 1890, avait obtenu de se voir confier par les départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Marne un certain nombre de pupilles difficiles, recevait jusqu'en 1904 des enfants des deux sexes, et malgré la surveillance cette promiscuité n'était pas sans danger (1).

(1) *Revue pénitentiaire*, année 1910, n° de novembre-décembre : Les Vermireaux, p. 1217.

Direction et personnel. — Si les règles établies par le décret du 4 novembre 1909 sont déjà trop rigoureuses lorsqu'il s'agit de la division des écoles en quartiers, les articles concernant la direction et le personnel, qui sera nécessaire à leur fonctionnement, viennent encore ajouter des charges plus lourdes ; et il est particulièrement regrettable que l'on n'ait point suivi le sage conseil que donnait M. Bérenger au Conseil supérieur de l'Assistance publique : « Mon seul désir, disait-il, c'est qu'il n'y ait pas un personnel excessif qui rendrait la constitution de ces écoles fort onéreuse si elles sont publiques, impossible si elles sont privées (1). »

A la tête de l'établissement se trouve un directeur qui doit être choisi parmi les fonctionnaires de l'enseignement, de l'Assistance publique, ou dans le corps médical (2). Dans le projet primitif on exigeait même que le directeur ait occupé pendant dix ans un emploi dans l'enseignement public ou qu'il ait dirigé une œuvre de bienfaisance relative à l'enfance.

Sans aller aussi loin, il est bon néanmoins qu'il offre de sérieuses garanties, car sa tâche ne sera pas toujours aisée, et ce n'est qu'en la remplissant

(1) *Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de mars 1906.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 9, § 2.

scrupuleusement et en connaissance de cause, en ayant une juste idée de la moralité et des penchants de chacun des pupilles qui lui sont confiés, en exerçant lui-même une surveillance individuelle, qu'il pourra faire rendre à son école tous les résultats que l'on peut en attendre.

Dans les écoles départementales, le droit de nomination de ce fonctionnaire appartient au préfet, mais cette nomination est soumise, en vertu de l'article 9, § 3, à l'agrément du ministre.

Le titre IV du décret, relatif à l'éducation des pupilles contient, lui aussi, les dispositions les plus propres à rendre inapplicable la loi du 28 juin 1904. L'article 15 décide en effet que « au point de vue de leur instruction, les enfants sont répartis en groupements dont le nombre et la nature sont fixés par le règlement intérieur. Les sélections sont établies, notamment en tenant compte de l'âge des enfants et de leur caractère. » Puis l'article 16 dispose que pour le redressement moral, les enfants sont répartis en groupes de dix au plus, placés sous la surveillance d'un maître pris dans le personnel de l'enseignement primaire.

Cette obligation est certainement une exigence trop rigoureuse. M. Mirman le laissait bien entendre dans le rapport qu'il adressait au ministre de l'Intérieur lors de la préparation du projet de règlement,

mais il pensait que cette lourde charge ne pèserait point directement sur les établissements et que pour y faire face ceux-ci n'auraient qu'à élever leur prix de journée.

Il ne prévoyait pas que les écoles départementales ne seraient point créées, les conseils généraux hésitant devant la dépense, et que, d'autre part, on n'aurait pas recours aux écoles privées, car, si ces dernières pour exister et couvrir leurs frais sont obligées de demander un prix de pension trop élevé, l'on ne pourra songer à y placer les pupilles difficiles de l'Assistance publique.

Certes, comme beaucoup d'autres, la mesure que nous critiquons a un but très louable. Elle est établie pour que l'instituteur puisse bien connaître le caractère, les aptitudes des enfants dont il est chargé, pour qu'il leur donne une éducation complète et sérieuse, qu'il exerce une surveillance entendue et de tous les instants en vue de faciliter leur amendement et leur redressement moral.

Mais l'on dépassa un peu les bornes et le décret, contrairement à ce que ses auteurs en attendaient, a rendu ainsi presque impossible, en pratique, le fonctionnement des écoles qu'il préconise.

L'un des membres du Conseil supérieur de l'Assistance publique proposa bien d'élever à 20 le chiffre des pupilles dont un seul instituteur aurait la garde ;

un autre demanda que le nombre dix, fixé comme le maximum d'enfants que peut comprendre un groupe, ne serait seulement respecté qu'autant que possible (1). Ce sont là des propositions qui furent immédiatement repoussées, et le texte définitif, sans que l'on se souciât des difficultés qui allaient en résulter, décide au contraire que les enfants doivent être répartis en groupes de dix « au plus ».

Mais alors que fera-t-on lorsque le nombre des élèves d'une école changera ; la population en est variable et le contingent n'en sera pas toujours divisible par dix. S'il y a 35 élèves, devra-t-on avoir quatre instituteurs plutôt que de former deux groupes de 12 et un de 11 enfants : c'est ce qui doit arriver si l'on applique le règlement à la lettre.

Enfin l'un des caractères principaux des nouveaux établissements est d'être des écoles professionnelles ayant pour but de permettre aux enfants qui y sont placés d'apprendre un métier et de pouvoir plus tard gagner honorablement leur vie. Une grande partie de la journée devra se passer en travaux manuels : travaux des champs si l'éducation qui y est donnée est agricole, pratique de l'atelier, si elle est industrielle. Pendant ce temps que feront donc les instituteurs : « S'en iront-ils, disait à la Société interna-

(1) *Conseil supérieur de l'Assistance publique*, session de mars 1906 : Propositions de MM. Van Cauwenberghe et Sabran.

tionale pour l'étude des questions d'assistance M. Barbizet, inspecteur de l'Assistance publique, faire une lecture morale aux élèves, tandis que ceux-ci s'emploieront aux travaux des champs (1). »

De plus les auteurs du décret, considérant que la tâche des instituteurs ne sera pas toujours aisée, puisqu'ils ont affaire à des enfants qualifiés difficiles, ont voulu qu'ils offrent des garanties de capacité et ont spécifié qu'ils devront être munis du certificat d'aptitude pédagogique. C'est là encore une nouvelle obligation qui rendra leur recrutement moins commode et par suite fera que la rétribution à leur accorder devra être plus forte.

Toutefois on se montrera moins sévère à l'égard des professeurs de l'enseignement technique qui seront admis sous des conditions spéciales à prévoir dans le règlement intérieur (2).

Puis l'article 16, § 2, dit que des surveillants représentant des garanties de capacité qui seront déterminées par arrêtés ministériels pourront être adjoints au personnel enseignant.

Enfin l'article 17, § 2 et l'article 18 fixent les bases du traitement de ces agents dans les établissements

(1) *Bulletin de la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance*, séance du 22 novembre 1911. V. *Revue Philanthropique*, décembre 1911, p. 170.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 17, § 1.

publics et les conditions dans lesquelles s'effectue leur affectation à ces écoles (1).

Ce ne sont du reste pas là les seules personnes nécessaires au fonctionnement d'une école telle qu'elle doit être organisée en vertu des règles posées par le règlement du 4 novembre 1909. L'article 9 prévoit qu'un médecin sera spécialement attaché à chaque établissement. Ce médecin est nommé par le préfet, mais sa nomination, comme celle du directeur, est soumise à l'agrément du ministre.

Comme, en raison de la faible rémunération que, par la force même des choses on sera obligé de lui donner, l'on ne peut guère espérer que ce médecin restera à demeure et se consacrera entièrement et uniquement à ce service, il en résultera la nécessité d'établir l'école à proximité d'une ville ou d'une ag-

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 17, § 2 : « Dans les établissements publics, le traitement de ces agents est celui de la classe à laquelle ils appartiennent dans le cadre de l'enseignement, augmenté d'une indemnité dont le minimum doit être fixé tous les cinq ans par le ministre de l'Intérieur, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique. »

Art. 18 : « Les écoles publiques destinées à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique et les écoles privées autorisées à cet effet par le ministre de l'Intérieur sont comprises au tableau annexé au décret du 16 juin 1899, parmi les établissements du ministère de l'Intérieur, sous la rubrique « écoles professionnelles pour enfants assistés. »

En conséquence les instituteurs et institutrices titulaires peuvent être, après autorisation du ministre de l'Instruction publique, détachés dans un de ces établissements, tout en conservant leur droit à l'avancement et à la retraite.

glomération d'une certaine importance. Est-ce bien là une bonne chose et n'est-il pas à souhaiter au contraire que la plupart de ces établissements soient créés en pleine campagne, loin de tout foyer pernicieux et dangereux pour les pupilles.

En fait le médecin ne sera pas toujours facile à trouver et comme au Conseil supérieur de l'Assistance publique, plusieurs membres se demandaient où l'on pourrait le prendre, M. Ogier leur proposa de choisir, pendant la période de transition celui de l'asile d'aliénés du département. Cette solution est-elle sérieuse ? nous ne le croyons pas et presque toujours en pratique elle serait irréalisable.

Surveillance exercée sur les écoles professionnelles. — Les écoles professionnelles, qui reçoivent des pupilles difficiles de l'Assistance publique, sont soumises à une surveillance dont sont l'objet aussi bien celles créées par les départements que les écoles privées autorisées par arrêtés ministériels. Par le seul fait en effet, qu'elles acceptent d'assurer ce service, elles consentent implicitement à subir le contrôle de l'Administration.

Les conditions dans lesquelles doit s'exercer cette surveillance sont fixées dans l'article 14 du décret du 4 novembre 1909 (1). C'est au préfet qu'incombe

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 14 : Les écoles professionnel-

en principe l'obligation de visiter ces écoles et d'en examiner le fonctionnement. Il ne peut toujours le faire lui-même, d'autant plus que le règlement exige que ces inspections aient lieu au moins une fois par trimestre, mais il est utile, et cela lui est formellement recommandé (2), qu'il y procède en personne de temps à autre. Dans les autres cas il pourra déléguer le soin d'exercer cette surveillance soit à l'inspecteur départemental de l'Assistance publique, soit à diverses personnes dont la compétence est reconnue en la matière et qui auront pour mission de visiter l'école, de se rendre compte des résultats obtenus et devront signaler au préfet les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter dans certains services de l'établissement.

Dans une circulaire du 3 avril 1912, le ministre de l'Intérieur indique au préfet quels sont les délè-

les sont sous la surveillance du préfet du département où elles sont situées.

Il peut déléguer cette surveillance aux fonctionnaires placés sous ses ordres et notamment à l'inspecteur départemental de l'Assistance publique.

Il peut également charger certaines personnes de visiter les établissements en vue de constatations spéciales.

Les fonctionnaires délégués à la surveillance et les personnes chargées de missions seront nantis d'ordres de service qui resteront annexés au registre des visites.

Les établissements devront être visités au moins une fois par trimestre.

(2) Circulaire du ministre de l'Intérieur, direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, 3 avril 1912.

gués auxquels il peut, le plus souvent, avoir recours pour faire procéder à ces constatations : « Si l'inspecteur départemental de l'Assistance n'est pas médecin, il sera bon que vous chargiez de temps à autre un médecin, notamment l'inspecteur départemental de l'hygiène, s'il en existe un dans votre département, de vous rendre compte de l'état de l'établissement au point de vue de l'hygiène des divers locaux, de l'hygiène du travail, de l'hygiène alimentaire, de l'organisation de l'infirmerie et du service médical ; de même encore, si l'établissement comporte un domaine agricole, une mission sera très utilement confiée par vous à M. le professeur d'agriculture, en vue d'examiner si les travaux sont dirigés avec intelligence et de façon à donner aux enfants un enseignement professionnel convenable ; enfin dans les établissements de filles où la couture est l'occupation la plus fréquente des pensionnaires, je vous recommande très instamment de soumettre l'organisation du travail à l'examen de quelque personne, une femme de préférence, que vous choisirez avec soin et dont la haute respectabilité et la compétence imposent à tous le respect. Ces personnes ont autorité pour vous signaler les cas où la direction de l'établissement réaliserait une sorte d'exploitation commerciale des pupilles beaucoup plus que l'utilisation du travail en vue de leur amendement moral et de leur enseignement professionnel.....

« Vous ne manquerez point de faire aux fonctionnaires délégués et aux personnes susvisées l'expresse recommandation d'exercer leur contrôle avec autant de tact que de soin. J'entends par là que les uns et les autres doivent, dans leurs visites, veiller à ne rien faire qui soit de nature à compromettre la discipline si indispensable à de tels établissements. La tâche de la direction de cette jeune clientèle est extrêmement délicate. Les observations relevées au cours des visites par vos délégués, qu'ils vous transmettront et qui seront ensuite, si vous le jugez utile, présentées par vous, et que seul vous avez qualité pour présenter à la direction, pourront dans bien des cas aider celle-ci dans l'accomplissement de cette tâche, l'orienter vers des progrès qu'elle ne se refusera pas à réaliser pour le profit non seulement des pupilles eux-mêmes, mais indirectement des enfants d'autres provenances confiés au même établissement. »

M. Berthélemy, dans un article sur le règlement du 4 novembre 1909, trouve cette surveillance exagérée et craint que la politique ne vienne jouer un trop grand rôle en la matière : « Peu de préfets, dit-il, et peu d'inspecteurs départementaux parviennent à se soustraire dans le département où ils exercent leurs fonctions aux influences de la politique locale. Suivant que l'établissement sera bien ou mal vu par le député de l'arrondissement, il pourra compter sur

la bienveillance ou craindre la malveillance de la préfecture ou de l'inspection (1). » Souhaitons qu'il n'en soit rien et que l'on ne vienne pas encore ainsi décourager les initiatives et entraver le bon fonctionnement des quelques établissements, trop rares malheureusement, qui se sont créés.

Enfin et comme suite de ce droit de surveillance, le préfet du département où se trouve une école professionnelle doit, au cours du mois de janvier de chaque année, fournir au ministre de l'Intérieur un rapport sur l'état des locaux, le fonctionnement des divers services, les résultats obtenus et signaler les réformes à introduire (2).

Maintien définitif du pupille dans une école professionnelle. — Nous avons déjà vu à la suite de quelle procédure le préfet décidait l'envoi d'un pupille considéré comme vicieux dans une école professionnelle ; nous devons examiner maintenant comment il est statué sur le maintien définitif de ce dernier dans cet établissement.

Dès qu'il y est entré, l'enfant est placé en observation et la durée de cette période ne peut être infé-

(1) Berthélemy, Le règlement du 4 novembre 1909 sur l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique, *Revue pénitentiaire*, novembre-décembre 1910, p. 1186.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 23, § 1 et 2.

rieure à un mois, ni dépasser trois mois (1). Il fait alors l'objet d'un examen approfondi qui, du reste, ne sera pas toujours sans difficulté. Le pupille, en effet, a hâte de quitter l'école pour retourner dans un placement familial, où il jouit de toute sa liberté, aussi le plus souvent il tentera de dissimuler ses défauts, se conduira bien, pensant que sa bonne tenue passagère amènera sa libération.

Ce n'est qu'à l'aide d'éléments d'appréciation nombreux et divers réunis au cours de cette observation que l'on pourra préjuger la manière dont le pupille se conduira dans l'avenir et prendre à bon escient une solution définitive. Pour faciliter cette tâche il est constitué pour chaque enfant, dès qu'il apparaît nécessaire d'user à son égard de mesures réformatrices, un dossier médico-pédagogique (2).

Ce dossier doit comprendre des renseignements sur les antécédents du pupille, l'état de sa santé, les maladies qu'il a subies, les affections nerveuses dont il a souffert, les divers placements dont il a été jusqu'alors l'objet. Il indiquera en outre quel paraît être le degré de son intelligence et mentionnera toutes les observations utiles qui, tant au point de vue de

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 11, § 1.

(2) Le modèle de ce dossier médico-pédagogique a été délibéré dans les séances des 25 mai, 2 et 5 juin 1908 d'une commission extra-parlementaire instituée par arrêté du ministre de l'Intérieur, du 11 mai 1907.

sa conduite que de son caractère, viendront corroborer les motifs qui nécessitent des mesures spéciales.

A l'expiration du délai d'observation, le directeur de l'école et le médecin doivent adresser séparément au préfet tuteur un rapport sur l'état mental et moral de l'enfant.

Le préfet décide alors soit le retrait de celui-ci en vue de son placement familial, soit son maintien définitif dans l'établissement, soit son maintien provisoire pendant l'accomplissement des formalités prévues par l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, soit enfin son placement dans un établissement médical (1).

En fait dans les écoles qui se sont créées jusqu'alors cette mise en observation ne va pas sans soulever de nombreuses difficultés au point de vue des conditions dans lesquelles elle doit avoir lieu. Il y a des inconvénients à laisser l'enfant qui en fait l'objet en contact constant avec les autres pupilles de l'école, car s'il n'est pas vraiment difficile, il pourra peut-être achever de se corrompre. Mais d'autre part exiger un quartier spécial avec des locaux affectés exclusivement à cet effet, n'est-ce point trop demander aux nouveaux établissements.

Lorsque le maintien définitif d'un pupille dans

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 11, § 1 et 2.

une école professionnelle aura été ainsi décidé, le préfet tuteur ne pourra de sa propre autorité le retirer et user d'un nouveau placement familial (1). Il devra pour le faire obtenir l'avis conforme du conseil de famille (2).

Au cas où l'enfant est placé dans une école située dans un autre département que celui administré par le préfet tuteur, le préfet du lieu de l'établissement transmet le 30 juin et le 31 décembre de chaque année à son collègue un rapport du directeur de l'école sur les progrès de l'éducation du pupille. Il propose s'il y a lieu le retrait de ce dernier, mais le tuteur seul a qualité pour le prononcer après avis du conseil de famille.

D'une manière générale, pour que l'on puisse procéder complètement au redressement moral de l'enfant, il est nécessaire de le maintenir dans l'école pendant un temps assez long. Il est soumis à un traitement médico-pédagogique dont les conditions sont établies dans le règlement intérieur (3).

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 11, § 4.

(2) Le conseil de famille des enfants assistés (loi du 27 juin 1904, art. 12) comprend sept membres désignés par le conseil général et renouvelés tous les quatre ans. Ce sont soit des conseillers généraux, soit des personnes étrangères à l'assemblée départementale. Ce conseil nomme lui-même son président qui ensuite a seul qualité pour le réunir. En fait il a des sessions régulières ordinairement chaque mois et de plus des sessions extraordinaires sont tenues en cas d'urgence à la demande du tuteur.

(3) Décret du 4 novembre 1909, art. 4.

Lors de la discussion du projet de décret au Conseil supérieur de l'Assistance publique, plusieurs membres demandèrent qu'une commission d'études fût nommée pour établir les grandes lignes de ce programme médico-pédagogique. Cette commission composée du directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, du directeur de l'Administration pénitentiaire, de médecins et de pédagogues, fut instituée par arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 11 mai 1907 et ses travaux se terminèrent par la rédaction d'un rapport présenté par les D^{rs} Jacques Roubinovitch, Georges-Paul Boncour et Jean Philippe. Ces spécialistes ont établi les règles à suivre en vue de former dans l'intérieur de chaque école les divers groupements entre lesquels doivent être répartis les pupilles et pour cela ont exposé tout d'abord les diverses catégories auxquelles ceux-ci peuvent appartenir en les divisant en :

1° Pupilles mentalement subnormaux, c'est-à-dire : *a*) pupilles subnormaux à tendances instables ;
b) pupilles subnormaux à tendances asthéniques ;
c) pupilles subnormaux à tendances diminuées.

2° Pupilles nettement anormaux au point de vue mental ; c'est-à-dire : *a*) arriérés instables ou agités ;
b) arriérés asthéniques ou tranquilles ;

3° Pupilles atteints de formes légères de diverses névroses ou psychoses (hystérie, épilepsie, obsessions ou impulsions).

Il semble résulter de ces dispositions que l'on a eu le tort de considérer les enfants qui nous occupent en ce moment beaucoup plus comme des anormaux, des malades que comme des difficiles. S'il en était vraiment ainsi, serait-il nécessaire d'avoir recours à de nouvelles écoles et ne vaudrait-il pas mieux les confier purement et simplement aux établissements spéciaux, aux sanatoria existant à l'heure actuelle. Mais en réalité les pupilles difficiles de l'Assistance sont de fortes têtes, des esprits indisciplinés qui doivent être soumis à une éducation sévère propre à les détourner de leurs mauvais penchants et à en faire de bons ouvriers ou agriculteurs.

Quoi qu'il en soit, le rapport contient pourtant ensuite, lorsqu'il s'agit de l'éducation à donner à ces enfants, des bases plus rationnelles et plus conformes aux vœux du législateur de 1904. Il s'occupe tout d'abord des pupilles de moins de treize ans qui ne reçoivent pas encore une éducation à caractère professionnel et recommande d'employer à leur égard des méthodes d'éducation variables, tenant compte des dispositions particulières de chaque élève et s'adaptant aux types des diverses individualités ; puis il décide qu'à partir de l'âge de treize ans le principal but de l'école sera d'apprendre aux pupilles une profession leur permettant plus tard de gagner leur vie.

La commission a exposé surtout l'utilité qu'il y a à

ce que ceux-ci connaissent d'une façon complète et pratique le métier auquel ils se destinent, mais elle a insisté en même temps sur le fait qu'ils soient à même de vaquer aux diverses occupations domestiques, nettoyage, lavage, entretien du linge, préparation des aliments.

Le plus souvent les écoles pourront diriger leurs élèves vers les professions suivantes : « pour les garçons quelle que soit leur anomalie, l'agriculture, la viticulture, imprimerie, peinture des bâtiments ; pour les garçons mal constitués se remuant péniblement, cordonnerie, métier de tailleur ou métier du livre, typographie, clicherie, reliure.

Aux instables et aux apathiques en bonne voie d'amélioration, dépourvus de tares graves, on apprendra les métiers du bois, la menuiserie, l'ébénisterie, la charronnerie, la charpenterie, la saboterie ou le métier du fer qui comprendra les ateliers de forgerons, de poêliers, de serruriers, de ferblantiers, de mécaniciens ajusteurs, de tailleurs de limes, de ferronnerie d'art, de maréchalerie.

Aux filles, indépendamment des travaux de ménage que toutes doivent apprendre indistinctement, on enseignera le tricot, la couture, la broderie, le remmaillage, le métier de modiste.

Nous pensons que chaque établissement devrait posséder au moins trois ou quatre métiers convenant

à des catégories différentes de pupilles difficiles. Certains pupilles devraient être mis successivement dans divers ateliers pour déterminer leurs aptitudes professionnelles prépondérantes (1) ».

Tels sont les principes généraux qui doivent présider à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique, principes dont devront s'inspirer la direction de chaque établissement. Le règlement intérieur sera d'ailleurs soumis au comité des inspecteurs généraux des services administratifs, puis approuvé par le ministre (2).

Le décret enfin dans l'article 19 interdit les châtiements corporels et, estimant que la cellule le plus souvent est mauvaise pour la santé et forme parfois des révoltés, décident que l'isolement de jour et de nuit ne pourra être prononcé pour plus de quarante-huit heures au cours du même mois sans avis du médecin et ordonne de plus que toute punition de cette durée sera notifiée au préfet.

Organisation financière. — La loi du 27 juin 1904 décide (art. 45) que les frais de séjour dans les écoles professionnelles, prévues pour l'éducation séparée

(1) Rapport présenté par les docteurs Jacques Robinovitch, Georges-Paul Boncour et Jean Philippe. V. *Revue des établissements de bienfaisance et d'assistance*, mars 1909, p. 97.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 4.

des pupilles difficiles, rentrent dans la catégorie des dépenses supportées concurremment par l'Etat, le département et les communes. Cette charge pèse donc sur ces diverses personnes morales dans la proportion suivante : $\frac{2}{5}$ pour l'Etat, $\frac{2}{5}$ pour le département, $\frac{1}{5}$ pour la commune. C'est là pour le département une dépense obligatoire (1).

Cette solution s'applique en ce qui concerne les enfants victimes de crimes ou délits dont la garde a été confiée à l'Assistance publique, en vertu de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898, et qui sont relativement à la dépense assimilés aux enfants assistés (2). Au contraire, lorsqu'il s'agit d'enfants auteurs de crimes ou délits, qui, dans les conditions du même article auront été confiés à l'Assistance publique par les tribunaux, il n'en est plus de même, et les frais d'entretien et d'éducation qu'ils nécessitent et, par conséquent, les prix de pensions payés aux écoles professionnelles, dans lesquelles ils sont placés, restent à la charge de l'Etat. Cette mesure est rationnelle, car, comme le disait M. Bienvenu-Martin à la Chambre des députés : « Il n'est pas admissible que la faculté, donnée aux tribunaux par la loi de 1898, de préférer

(1) Loi du 28 juin 1904, art. 4, § 2 : La part des départements dans les dépenses d'établissement et les frais d'entretien des pupilles dans les écoles professionnelles constituent pour les départements une dépense obligatoire.

(2) Loi du 28 juin 1904, art. 5.

l'Assistance publique à l'Administration pénitentiaire, puisse avoir pour effet de dégrever l'Etat d'une dépense qui lui incombe actuellement pour la faire passer sur d'autres collectivités. »

Le paiement des prix de pensions pour ces enfants est effectué par voie d'avances par les départements, qui sont remboursés ensuite par les soins du ministre de l'Intérieur (1) :

A cet effet, les 15 janvier, 15 avril, 15 juillet et 15 octobre, les préfets intéressés adressent au ministre de l'Intérieur le bordereau des frais auxquels a donné lieu, pendant le trimestre écoulé, l'entretien de chacun de leurs pupilles, placés dans le service en vertu des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, auteurs de crimes ou délits. Ces comptes individuels doivent être accompagnés de l'ordonnance du juge d'instruction, de l'extrait du jugement et des justifications de la dépense (2).

Les pièces sont ensuite transmises à la direction de l'Administration pénitentiaire au ministère de la Justice, qui assure le remboursement des dépenses faites.

Patronage. — Tout établissement d'assistance et d'éducation devant, autant que possible, être doté

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 32.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 32.

d'une société de patronage qui puisse protéger et au besoin secourir les enfants qui en sortent, les préfets devront, dans les départements où se trouve située une école professionnelle publique ou privée, constituer par arrêté un comité de patronage.

Ce comité sera destiné à faciliter le placement soit des pupilles sortis de l'école, soit des anciens pupilles. Le directeur en fera partie de droit (1).

C'est là certes une institution qui serait appelée à rendre de grands services, mais pourra-t-on trouver partout des personnes de bonne volonté ? La loi du 5 août 1850 prévoyait de même l'organisation d'un mode de patronage des jeunes détenus après leur libération. Les résultats de cette prescription ne furent pas appréciables, et il est à craindre qu'il n'en soit de même au cas qui nous occupe actuellement, à moins toutefois que les conseils généraux ne consentent à octroyer des subventions permettant de faciliter cette tâche.

Le feront-ils ? C'est peu probable, car la plupart déjà considèrent que les charges nouvelles imposées par la loi du 28 juin 1904, sont bien lourdes et grèvent trop fortement le budget départemental.

Aucune sanction, du reste, n'est prévue, et il est simplement enjoint aux préfets, qu'au cas où ils n'auraient pu constituer le comité de patronage, ils devront s'entendre avec une société déjà existante.

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 22.

CHAPITRE III

ENVOI EN CORRECTION DES PUPILLES DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Les pupilles vicieux. — Remise à l'administration pénitentiaire. — Régime antérieur à la loi du 28 juin 1904. — Régime établi par cette loi. — Procédure. — Envoi en correction des pupilles de l'Assistance publique en vertu des articles 375 et suivants du Code civil. — Séjour de l'enfant dans la maison de correction. — Surveillance. — Sortie. — Dépenses. — Application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904 : résultats pratiques.

Le régime des écoles professionnelles, quoique assez rigoureux, ne suffit point toujours à l'égard de certains pupilles, et le législateur de 1904 a prévu pour eux des sanctions plus énergiques.

Il s'agit ici de pupilles vicieux, c'est-à-dire d'enfants pervertis et foncièrement rebelles qui compromettent par leur exemple l'éducation et le sort de leurs camarades, et il y a intérêt, même pour la société, à ce qu'intervienne au plus tôt une solution dépourvue d'indulgence, car ils constituent un véritable danger pour leur entourage.

Aux termes de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, les pupilles rentrant dans cette catégorie sont ceux qui, par des actes de violence, de cruauté, ou d'immoralité (1), donnent des sujets de mécontentement très graves (2).

L'article 25 du décret du 4 novembre 1909 exige de plus que ces actes soient commis de façon habituelle, et cela malheureusement suppose que l'on sera obligé de conserver l'enfant dans l'école professionnelle où il aura été placé tout d'abord, pendant un temps trop long le plus souvent, d'autant plus qu'ensuite la procédure à suivre devant la chambre du conseil nécessitera toujours un certain délai.

Ces enfants peuvent être remis à l'administration pénitentiaire et internés alors dans les maisons de correction existant à l'heure actuelle.

La loi n'a pas exigé que de nouveaux établissements soient créés, ni même que des quartiers spé-

(1) Dans le projet de loi, présenté le 18 février 1892 par M. Constans, était réputé vicieux le pupille qui, par des actes d'immoralité, d'improbité ou de cruauté donne des sujets de mécontentement très graves.

(2) Loi du 28 juin 1904, art. 2, § 1 : Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés, et sur la demande du préfet dans les départements ou du directeur de l'Assistance publique de Paris, dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire.

ciaux fussent réservés aux pupilles de l'Assistance. Il n'y a pas en effet, entre ces derniers et la clientèle habituelle des maisons de correction, une différence telle que la nécessité de cette mesure se fasse sentir ; puis, du reste, nous verrons plus loin que, jusqu'alors, le nombre de ces pupilles a été trop peu important pour que l'on puisse songer à les grouper séparément. Mais il faut que les établissements auxquels on fait appel n'offrent pas un caractère simplement répressif, ne soient pas des prisons au sens ordinaire du mot, mais aient aussi un but réformateur et éducatif.

L'enfant qui y est placé doit recevoir une instruction à la fois théorique et pratique qui développe ses facultés et exerce sa main au maniement de l'outil. C'est ce qui résultait déjà du reste des articles 1 et 3 de la loi du 5 août 1850 décidant qu'une discipline sévère y régnera, qu'il y sera pourvu à l'instruction élémentaire des pensionnaires, et qu'on les appliquera aux travaux de l'agriculture ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. En fait, les établissements existant aujourd'hui préparent à des professions diverses, et si plusieurs sont des colonies agricoles comme les Douaires, Auberive, d'autres, comme Aniane, ont un caractère industriel, ou enfin, comme Belle-Isle-en-Mer, contiennent une section maritime ; et cette pratique, tenant compte des

dispositions particulières des enfants, a permis le plus souvent d'obtenir d'assez bons résultats.

Le personnel de ces maisons a d'ailleurs été transformé : « Le nombre des instituteurs, disait M. Bienvenu-Martin, dans son rapport à la Chambre des députés, a été triplé depuis quelques années et, à part l'économe et son adjoint, le teneur de livres, tous les employés des services administratifs sont des instituteurs sous les ordres d'un directeur (1).

Régime antérieur à la loi du 28 juin 1904. — L'Assistance publique pouvait déjà, avant 1904, demander et obtenir l'envoi de ses pupilles dans les maisons de correction. C'était même là le plus souvent la seule sanction qu'elle pouvait employer vis-à-vis des enfants enclins au vagabondage, au vol et complètement impropres au placement familial.

Le nombre de ces mauvaises têtes, de ces petits dévoyés, avait considérablement augmenté dans les services d'enfants assistés depuis l'application de la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, et de celle du 19 avril 1898 sur la repression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis sur des enfants, mais dont les articles 4 et 5 prévoyaient éga-

(1) Rapport Bienvenu-Martin, *J. off.*, 31 mars 1904, Chambre, annexes, p. 608.

lement la remise des enfants auteurs de crimes ou délits à l'Assistance publique. Cette extension faite aux mineurs délinquants a introduit fréquemment dans les services des éléments de trouble et de désordre. Elevés jusqu'alors dans un milieu social mauvais, leur relèvement offrait de nombreuses difficultés. Pour éviter que ces sujets indociles et vicieux ne viennent contaminer leurs camarades et corrompre des malheureux qui n'ont à se reprocher que d'être abandonnés ou d'avoir leurs parents à l'hôpital, l'Assistance publique n'avait d'autres armes que celles que lui fournissait le Code civil : l'envoi en maison de correction, prévu par les articles 375 et suivants. Cette mesure était prise sur la demande de la commission administrative de l'hospice, exerçant, en vertu de la loi du 15 pluviôse an XIII et du décret du 19 janvier 1811, les fonctions de tuteur (1), dont l'un des attributs est, au cas de sujets de mécontentement

(1) Loi du 15 pluviôse an XIII, relative à la tutelle des enfants admis dans les hospices ; art. 1^{er} : Les enfants admis dans les hospices à quelque titre et sous quelque dénomination que se soit, seront sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, lesquelles désigneront un de leurs membres pour exercer, le cas advenant, les fonctions de tuteur, et les autres formeront le conseil de tutelle.

Décret du 19 janvier 1811, art. 15 : Les enfants trouvés, et les enfants abandonnés sent sous la tutelle des commissions administratives des hospices conformément aux règlements existants : un membre de cette commission est spécialement chargé de cette tutelle.

graves, de pouvoir requérir l'internement de son pupille.

Nous sommes donc amené à résumer ici brièvement les principes posés par le droit civil en cette matière.

Si l'enfant a moins de seize ans, le père est le seul juge de l'opportunité de la mesure qu'il sollicite, et c'est sur sa seule volonté, et sans qu'il ait besoin de la motiver, que le président du tribunal de première instance délivre l'ordre d'arrestation. La détention ainsi obtenue ne pourra excéder un mois. Ce mode d'agir par voie d'autorité est refusé au tuteur.

Si l'enfant a plus de seize ans, s'il a des biens personnels ou exerce un état, le père (et au cas qui nous occupe le tuteur avec l'assentiment du conseil de famille) n'a que la faculté de requérir, et c'est la voie ouverte à l'Assistance publique, la détention de son enfant pendant six mois au plus. Il doit adresser sa demande au président du tribunal, lui donner ses motifs, et ce dernier, après en avoir conféré avec le procureur de la République, pourra soit accorder, soit refuser l'ordre d'arrestation, ou bien encore abréger la durée de la détention requise.

Si après, sa sortie de la maison de correction, l'enfant donne de nouveaux sujets de mécontentement graves, l'internement peut derechef être ordonné (1).

(1) C. civ., art. 379.

Le père, d'ailleurs, sera, d'autre part, en tous les cas, maître de décider une libération anticipée.

Enfin, l'enfant détenu par voie de réquisition a un recours contre l'ordre d'arrestation délivré par le président du tribunal. Il le portera devant le procureur général du ressort auquel il envoie un mémoire. Celui-ci se fait rendre compte par le procureur de la République près le tribunal de première instance et adresse son rapport au premier président de la Cour d'appel qui, après avoir donné avis au père et avoir pris tous renseignements, pourra révoquer ou modifier l'ordre délivré par le président du tribunal (1).

La principale critique que l'on pouvait adresser à ce système porte sur la durée préfixée de l'internement, durée qui donnait à cette détention le caractère d'une peine plutôt que celui d'une mesure d'éducation. La plupart du temps, il ne suffit pas de six mois passés dans une maison de correction pour obtenir l'amendement complet du pupille. Et si ce dernier, à l'expiration de ce délai, est mis en liberté, il y a de fortes chances pour que les quelques bons principes que l'on a pu lui inculquer restent sans effet, et qu'il ne tarde pas, de nouveau, à se laisser entraîner par ses mauvais penchants.

(1) C. civ., art. 382.

Certes, si cet emprisonnement de quelques mois n'a pas suffi, la détention peut une seconde fois, voire même une troisième, être ordonnée ; mais alors ces mises en liberté et ces réintégrations successives rendent inefficace cette mesure, et ont souvent, au contraire, pour résultat d'exaspérer le pupille et de supprimer tout espoir d'amendement.

Puis l'envoi en colonie pénitentiaire pour une courte durée peut parfois donner d'assez bons résultats lorsqu'il s'applique à des enfants légitimes qui, à leur sortie de la maison de correction, conscients des pouvoirs de leur père, rentrent dans le sein de leur famille prête le plus souvent à les guider dans la bonne voie, mais il n'est pas sans inconvénients lorsque l'on se trouve en présence de pupilles de l'Assistance publique qui, fréquemment, ne seront point surveillés de près dans leurs écarts de conduite et ne pourront faire que l'objet d'un nouveau placement familial chez des gardiens qui, trop souvent malheureusement, se désintéresseront de leur éducation.

Remarquons enfin que, pour déterminer la durée de la détention, la loi s'est basée sur l'âge de l'enfant (un mois s'il a moins de quinze ans révolus, six mois s'il a plus), mais ne se soucie pas de ses antécédents, de la gravité des fautes qu'il a commises.

Régime établi par la loi du 28 juin 1904. — C'est pour remédier aux inconvénients que nous venons de signaler qu'a été voté l'article 2 de la loi du 28 juin 1904 qui prévoit la remise des pupilles de l'Assistance publique vicieux à l'administration pénitentiaire.

Le projet de loi déposé en 1892 (1) par M. Constans, ministre de l'Intérieur, portait qu'au cas où l'article 468 du Code civil serait appliqué pour la seconde fois à un pupille vicieux, le président du tribunal pourrait, à la requête du tuteur, présentée après avis du conseil de famille, décider que l'enfant serait maintenu dans la maison de correction pendant une période ne pouvant excéder six mois, puis qu'une deuxième fois et ainsi de suite jusqu'à la majorité, cette mesure pourrait, sur le vu d'un rapport du directeur de l'établissement et après comparution de l'enfant, être renouvelée.

C'était déjà là un progrès sensible relativement aux dispositions de l'article 379 du Code civil qui décide que la détention ne peut être ordonnée derechef que si l'enfant tombe dans de nouveaux écarts « après sa sortie ». Nous ne nous trouvons plus ici

(1) Projet de loi sur le service des enfants assistés, présenté par M. Constans, ministre de l'Intérieur. *V. J. off.*, Sénat, annexes 1892, annexe n° 27, p. 94.

en présence de ces sorties et réintégrations successives dont nous avons signalé les inconvénients.

Mais à quoi bon ces formalités diverses ? Était-il vraiment nécessaire de procéder tous les six mois à un examen répété de la situation ? Ne valait-il pas mieux décider purement et simplement que l'envoi en correction pourrait avoir lieu pour un temps indéterminé ? C'est ce qui fut fait finalement par la loi du 28 juin 1904.

Cette absence de limitation préfixée est bien une preuve du caractère nettement éducatif que doit offrir cette sanction. Il ne s'agit pas là, en effet, d'une peine dont le législateur a le devoir d'arrêter au préalable, en termes précis, la durée. L'on veut réformer un enfant, procéder à son redressement moral, et pour cela on ne peut songer à poser d'avance un délai. Tout doit dépendre du degré d'indiscipline dont celui-ci fait preuve ; et le plus souvent même il y aura lieu de le laisser assez longtemps dans l'établissement où il aura été envoyé, pour assurer son amendement complet et non une amélioration passagère, et lui permettre d'y faire un apprentissage sérieux.

Par là donc cet article semble, à première vue, aggraver les moyens de correction dont disposait l'Assistance publique à l'égard de ses pupilles ; mais il est facile de comprendre qu'une telle mesure n'est prise que dans leur intérêt et ne peut donner que des

résultats bien supérieurs à ceux que l'on pouvait attendre de l'application en cette matière des dispositions du Code civil.

Le nouveau texte d'ailleurs écarte toute idée d'arbitraire en raison des garanties qu'il exige tant au point de vue de la personne qui peut demander l'internement qu'à celui de la procédure à suivre pour l'obtenir.

C'est le préfet seul (ou dans la Seine, le directeur de l'Assistance publique de Paris) qui, sans avoir besoin d'obtenir l'avis du conseil de famille, est compétent pour faire la demande et saisir le tribunal civil ; si bien même qu'au cas où il a délégué ses pouvoirs de tutelle à l'inspecteur départemental, celui-ci n'a pas qualité pour agir. Son seul rôle est d'adresser, en tant que chef de service, un rapport au préfet sur la conduite du pupille.

De plus, aux termes de l'article 25 du décret du 4 novembre 1909, les pupilles commettant de façon habituelle des actes de violence, d'immoralité ou de cruauté, sont signalés au préfet par un rapport du directeur de l'école professionnelle où ils sont placés, accompagné de l'avis du médecin.

Cet article semble donc exiger que tous les pupilles, susceptibles d'être remis à l'administration pénitentiaire, doivent auparavant passer par une école professionnelle où l'on appréciera si le régime qui y

règne est suffisant pour permettre leur redressement moral. Cette obligation paraît résulter aussi de la disposition prévue quelques lignes plus loin dans l'alinéa 3 qui, ordonnant le maintien du pupille dans cet établissement jusqu'à ce qu'intervienne la décision du tribunal, décide qu'au cas où la discipline l'exigerait, il pourrait être mis en cellule dans les conditions prévues à l'article 19 (1).

D'ailleurs, dans le rapport adressé au ministre de l'Intérieur, en décembre 1905, lors de la préparation du projet de règlement, M. Mirman, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, disait : « Il a paru nécessaire de ne permettre le recours à l'administration pénitentiaire qu'après constatation de l'insuccès de l'éducation professionnelle et scolaire. Avant de ranger un enfant parmi les pupilles vicieux, il importe de s'assurer qu'il n'est pas simplement un enfant difficile. » L'on craignait aussi que trop fréquemment l'Assistance publique demandât immédiatement et sans examen sérieux l'envoi en maison de correction des mineurs, auteurs de crimes ou délits, qui lui seraient confiés par application de la loi du 19 avril 1898, et c'est pour l'empêcher d'entrer dans

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 19 : L'isolement de jour et de nuit ne pourra être prononcé pour plus de 48 heures au cours du même mois, sans avis du médecin. Toute punition de cette durée ou d'une durée supérieure sera notifiée au préfet.

cette voie que le décret a posé cette nouvelle obligation.

Procédure. — Lorsque le préfet estime que l'un des pupilles de l'Assistance publique ne peut, en raison de sa mauvaise conduite et des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté qu'il commet, rester, sans danger pour ses camarades, dans l'école professionnelle, il saisit, par l'intermédiaire du procureur de la République, le tribunal civil qui, en vertu de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, peut décider sans frais que l'enfant sera confié à l'administration pénitentiaire.

En principe, le droit de faire cette demande appartient au préfet tuteur, et lui seul a qualité pour la présenter. Mais le pupille n'est point toujours placé dans une école professionnelle située dans le département dont il dépend, et il peut y avoir parfois des motifs d'urgence pour que l'application de cette mesure de rigueur soit sollicitée immédiatement. En ce cas le directeur de l'établissement informe sans délai le préfet du département siège de l'école, et celui-ci, quoique n'exerçant pas les pouvoirs de tutelle, pourra saisir directement le tribunal du lieu. Il devra, bien entendu, avertir aussitôt le préfet tuteur et lui faire connaître les raisons spéciales et graves

qui l'ont déterminé à agir ainsi. Il en avisera également le ministre de l'Intérieur (1).

Le magistrat du ministère public, avant de transmettre la requête au tribunal, devra se renseigner exactement sur le pupille dont on demande l'envoi en correction, sur son caractère, sur ses antécédents et sur les actes qui lui sont reprochés, et il pourra même provoquer, s'il le croit utile, son examen mental (2). Il devra de plus, lorsque la décision sera intervenue, adresser au procureur général des renseignements complets sur chacune des affaires dans laquelle l'internement aura été ordonné.

Le tribunal statue en chambre du conseil et il peut, s'il le juge à propos, entendre l'inspecteur départemental de l'Assistance publique, et cela soit en présence, soit hors de la présence du pupille. Celui-ci ne doit pas comparaître seul, mais doit être assisté d'un avocat. Cette dernière solution est pourtant contestée, mais la circulaire du garde des sceaux du 17 août 1904, en recommandant d'appliquer la loi avec une grande prudence, invite formellement le procureur de la République à assurer la présence d'un

(1) Décret du 4 novembre 1909, art. 25. — Circulaire du ministère de l'Intérieur, direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, 3 avril 1912.

(2) Instructions du garde des sceaux aux parquets, 17 août 1904, Education des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.

défenseur. Un jugement du tribunal de Versailles du 9 janvier 1908 tranche la question dans le même sens. A Paris, depuis l'application de la loi du 28 juin 1904, un avocat a toujours été désigné d'office à l'enfant (1).

Le plus souvent, en pratique, le tribunal fait droit à la demande du préfet qui, grâce aux rapports de l'inspecteur de l'Assistance publique, du directeur de l'école professionnelle et du médecin a pu apprécier l'enfant à sa juste valeur et n'a demandé la remise à l'administration pénitentiaire que lorsqu'il est vraiment indispensable de recourir à ce moyen d'éducation.

Le tribunal, lors de la rédaction du jugement, ne doit pas se borner à viser les termes de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904 et à ordonner que l'enfant sera confié à l'administration pénitentiaire. Cette formule offre, en effet, le défaut de pouvoir créer une confusion entre les droits respectifs de cette administration et de l'Assistance publique. Le manque de précision pourrait porter à croire que le jugement modifie les décisions en vertu desquelles les droits de la puis-

(1) De même, lorsque des prostituées mineures, par application de la loi du 11 avril 1908, comparaissent devant la chambre du conseil qui peut décider leur envoi dans un établissement de réformation morale, elles sont toujours assistées d'un avocat ; mais il y a de constater qu'en ce cas la présence du défenseur est prévue et ordonnée par la loi (loi du 11 avril 1908, art. 14).

sance paternelle ont été confiés à l'Assistance publique, lui enlève la tutelle de l'enfant, et que, par conséquent, dans la suite il serait nécessaire de faire intervenir un nouveau jugement pour remettre le tuteur en possession de ses droits.

Or la remise à l'administration pénitentiaire, telle qu'elle est prévue par l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, est une simple mesure d'éducation demandée par le préfet qui ne perd à aucun moment ses prérogatives tutélaires et pourra, de sa propre autorité, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille. Les requêtes présentées par le parquet et les jugements rendus par le tribunal doivent donc être rédigés de manière qu'aucune confusion ne puisse se produire et soulever des difficultés dans l'avenir (1).

Indépendamment de ce régime spécial, institué par la loi du 28 juin 1904, à l'égard des pupilles vicieux de l'Assistance publique, l'envoi en correction paternelle, tel qu'il est prévu par le Code civil, continue à pouvoir être appliqué à ces derniers. Il peut y avoir en effet, dans les services des enfants assistés, des pupilles qui, sans commettre des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donnent des sujets de mécontentement graves. Les conditions

(1) Circulaire du garde des sceaux, 18 décembre 1907.

fixées, en termes précis, par la loi du 28 juin 1904 et le décret du 4 novembre 1909, n'étant point réunies, l'Assistance publique se trouverait désarmée et ne pourrait les remettre à l'administration pénitentiaire.

En ce cas le préfet peut, conformément aux règles ordinaires en matière de puissance paternelle et de tutelle, par l'application des articles 375 et suivants, et 468 du Code civil, requérir et obtenir que l'enfant soit détenu dans une maison de correction.

Il suffit pour cela que l'enfant ait donné lieu à des sujets de mécontentement très graves et que ces faits soient considérés comme tels par le président du tribunal : l'on n'exige pas qu'il ait commis de façon habituelle des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté.

Comme, depuis la loi du 27 juin 1904, le préfet (dans les départements autres que celui de la Seine) exerce vis-à-vis des enfants assistés les fonctions de tuteur ; c'est lui qui aura le droit de requérir la détention, mais il doit alors se conformer aux prescriptions du titre de la tutelle et obtenir l'autorisation du conseil de famille pour provoquer cette mesure.

L'article 11 de la loi précitée lui permettant, d'autre part, de déléguer l'exercice de la tutelle, qui lui est

conférée, à l'inspecteur départemental de l'Assistance publique, celui-ci pourra, au cas où cette délégation a eu lieu, exercer ce droit à la place du préfet et dans les mêmes conditions, et, comme lui, il pourra abréger, s'il le juge nécessaire, la détention requise en usant du droit de grâce.

L'internement, naturellement, ne peut être obtenu que pour une durée déterminée, et reste soumis aux règles ordinaires, c'est-à-dire ne pourra excéder un mois si l'enfant a moins de quinze ans révolus et six mois s'il a dépassé sa seizième année.

La loi du 28 juin 1904, ne vise que les pupilles de l'Assistance publique, mais il est établi aujourd'hui que la remise à l'administration pénitentiaire peut fort bien, par application de l'article 2, avoir lieu lorsqu'il s'agit d'enfant en garde (1) ; cela d'ailleurs se comprend aisément, car c'est surtout parmi ceux-ci que se rencontre le plus grand nombre d'enfants vicieux.

Au contraire, le préfet ne pourra user du droit de correction organisé par le Code civil qu'à l'égard des pupilles de l'Assistance publique au sens strict du mot, c'est-à-dire des enfants trouvés, des enfants abandonnés, des orphelins pauvres, des enfants maltraités, délaissés ou moralement abandonnés et des enfants admis dans le service des enfants assistés en

(1) Avis du Conseil d'Etat, 3 août 1909.

vertu du titre II de la loi du 24 juillet 1889, sur lesquels l'Assistance publique possède l'ensemble des attributs de la puissance paternelle (1).

Séjour de l'enfant dans la maison de correction.

Surveillance. — Sortie. — Lorsque le tribunal civil a décidé, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, que le pupille serait confié à l'administration pénitentiaire, le préfet transmet au ministre de l'Intérieur (2) un dossier comprenant :

- 1° Un extrait de la décision judiciaire ;
- 2° Une notice individuelle contenant tous les renseignements recueillis sur le passé de l'enfant, sur le milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission dans le service, sur son état de santé au moment où il a été recueilli ;
- 3° La liste des différents placements dont il a été l'objet depuis son admission, avec indication de leur durée et de leur efficacité morale ;
- 4° L'exposé des faits de nature à justifier le classement du pupille dans la catégorie des enfants difficiles ;
- 5° Une note indiquant les aptitudes professionnelles de l'enfant, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par l'enfant ;

(1) Loi du 27 juin 1904, article 6.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 26.

6° Un certificat médical constatant l'état physique et mental de l'enfant ;

7° Un résumé des notes obtenues par celui-ci dans l'école professionnelle ;

8° Une expédition de sa requête au président.

Le ministre, sur le vu de ces documents, et à la suite d'une période d'observation dans un établissement ou quartier spécial, désigne le lieu où sera envoyé le pupille et qui sera, suivant les cas, soit une maison pénitentiaire, soit une colonie correctionnelle (1).

Le transfert de l'enfant a lieu par les soins du préfet du département où est le siège de l'école professionnelle dans laquelle se trouvait l'enfant et aux frais du département du domicile de secours (2).

Le directeur de la maison pénitentiaire où aura été ainsi conduit le pupille devra deux fois par an adresser au préfet tuteur un rapport sur la conduite de celui-ci.

De plus, et indépendamment de la surveillance spéciale établie par l'article 14 de la loi du 5 août 1850 et exercée par le procureur général du ressort et ses substituts qui sont tenus de visiter les colonies pénitentiaires et correctionnelles chaque année (3).

(1) Loi du 28 juin 1904, art. 2, § 2.

(2) Décret du 4 novembre 1909, art. 26, § 3.

(3) La circulaire du garde des sceaux du 17 août 1904 relative à l'éducation des pupilles vicieux de l'Assistance publique, rappelle

le pupille vicieux devra faire l'objet d'une sollicitude constante de la part de l'inspecteur départemental de l'Assistance publique (1), qui pourra pénétrer dans l'établissement afin de contrôler les conditions de l'internement. Au cas où celui-ci est situé hors du département dont dépend l'enfant, il en fera déléguer la surveillance, ainsi que le prévoit l'article 28 de la loi du 27 juin 1904, à son collègue qui le tiendra au courant, au moyen de bulletins périodiques, de la conduite du pupille.

L'internement ayant été ordonné pour une durée indéterminée, c'est le préfet qui, lorsqu'il le juge utile, lorsqu'il estime que le pupille s'est suffisamment amendé, peut, de sa propre autorité, mettre fin à la détention et le réintégrer dans le service des enfants assistés (2). Cette décision est prise sur la proposition de l'inspecteur départemental, et le tuteur n'a pas besoin, en ce cas, de l'avis du conseil de famille qui, au contraire, est nécessaire pour retirer d'une école professionnelle l'enfant difficile qui y a été placé et user à son égard d'un nouveau placement familial (3).

aux procureurs généraux et à leurs substituts cette obligation et les invite à n'y point manquer.

(1) Circulaire du ministère de l'Intérieur, direction de l'Assistance et de l'Hygiène publiques, sur l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux, 20 juillet 1904.

(2) Loi du 28 juin 1904, art. 2, § 3.

(3) Décret du 4 novembre 1909, art. 11, § 4.

Dépenses. — Les dépenses qu'occasionne la remise à l'administration pénitentiaire des pupilles vicieux restent naturellement à la charge du département et sont classées au nombre des dépenses obligatoires. De même que pour les frais de séjour dans les écoles professionnelles, l'Etat et les communes y participent dans les proportions fixées par la loi : $\frac{2}{5}$ pour l'Etat, $\frac{1}{5}$ pour la commune.

Mais lorsque, par application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, des enfants auteurs de crimes ou délits, dont la garde aura été confiée à l'Assistance publique, en vertu des dispositions de la loi du 19 avril 1898, seront remis à l'administration pénitentiaire, les frais d'entretien dans l'établissement sont supportés entièrement par l'Etat (1).

Application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904.
— **Résultats pratiques.** — Quoiqu'il n'y ait en réalité aucun motif pour que cet article ne soit pas appliqué normalement, nous devons remarquer que l'Assistance publique n'a usé qu'avec une grande réserve de la faculté qui lui était laissée.

Fin 1907, sur 4.092 enfants détenus dans les colonies pénitentiaires, le nombre des enfants assistés ne s'élevait qu'au chiffre 38. En mars 1910, ils étaient

(1) Loi du 28 juin 1904, art. 5.

un peu plus nombreux et atteignaient le chiffre 75 (1). En 1905, le tribunal civil de la Seine ne prononça que trois envois en correction, et depuis a toujours continué à se montrer très circonspect en cette matière.

L'Assistance publique, d'ailleurs, n'adresse que de rares demandes en vue d'obtenir la remise à l'administration pénitentiaire ; elle n'estime guère le régime des maisons de correction, et les inspecteurs ne tiennent nullement à y envoyer leurs pupilles. « Je n'ai pas trouvé, disait M. Monod, dans son livre. *Les Enfants assistés de France*, un seul inspecteur qui préconisât l'envoi des garçons dans les maisons de correction. « Les maisons de correction sont mauvaises », dit l'un. L'autre renchérit : « La maison de correction n'est qu'une serre au moyen de laquelle on arrive plus tôt au développement et à la maturité du vice. » Un troisième se félicite de n'avoir eu depuis longtemps qu'un seul pupille poursuivi devant les tribunaux ; celui-là, très jeune, avait été envoyé dans une maison de correction, d'où il est sorti, à l'âge de 16 ans, plus mauvais qu'il n'était avant (2). »

Aussi, même encore aujourd'hui, l'internement

(1) Communication de M. Schrameck, directeur de l'Administration pénitentiaire, à la Société générale des prisons, *Revue pénitentiaire*, avril 1910, p. 564.

(2) Monod, *Les Enfants assistés de France*, p. 88.

dans une colonie pénitentiaire n'est-il requis qu'à la dernière extrémité, dans des cas très graves et lorsque, sans résultats, on a épuisé à l'égard des pupilles tous les autres moyens dont dispose le service.

Le plus souvent il s'agit d'enfants qui constituent pour leur entourage un véritable danger et qu'il y a lieu de mettre dans l'impossibilité de nuire. A titre d'exemples, nous résumons, ci-après, les motifs qui, en trois cas différents, ont déterminé le tribunal de la Seine à prononcer la remise à l'administration pénitentiaire de pupilles de l'Assistance publique.

La jeune X..., âgée de quinze ans, ne veut pas rester en place et déclare froidement à l'inspecteur que, s'il l'envoie dans une maison où se trouvent des enfants, elle « leur tordra le cou ». Elle s'enfuit à diverses reprises des placements dont elle a fait l'objet à la campagne, disparaît pendant plusieurs jours, puis revient au bureau de l'agence où elle informe le directeur qu'il la renvoie à nouveau chez un paysan, elle mettra le feu à ses meules de paille et à son habitation. Comme elle semble capable de mettre ses menaces à exécution, on la réintègre provisoirement à l'hospice des Enfants-Assistés, puis au bout de quelques jours elle est dirigée sur l'Ecole de la Salpêtrière mais elle s'y montre entêtée, emportée, commet des actes de violences et de révolte, si bien que l'on est obligé de la mettre en cellule. Le directeur ne peut

la garder et demande sa sortie de l'école. Ramenée à l'Hospice des Enfants-Assistés, elle menace plusieurs surveillantes, puis frappe brutalement et sans motif une des infirmières avec une fourchette et ne manifeste qu'un regret, celui de ne pas lui avoir crevé l'œil.

La jeune Z..., âgée de dix-huit ans, a déjà fait l'objet d'une remise à l'administration pénitentiaire motivée par son mauvais caractère et par des actes de violence, commis tant à l'égard du personnel de l'administration que de ses camarades. Paraissant s'être amendée, elle fut réintégrée dans le service et pourvue d'un placement familial ; elle ne tarde pas à s'enfuir, et malgré tous les efforts de l'inspecteur qui, en six mois, la confie à dix familles différentes, elle affirme qu'il est inutile de lui donner de nouvelles places où elle ne resterait certainement pas, voulant à tout prix revenir à Paris. Ramenée à l'hospice dépositaire, puis envoyée dans une école de réforme, elle y casse les carreaux, fait du scandale, exaspère ses camarades, menace le personnel chargé de la garder et tente de blesser diverses surveillantes.

Le jeune N..., âgé de 17 ans, est un mauvais sujet qui s'échappe des divers placements où il a été envoyé. Brutal et méchant, il se bat continuellement avec les enfants de son âge et reçoit à coups de pierres les personnes qui veulent le réprimander. Il

apparaît comme un être dangereux et se signale surtout par ses cruautés envers les animaux, ce qui le fait renvoyer de partout : tantôt il éventre un veau pour ne plus avoir à le soigner, tantôt il frappe un cheval à coups de couteau pour le faire aller plus vite. Il vole de l'argent à ses patrons pour boire et acheter du tabac. Conduit dans une école professionnelle, puis à Mettray, il s'en évade six fois ; ramené, il insulte ses chefs, refuse de travailler et constitue un exemple néfaste pour ses camarades.

Que peut-on espérer de tels pupilles ? Il est impossible de songer à prolonger leur séjour à l'hospice dépositaire ou dans une école professionnelle en raison des multiples incidents que leur maintien y ferait naître journellement. Il faut qu'en pareil cas l'Assistance publique n'hésite pas et demande, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, la remise de ces enfants à l'administration pénitentiaire, cette mesure lui permettant, au cas où la maison de correction ne suffit pas, d'user à leur égard, de l'envoi dans une colonie correctionnelle où ils seront soumis à des règles plus sévères encore, à une discipline plus rigoureuse.

CONCLUSION

Nous terminons ici cette étude sur l'éducation des pupilles de l'Assistance publique. Nous nous sommes efforcé d'exposer la réglementation existant à l'heure actuelle en cette matière, d'en montrer les conséquences pratiques et de signaler les critiques que l'on peut adresser à plusieurs articles du décret du 4 novembre 1909. Notre conclusion sera brève.

Le placement familial qui, comme nous l'avons dit, constitue la base des services des enfants assistés, a donné de bons résultats incontestables et réels. La législation à son égard est suffisante ; et si les règles prévues par la loi du 27 juin 1904 sont scrupuleusement observées, si surtout la surveillance des inspecteurs de l'Assistance publique est sérieuse, et le contrôle sur place bien fait, l'on peut être certain que presque toujours le pupille se trouvera dans de bonnes conditions matérielles et morales et recevra une éducation convenable et suffisante.

La remise à l'administration pénitentiaire des pupilles vicieux, par application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, réalise un progrès. Le législateur a

voulu que cette mesure n'offre pas seulement le caractère d'intimidation, que lui donnait la durée préfixée de la détention organisée par le Code civil, mais constitue aussi un moyen de redressement moral et permette d'assurer une éducation professionnelle à l'enfant qui en fait l'objet. Le titre V du décret du 4 novembre, relatif à ce nouveau mode d'envoi en correction, contient des dispositions très libérales et pouvant être appliquées sans soulever de difficultés.

Il en est tout autrement, malheureusement, lorsqu'il s'agit des écoles professionnelles destinées à recevoir les enfants « difficiles », auxquels ne convient pas le placement familial, et qui, sans être vicieux, sont seulement de jeunes indisciplinés, accoutumés au vagabondage ou enclins à la paresse, en un mot des fortes têtes ; et nous devons reconnaître que les textes les concernant laissent beaucoup à désirer.

Certes les auteurs de la loi du 28 juin 1904, en prévoyant qu'un décret viendrait déterminer, de façon précise, les conditions à remplir par les nouveaux établissements, avaient un but des plus louables : ils voulaient rendre impossibles les abus qui, en certaines occasions, s'étaient produits jusqu'alors. L'Assistance publique, en effet, ne possédant point d'écoles spéciales pour ses pupilles difficiles, s'était trouvée dans la nécessité de recourir à des maisons privées, à discipline sévère, qui donnèrent fréquemment de bons

résultats, mais où parfois, comme le disait M. Théophile Roussel, « on y a vu l'exploitation de la main-d'œuvre de l'enfance pratiquée dans des proportions qui ne justifiaient que trop les paroles de Jules Simon déclarant « dignes du bagne » certains directeurs de colonies agricoles ».

Mais le décret du 4 novembre 1909 est allé trop loin, ses prescriptions sont trop rigoureuses et trop strictes ; et quoique les dépenses nécessitées par le service des enfants assistés soient de celles devant lesquelles on ne doit pas hésiter, il y a pourtant des limites, et l'on ne peut songer à imposer aux départements des charges trop lourdes. Or le nouveau règlement a posé des exigences telles, concernant la direction, les méthodes d'éducation, le personnel, l'effectif, l'organisation de ces écoles professionnelles, la division en groupes de dix élèves pour le redressement moral, que le coût annuel de chaque pensionnaire serait véritablement exorbitant.

Les conditions prescrites restent inapplicables, et il n'est pas étonnant que les départements, sauf quelques rares exceptions, n'aient rien fait pour se conformer à leurs nouvelles obligations. Quant aux établissements privés, il ne s'en est pas créé et il ne s'en créera point ; et ceux qui aujourd'hui ont obtenu l'autorisation de recevoir des pupilles de l'Assistance publique ont dû bénéficier des dispositions de l'ar-

ticle 33 qui prévoit que « les établissements existant lors de la publication du présent règlement pourront, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, être exonérés en tout ou partie des obligations imposées par le présent règlement ». En réalité ils sont loin de répondre au type imposé.

Les choses en sont là. M. Mirman a reconnu lui-même « qu'il était un point douloureux dans le service des enfants assistés ; je veux parler, disait-il, des pupilles difficiles visés par la loi du 28 juin 1904 (1) ». L'Assistance publique ne peut pas matériellement assurer dans de bonnes conditions l'éducation de cette catégorie d'enfants.

Le législateur a prévu des écoles, un décret a réglementé leur fonctionnement ; personne ne s'est attardé aux questions de voies et moyens, ne s'est soucié de savoir où l'on pourra trouver les crédits nécessaires. Bien plus, l'assistance privée, sur laquelle l'administration aurait pu compter, est découragée par les prescriptions trop sévères qui lui sont imposées. Peut-être même les établissements qui, jusqu'alors, avaient prêté un concours précieux aux services départementaux, trop différents de l'idéal

(1) V. *J. off.*, 20 juin 1911 : Rapport sur les services d'assistance, présenté au Conseil supérieur de l'Assistance publique, par M. Mirman, directeur de l'Assistance et de l'Hygiène publiques.

prévu, ne pourront plus désormais ouvrir leurs portes aux pupilles difficiles de l'Assistance publique. Est-ce là un progrès !

Il faut une solution, et nous ne pouvons qu'espérer que d'ici peu de sérieuses modifications seront apportées au décret du 4 novembre 1909.

Aussi croyons-nous devoir exposer ici en quelques mots, l'opinion que nous avons, après cette étude, sur les différents moyens propres à assurer l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique.

Certaines personnes préconisent la remise de l'enfant difficile à des gardiens choisis avec soin, et pensent que grâce à une sélection judicieuse des familles, le placement rural suffirait presque toujours à détruire les germes malfaisants que le pupille porte en lui.

Ce système offre tout d'abord l'avantage de coûter peu cher, alors même que le taux des pensions serait largement suffisant et plus élevé que lorsqu'il s'agit de pupilles ordinaires. Il supprime l'inconvénient de rapprocher dans un même établissement des enfants difficiles qui, par la contagion de l'exemple, peuvent parfois, loin de s'amender, devenir plus mauvais.

Sans vouloir nier que dans certains cas de bons résultats pourraient être ainsi obtenus, nous ne sommes point partisans de cette manière d'agir qui

présente le danger redoutable de contaminer les enfants de ceux qui, avec désintéressement, ont consenti à se prêter à une œuvre de régénération morale, et risque d'introduire dans les classes des écoles primaires des éléments d'insubordination et de désordre.

Nous estimons donc que l'administration doit se montrer très circonspecte pour éviter d'aussi graves conséquences ; mais nous pensons que, lorsqu'un enfant nouvellement entré dans le service va pour la première fois faire l'objet d'un placement familial, l'inspecteur de l'Assistance publique peut, s'il connaît bien les familles auxquelles il fait appel, s'il ne cède point aux interventions politiques qui parfois pourraient l'amener à s'adresser à des gardiens mal préparés et s'il recourt au contraire à des nourriciers ayant nettement le sentiment du devoir de surveillance et des charges qui leur incombent, l'inspecteur, disons-nous, peut amener facilement l'enfant à se bien conduire et à donner toute satisfaction. Et nous sommes certains que souvent le choix judicieux du placement initial, au besoin l'envoi chez de nouveaux gardiens plus sévères, occasionnerait une diminution du nombre des pupilles difficiles.

Mais si l'enfant, par son indiscipline, ses écarts de conduite, ses défauts de caractère, rentre véritablement dans cette dernière catégorie, nous soutenons que le placement familial ne saurait remplacer

l'école de réforme, et que ce serait s'abuser étrangement que de croire que la vie à la campagne, dans une famille de paisibles et honnêtes cultivateurs, doit fatalement donner de bons et rapides résultats.

Le passage de l'enfant difficile dans une école de réforme est nécessaire : l'organisation raisonnée du travail, une éducation spéciale, l'autorité que prendront sur lui le directeur et les maîtres peuvent seuls amener son redressement moral.

La loi du 28 juin 1904 a prévu que ces écoles seraient soit des établissements départementaux, soit des établissements privés ; toutefois il est facile de voir que les sympathies des auteurs du décret du 4 novembre 1909 se portent sur les premiers et qu'ils ont paru se méfier des œuvres particulières, du dévouement ou de la charité des philanthropes.

Ils commirent là une erreur. Nous avons vu que presque partout les départements ont refusé de se conformer à la nouvelle obligation qui leur est imposée, et que si, à l'heure actuelle, on ne veut pas laisser les pupilles difficiles à l'hospice dépositaire, l'administration est obligée de recourir à des établissements privés. Depuis longtemps certains d'entre eux ont fait leurs preuves, et il n'y avait point lieu de les soumettre à la réglementation excessive qu'a établie le nouveau décret.

Jusqu'en 1904, plusieurs de ces œuvres ont donné

d'excellents résultats. Elles ont à leur tête une personne qui s'est librement imposée la tâche délicate et difficile de réprimer les penchants mauvais et les habitudes vicieuses des enfants qui lui sont confiés, et qui, le plus souvent, s'est adjoint comme aides de véritables éducateurs. Aussi, au bout de peu de temps, nous voyons naître chez les élèves des sentiments d'attachement et de respect pour leur chef, et à ce moment nous pouvons être certains que leur redressement moral ne sera pas loin d'être complet.

Il faut, en effet, lorsqu'il s'agit d'enfants indisciplinés et difficiles, avoir recours à des maîtres qui, plus encore que des connaissances pédagogiques, possèdent un dévouement vraiment inlassable. Ils doivent éprouver, eux aussi, de l'affection et de l'intérêt pour leurs élèves et acquérir leur autorité moins par les punitions qu'ils peuvent infliger que par la répression morale et la manière de faire les réprimandes.

Trop souvent, dans un établissement public, le fonctionnaire qui sera chargé de le diriger, absorbé par des soucis administratifs, ne pourra, quel que soit son dévouement, son désir de bien faire et sa compétence, se consacrer entièrement à la multiplicité des obligations qui incombent à celui qui accepte d'assurer le relèvement et la réformation morale de jeunes pervers.

Nous estimons donc, qu'en cette matière, l'Assis-

tance publique doit compter sur la collaboration de l'Assistance privée, et que c'est là un des points où les heureux effets de cette alliance se feront particulièrement remarquer.

Les écoles départementales ne pourront être, à notre avis, utilement fondées que dans les régions où le nombre des enfants assistés est élevé et où ce besoin se fait véritablement sentir. Dans les autres, au contraire, le préfet devra recourir à celles créées par l'initiative privée.

Les écoles départementales pourront, au point de vue de l'organisation matérielle, de la réglementation du travail, être comme des modèles dont devront s'inspirer les établissements privés. L'école de Lafaye, nous dit M. Mirman, correspond au programme dont le Parlement a tracé les grandes lignes dans la loi du 28 juin 1904 ; souhaitons que les associations charitables, qui voudront dorénavant fonder de nouvelles écoles, s'approprient les progrès qui y ont été introduits, et vraisemblablement elles obtiendront d'excellents résultats. Si elles ont à leur tête un homme tout dévoué aux choses de l'enfance, son autorité sur ses collaborateurs, sa connaissance des méthodes d'éducation permettront, dans bien des cas, d'apporter sur des points de détail des réformes insignifiantes à première vue, mais dont en réalité les effets se feront bientôt sentir de façon heureuse.

Il est nécessaire de supprimer la réglementation trop sévère établie par le décret du 4 novembre 1909. Elle avait pour but principal d'éviter que des faits regrettables, des scandales, des mauvais traitements, tels que ceux qui furent signalés à la tribune de la Chambre des députés, dans les séances des 24 mars, 31 mars, 7 avril, 14 avril, 19 mai 1905, par MM. Coutant et Jules-Louis Breton, ne puissent se reproduire (1).

Était-il besoin pourtant d'aller aussi loin, d'entrer dans la minutie des détails, d'ordonner ces obligations diverses concernant la répartition en groupes qui rendent inapplicable le système actuel. Purement théorique, il ne peut être réalisé en pratique et doit faire place, en ce qui concerne tout au moins les établissements privés, à une législation beaucoup plus libérale qui, sans entraver leur fonctionnement, devra sauvegarder les intérêts de l'enfant et empêcher que sous le couvert des mots assistance et charité, éducation et réformation, des particuliers, dénués de tout scrupule, n'organisent une véritable exploitation de sa main-d'œuvre.

Il faut, et il suffit que le gouvernement possède les moyens nécessaires pour exercer sur ces établissements un contrôle sérieux, s'assurer que les enfants

(1) V. J. off., 1905. *Déb. Parl.*, Chambre des députés, séances des 24 mars, 31 mars, 7 avril, 14 avril, 19 mai, 23 juin et 7 juillet 1905.

y reçoivent une bonne éducation primaire et professionnelle, y font un apprentissage véritable qui leur permette plus tard de gagner facilement leur vie.

Au point de vue de l'organisation matérielle, la surveillance aura pour but de veiller à ce que les règles nécessaires d'hygiène y soient respectées, à ce que la nourriture donnée aux élèves y soit saine et suffisante, à ce que le nombre d'heures consacrées aux travaux manuels ne soit point exagéré.

Ce contrôle du reste sera facile. Les véritables philanthropes, les associations charitables s'y soumettront volontiers. Si la surveillance n'est pas tracassière, ils n'ont rien à cacher et laisseront les portes de leurs établissements grandes ouvertes aux fonctionnaires qui en seront chargés.

Mais la nouvelle réglementation devra laisser au directeur de l'école une grande liberté pour y répartir les enfants, ne pas contenir les prescriptions draconiennes que nous voyons aujourd'hui et supprimer ces cloisons étanches qui sont imposées entre chaque groupe pour le redressement moral.

Quel inconvénient peut-il y avoir à ce qu'un maître dévoué mais énergique, se voie confier un plus grand nombre d'enfants, s'il se sent capable, malgré la difficulté de sa tâche, de faire appel à leur cœur, d'assurer une direction morale suffisante pour obtenir leur complet amendement.

Et vraiment ne vaut-il pas mieux avoir un personnel restreint, mais sur lequel on puisse compter, qu'un plus grand nombre d'agents moins dévoués à l'œuvre qu'ils ont mission d'accomplir. Nous sommes ici en une matière où l'influence personnelle des hommes joue un plus grand rôle que les règles prescrites par les lois et décrets.

Laissons donc aux écoles privées une liberté relative qui leur permette d'avoir des méthodes d'éducation plus souples et de ne pas paraître toutes coulées dans le même moule.

Si les conditions qui leur sont imposées ne sont pas trop rigoureuses, de nouveaux établissements privés se créeront certainement. Les associations charitables, les philanthropes ne manquent pas en France, et alors seulement la loi du 28 juin 1904 pourra aisément et partout être appliquée de façon normale.

ANNEXES

LOI DU 27 JUIN 1904

Sur le service des enfants assistés.

TITRE III. — SECTION III. — *Pupilles de l'Assistance. — Placements et surveillance.*

ART. 19. — Le préfet peut, après avis conforme du Conseil général, déclarer, par arrêté, qu'un établissement dépositaire est installé ou cesse d'être installé dans un hospice.

Un établissement dépositaire peut être installé dans un immeuble possédé ou loué par le département ; l'installation a lieu en vertu d'un arrêté préfectoral, pris sur l'avis conforme du Conseil général, après avis du Conseil d'hygiène du département.

Les enfants en bas âge sont placés dans une crèche et les autres dans un quartier spécial. Les personnes

chargées de surveiller et soigner les enfants ont, seules, accès dans ces locaux.

ART. 20. — Le pupille n'est maintenu dans l'établissement dépositaire que s'il est constaté que son état de santé l'exige ou sur une décision motivée de son tuteur.

ART. 21. — Les pupilles âgés de moins de treize ans sont, sauf exception, confiés à des familles habitant la campagne.

Les frères et sœurs sont, autant que possible, placés dans la même famille ou, du moins, dans la même commune.

ART. 22. — Le lieu de placement du pupille reste secret, sauf décision du préfet prise dans l'intérêt de l'enfant. La mère et la personne qui ont présenté l'enfant peuvent être renseignées à des époques fixes sur l'existence ou la mort de celui-ci.

ART. 23. — La rétribution de la nourrice à laquelle est confié un pupille comprend un salaire fixe et une allocation éventuelle, dite prime de survie.

Cette prime est acquise lorsque le pupille a quinze mois révolus ; elle est proportionnelle au nombre de mois pendant lesquels la nourrice a gardé l'enfant.

Le nourricier qui a gardé un pupille pendant dix ans au moins, l'a élevé avec soin et envoyé régulièrement à l'école publique, peut recevoir, lorsque l'enfant a 13 ans, une récompense dont la quotité est fixée par le Conseil général.

ART. 24. — Un pupille âgé de moins de sept mois ne peut être confié à une nourrice dont le dernier enfant n'a pas sept mois révolus.

ART. 25. — Le nourricier est tenu, à l'égard du pupille, aux obligations auxquelles sont assujettis les parents par la loi du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire.

ART. 26. — La pension est payée au nourricier jusqu'à ce que le pupille ait 13 ans révolus, sauf les cas de prolongation prévus par le Conseil général.

Le pupille dont la pension n'est plus payée est mis en apprentissage, de préférence dans les professions agricoles ; il est pourvu d'un trousseau ; un contrat écrit, dispensé du timbre, détermine les conditions du placement ; à moins que l'intérêt de l'enfant s'y oppose, le pupille est maintenu chez le nourricier. Une portion du salaire est placée conformément à l'article 15 de la présente loi.

ART. 27. — Tout pupille de l'Assistance, tout enfant secouru en conformité de l'article 7 de la présente loi, est l'objet d'une surveillance qu'exercent les inspecteurs et les sous-inspecteurs de l'Assistance publique. Les visites ont lieu à domicile.

ART. 28. — Le pupille isolé, placé dans un département autre que celui auquel il appartient, est surveillé par les fonctionnaires de l'inspection du département où il est placé.

La surveillance peut être instituée dans les mêmes conditions à l'égard des pupilles placés par groupes dans un département autre que celui auquel ils appartiennent ; la décision est concertée entre les deux préfets et soumise au ministre de l'Intérieur.

Si l'accord ne s'établit pas ou si le ministre n'approuve pas la mesure, il est pourvu à la surveillance par la nomination d'un ou de plusieurs sous-inspecteurs habitant le département où les pupilles sont placés et agissant sous les ordres de l'inspecteur du département auquel ces enfants appartiennent.

LOI DU 28 JUIN 1904

Relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux.

ART. 1^{er}. — Les pupilles de l'Assistance publique, qui, à raison de leur indiscipline ou de leurs défauts de caractère, ne peuvent pas être confiés à des familles, sont placés, par décision du préfet, sur le rapport de l'inspecteur départemental, dans une école professionnelle.

Les écoles professionnelles, agricoles ou industrielles, sont des établissements départementaux ou des établissements privés.

Les associations de bienfaisance et les établissements privés, qui voudront être autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance, devront en faire la demande au ministre de l'Intérieur et soumettre à son approbation leurs statuts, règlements et locaux.

Chaque année, le ministre de l'Intérieur arrêtera la liste des établissements autorisés à recevoir et à élever des pupilles de l'Assistance.

Un règlement d'administration publique rendu dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la

présente loi, déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire ou définitif, la surveillance, l'éducation morale et professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement.

Le règlement déterminera également les conditions de remboursement de la dépense qui reste à la charge de l'Administration pénitentiaire, en vertu du paragraphe 2 de l'article 5.

ART. 2. — Lorsqu'un pupille de l'Assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés, et sur la demande du préfet dans les départements, ou du directeur de l'Assistance publique de Paris, dans la Seine, décider, sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire.

L'administration pénitentiaire le recevra dans un de ses établissements ou quartiers d'observation, et l'y maintiendra jusqu'à ce que les renseignements recueillis et le résultat de l'observation permettent de décider s'il doit être placé dans une colonie ou maison pénitentiaire ou dans une colonie correctionnelle.

Le préfet peut, d'après les résultats obtenus et sur la proposition de l'inspecteur des enfants assistés, mettre fin au placement et opérer le retrait du pupille.

Les dépenses occasionnées par le pupille et les frais de son entretien dans le service pénitentiaire sont imputés, pour chaque pupille, sur le crédit des enfants assistés du département auquel il appartient. Ces dépenses sont obligatoires pour ce département.

ART. 3. — Chaque département, faute d'avoir un établissement public destiné à recevoir les pupilles de l'Assistance visés à l'article premier de la présente loi, est tenu, dans un délai de trois ans, de traiter à cet effet, soit avec un établissement public d'un autre département, soit avec un établissement privé autorisé par le ministre de l'Intérieur.

Deux ou plusieurs départements peuvent créer ou entretenir à frais communs une école professionnelle de pupilles. Les conditions de leur association sont réglées par les délibérations des conseils généraux intéressés, conformément aux articles 89 et 90 de la loi du 10 août 1871.

A défaut par le conseil général de statuer, il est pourvu par un décret rendu en la forme de règlement d'administration publique.

ART. 4. — L'Etat contribue aux dépenses faites, par les départements pour l'établissement d'écoles professionnelles de pupilles dans la proportion de moitié, défalcation faite des subventions accordées en dehors de l'apport du département qui ne saurait être moindre que celui de l'Etat.

La part des départements dans les dépenses d'établissement et les frais d'entretien des pupilles dans les écoles professionnelles constituent, pour les départements, des dépenses obligatoires.

ART. 5. — Les enfants, victimes de délits ou de crimes, dans les conditions de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898, dont la garde aura été confiée à l'Assistance publique par les tribunaux sont assimilés pour la dépense aux enfants assistés.

Les enfants, auteurs de délits ou de crimes, dans les conditions du même article, dont la garde aura été confiée à l'Assistance publique par les tribunaux, restent à la charge de l'Administration pénitentiaire.

DÉCRET DU 4 NOVEMBRE 1909

Relatif à l'éducation des pupilles difficiles
de l'Assistance publique.

Le Président de la République Française,

Sur les rapports du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, et du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Vu la loi du 28 juin 1904, et notamment, l'article 1^{er} de ladite loi, §§ 5 et 6, ainsi conçus :

« Un règlement d'administration publique déterminera les mesures propres à assurer le placement provisoire et définitif, la surveillance, l'éducation morale ou professionnelle des pupilles placés dans les établissements départementaux ou privés, ainsi que le patronage de ces pupilles à la fin de leur placement ;

Le règlement déterminera également les conditions de remboursement de la dépense qui reste à la charge de l'administration pénitentiaire en vertu du paragraphe 2 de l'article 5 » ;

Vu la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés, modifiée par la loi du 18 décembre 1906 ;

Vu les lois du 10 août 1871 et 18 juillet 1866 sur les conseils généraux ;

Vu le règlement d'administration publique sur les deniers pupillaires en date du 19 mai 1909 ;

Vu les règlements d'administration publique des 16 juin 1899 et 4 février 1906, relatifs aux conditions dans lesquelles les instituteurs exercent dans les écoles primaires ou professionnelles annexées à des établissements publics ressortissants à d'autres administrations que celle de l'Instruction publique ;

Vu la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés ;

Vu la loi du 19 avril 1898 sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis sur les enfants ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Assistance publique en date du 30 mars 1906 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décède.

TITRE PREMIER. — *Des établissements d'éducation.*

ART. 1^{er}. — Les écoles professionnelles publiques ou privées, agricoles ou industrielles, établies en exécution de l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904, affectées à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique, n'ont aucun caractère pénitentiaire.

ART. 2. — Sont considérés comme pupilles de l'Assistance publique, pour l'application du présent règlement, les enfants énumérés à l'article 6 de la loi du 27 juin 1904 et les enfants dont la garde a été confiée à l'Assistance publique par l'autorité judiciaire, en exécution des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898.

ART. 3. — L'effectif de chaque établissement ne peut pas dépasser cinquante élèves, à moins qu'il n'existe dans le même établissement des quartiers différents, complètement séparés les uns des autres.

Dans ce cas, le nombre des enfants à placer dans chacun des quartiers ne peut être supérieur à cinquante.

Il est interdit de recevoir dans le même établissement des mineurs de sexe différent.

ART. 4. — Dans chaque école, les enfants sont mis en observation et, s'il y a lieu, soumis à un traitement médico-pédagogique.

Les conditions de ce traitement sont établies dans le règlement intérieur de l'établissement, qui devra être soumis à l'approbation ministérielle.

ART. 5. — L'association ou le particulier qui sollicite l'autorisation ministérielle prévue par l'article 1^{er} de la loi du 28 juin 1904, est tenu d'adresser au préfet du département de la situation de l'établissement les pièces suivantes :

- 1° La demande d'autorisation ;
- 2° Un mémoire explicatif sur l'établissement et sur son fonctionnement ;
- 3° Deux exemplaires du règlement intérieur ;
- 4° Les plans détaillés des locaux ;
- 5° Un état du personnel ;
- 6° Un projet de budget avec justification des ressources ;

S'il s'agit d'une association, il y aura lieu de produire en outre :

- 1° Copie de la délibération de l'Assemblée générale habilitant le président à introduire la demande ;
- 2° Si l'association est simplement déclarée, le numéro du *Journal officiel* contenant récépissé de la déclaration prévue par la loi du 1^{er} juillet 1901 ; si elle est reconnue d'utilité publique, un exemplaire certifié conforme du décret intervenu et des statuts approuvés ;

ART. 6. — Le préfet du département dont le Conseil général a décidé la création d'une école publique doit transmettre au Ministre, avec la copie de la délibération du Conseil général, les projets, plans et devis des bâtiments à construire ou à aménager.

Il produira, en outre, les pièces mentionnées aux numéros 3, 5 et 6 du paragraphe 1^{er} de l'article précédent.

ART. 7. — Les projets, plans et devis visés aux

articles précédents sont soumis à l'examen du Comité des inspecteurs généraux des services administratifs du Ministère de l'Intérieur et envoyés pour avis à la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Les travaux ne peuvent commencer qu'après l'approbation ministérielle. Aucun ouvrage supplémentaire ne peut être entrepris qu'après une approbation spéciale.

ART. 8. — La subvention prévue à l'article 4 de la loi du 28 juin 1904 est liquidée d'après le chiffre des décomptes des travaux dûment vérifiés et approuvés par le Ministre de l'Intérieur.

ART. 9. — Dans les écoles départementales, le directeur, le médecin, le personnel administratif, le personnel enseignant et le personnel comptable sont nommés par le préfet. Le personnel secondaire est nommé par le directeur.

Le directeur est choisi parmi les fonctionnaires de l'enseignement, de l'Assistance publique ou dans le Corps médical.

La nomination du directeur et celle du médecin sont soumises à l'agrément du Ministre.

Les lois et règlements relatifs à la comptabilité des établissements de bienfaisance sont applicables aux présentes écoles.

TITRE II. — *Du placement provisoire et du placement définitif.*

ART. 10. — Pour tout pupille de l'Assistance publique qui, à raison de son indiscipline ou de ses défauts de caractère, est placé dans un établissement public ou privé, il est constitué un dossier complémentaire composé des pièces suivantes :

1° Une notice individuelle contenant tous les renseignements recueillis sur le passé de l'enfant, sur le milieu dans lequel il a vécu antérieurement à son admission dans le service, sur son état de santé au moment où il a été recueilli ;

2° La liste des différents placements dont il a été l'objet depuis son admission, avec indication de leur durée et de leur efficacité morale ;

3° L'exposé des faits de nature à justifier le classement du pupille dans la catégorie des enfants difficiles ;

4° Une note indiquant les aptitudes professionnelles de l'enfant, en tenant compte au besoin des préférences exprimées par l'enfant ;

5° Un certificat médical constatant l'état physique et mental de l'enfant.

Ce dossier complémentaire est transmis au préfet, tuteur du pupille, par l'inspecteur départemental de l'Assistance publique, qui y joint ses propositions.

Sur le vu de ces pièces, le préfet décide, s'il y a lieu, le placement provisoire de l'enfant dans une des écoles publiques ou privées spécialement créées ou autorisées à cet effet. Une copie de ce dossier spécial est transmise au directeur de l'établissement.

ART. 11. — A son arrivée dans l'établissement, l'enfant est placé en observation ; la durée de cette période ne peut être inférieure à un mois, ni dépasser trois mois.

A l'expiration de ce délai, le directeur de l'école et le médecin adressent séparément un rapport au préfet, tuteur de l'enfant, sur les résultats de l'observation.

Le préfet décide alors, soit le retrait de l'enfant en vue de son placement familial, soit son maintien définitif dans l'établissement, soit son maintien provisoire pendant l'accomplissement des formalités prévues par l'article 2 de la loi du 28 juin 1904, soit enfin son placement dans un établissement médical.

Lorsque le maintien définitif dans l'établissement d'un enfant qui se trouve placé sous la tutelle de l'Assistance publique aura été prononcé, le préfet tuteur ne pourra retirer l'enfant qu'après avis du conseil de famille.

ART. 12. — Le particulier ou l'association qui a obtenu du tribunal l'exercice de certains droits de tutelle sur un pupille de l'Assistance publique, dans

les conditions du titre II de la loi du 24 juillet 1889, a le droit de requérir le placement de l'enfant dont il a la garde.

Le préfet, saisi, prononce sur l'admission en se conformant aux articles 10 et suivants.

Les dépenses sont supportées par le particulier ou l'association qui a sollicité l'admission dans l'établissement.

Si la mise en observation de l'enfant révèle son bon état de santé morale ou si l'amélioration due au régime de l'établissement paraît permettre de nouveau le placement familial de l'enfant, le gardien est mis par le préfet en demeure d'avoir à le reprendre. Faute par lui de s'exécuter, il lui est fait application des dispositions de l'article 23 de la loi du 24 juillet 1889.

La même procédure est suivie dans le cas où le gardien se refuserait à payer l'intégralité des dépenses d'entretien et de surveillance occasionnées par l'enfant.

TITRE III. — *De la surveillance.*

ART. 13. — Le dossier constitué dans les conditions de l'article 10 du présent règlement, doit être mis à jour tous les trimestres ; on y fera mention des incidents concernant la santé, la conduite, l'instruction et l'éducation professionnelle du mineur, ainsi que de l'état de son pécule.

ART. 14. — Les écoles professionnelles sont sous la surveillance du préfet du département où elles sont situées.

Il peut déléguer cette surveillance aux fonctionnaires placés sous ses ordres, et notamment, à l'inspecteur départemental de l'Assistance publique.

Il peut également charger certaines personnes de visiter les établissements en vue de constatations spéciales.

Les fonctionnaires délégués à la surveillance et les personnes chargées de missions seront nantis d'ordres de service qui resteront annexés au registre des visites.

Les établissements devront être visités au moins une fois par trimestre.

TITRE IV. — *De l'éducation et du patronage des pupilles.*

ART. 15. — Au point de vue de leur instruction, les enfants sont répartis en groupements dont le nombre et la nature sont fixés par le règlement intérieur.

Les sélections sont établies, notamment, en tenant compte de l'âge des enfants et de leur caractère.

ART. 16. — Pour le redressement moral, les enfants sont répartis en groupes de dix au plus, placés

sous la surveillance d'un maître pris dans le personnel de l'enseignement primaire.

Des surveillants présentant des garanties de capacité qui seront déterminées par arrêtés ministériels, pourront être adjoints au personnel enseignant.

ART. 17. — Le personnel enseignant chargé de l'instruction primaire est choisi parmi les instituteurs ou institutrices munis du certificat d'aptitude pédagogique. Toutefois, les professeurs de l'enseignement technique peuvent être admis sous des conditions spéciales à prévoir dans le règlement intérieur.

Dans les établissements publics, le traitement de ces agents est celui de la classe à laquelle ils appartiennent dans le cadre de l'enseignement, augmenté d'une indemnité dont le minimum doit être fixé tous les cinq ans par le Ministre de l'Intérieur, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Pour les enfants au-dessous de dix ans, le personnel féminin doit être préféré

ART. 18. — Les écoles publiques destinées à l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique et les écoles privées autorisées à cet effet par le Ministre de l'Intérieur sont comprises au tableau annexé au décret du 16 juin 1899, parmi les établissements du Ministère de l'Intérieur, sous la rubrique : « Ecoles professionnelles pour enfants assistés ».

En conséquence, les instituteurs et institutrices titulaires peuvent être, après autorisation du Ministre de l'Instruction publique, détachés dans un de ces établissements, tout en conservant leurs droits à l'avancement et à la retraite.

ART. 19. — Les châtimens corporels sont interdits.

L'isolement de jour et de nuit ne pourra être prononcé pour plus de quarante-huit heures au cours du même mois, sans avis du médecin. Toute punition de cette durée ou d'une durée supérieure sera notifiée au préfet.

ART. 20. — Il est établi, au profit de chaque enfant, un pécule dont les règles d'organisation sont fixées par le règlement intérieur.

Le montant de ce pécule est versé au compte de l'enfant conformément aux prescriptions du règlement relatif à la comptabilité des deniers pupillaires.

ART. 21. — Le préfet du département où se trouve l'école transmet aux préfets tuteurs, le 30 juin et le 31 décembre de chaque année, un rapport du directeur de l'école sur les progrès de l'éducation de leurs pupilles. Il propose, s'il y a lieu, le placement familial ou le placement à gages de ceux qui lui en paraissent dignes.

ART. 22. — Dans les départements qui possèdent une école professionnelle publique ou privée, les préfets doivent constituer par arrêté un comité de

patronage destiné à faciliter le placement soit des pupilles sortis des écoles, soit des anciens pupilles, ou s'entendre avec une société de patronage à cet effet.

Le directeur de l'école professionnelle fait de droit partie du Comité de patronage.

ART. 23. — Au cours du mois de janvier de chaque année, les préfets adressent au Ministre de l'Intérieur un rapport sur le fonctionnement des Ecoles professionnelles situées dans leur département, sur les résultats obtenus et sur les réformes qui pourraient être introduites dans l'organisation de ces écoles.

Ils formulent leurs observations sur les statuts, règlements et locaux de ces établissements.

A la même époque, les préfets des départements du domicile de secours font connaître au Ministre leur appréciation sur les différents établissements où ils entretiennent des pupilles.

Chacun des rapports ci-dessus mentionnés est communiqué par le préfet qui en est l'auteur à la Commission du Conseil général de son département, prévue à l'article 33 de la loi du 27 juin 1904.

ART. 24. — Chaque année, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, le Ministre arrête la liste des établissements autorisés.

Cette liste est publiée au *Journal officiel*, ainsi que tout retrait d'autorisation.

TITRE V. — *Des pupilles remis à l'Administration pénitentiaire.*

ART. 25. — Le directeur de l'établissement signale au préfet tuteur les enfants qui, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donnent de façon habituelle des sujets de mécontentement très graves.

Sur le rapport du directeur et du médecin de l'établissement, le préfet tuteur saisit, s'il y a lieu, le tribunal civil, par application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904.

L'enfant est maintenu dans l'établissement jusqu'à la décision du tribunal le remettant à l'administration pénitentiaire, et, si l'intérêt de la discipline l'exige, il peut être mis en cellule dans les conditions prévues à l'article 19.

En cas d'urgence, le même droit appartient au préfet du département, siège de l'école, qui en avise le Ministre de l'Intérieur.

ART. 26. — Lorsque le tribunal décide la remise d'un pupille à l'administration pénitentiaire, le préfet transmet au Ministre de l'Intérieur un extrait de la décision judiciaire une copie des pièces mentionnées à l'article 10 du présent règlement, un résumé des notes et une expédition de sa requête au président du tribunal.

Au vu de ces documents, le Ministre désigne l'établissement destiné à recevoir le pupille.

Le transfert a lieu par les soins du préfet du département où est le siège de l'école et aux frais du département du domicile de secours.

ART. 27. — Le directeur de l'établissement pénitentiaire adresse deux fois par an, au préfet tuteur, un rapport sur la conduite du pupille.

TITRE VI. — *Remboursement des dépenses
avancées par l'Etat ou les départements.*

ART. 28. — Le montant des dépenses occasionnées par un pupille de l'Assistance publique soumis à l'éducation pénitentiaire est déterminé par le nombre des journées passées dans l'établissement. Le prix de journée est fixé par le Ministre.

ART. 29. — A l'expiration de chaque trimestre, le Ministre de l'Intérieur adresse aux préfets des départements intéressés l'état nominatif des pupilles entretenus dans les établissements pénitentiaires aux frais des départements. Cet état mentionne la date de l'entrée, le nombre des journées de présence, le prix de journée et la somme due.

Le préfet mandate, au nom du Trésor public, les sommes à rembourser.

ART. 30. — Dans les quinze jours qui suivent l'admission dans le service de l'Assistance publique, en

vertu des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, d'un enfant auteur de délit ou de crime, le préfet avise le Ministre de l'Intérieur de cette admission, en indiquant la mesure de placement prise à l'égard de l'enfant.

Le Ministre est informé, dans le même délai, de la radiation de l'enfant.

ART. 31. — Le payement des dépenses mises à la charge de l'Etat par l'article 5, § 2, de la loi du 28 juin 1904, est effectué par voie d'avance par les départements. Le remboursement en est effectué par les soins du Ministre de l'Intérieur.

ART. 32. — Les 15 janvier, 15 avril, 15 juillet et 15 octobre, les préfets intéressés adressent au Ministre de l'Intérieur le bordereau des frais auxquels a donné lieu, pendant le trimestre écoulé, l'entretien de chacun de leurs pupilles placés dans le service, en vertu des articles 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898, comme auteurs de délits ou de crimes.

Ces comptes individuels doivent être accompagnés de l'ordonnance du juge d'instruction, de l'extrait du jugement et des justifications de la dépense.

TITRE VII. — *Dispositions spéciales et transitoires.*

ART. 33. — Les établissements existant lors de la publication du présent règlement pourront, après avis de la section compétente du Conseil supérieur de l'Assistance publique, être exonérés, en tout ou par-

tie, des obligations imposées par le présent règlement.

ART. 34. — En ce qui concerne les enfants admis dont la garde a été confiée à l'Assistance publique, en vertu de la loi du 19 avril 1898, les attributions conférées au préfet tuteur par le présent règlement sont exercées par le préfet du département dans le service duquel ils sont immatriculés.

ART. 35. — Dans le département de la Seine, le directeur de l'administration générale de l'Assistance publique de Paris jouit des droits et prérogatives conférés aux préfets par le présent règlement, en tant qu'il exerce les droits de tutelle sur les pupilles de l'Assistance publique.

ART. 36. — Le président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes et le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 4 novembre 1909.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,
Aristide BRIAND.

Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,
Gaston DOUMERGUE.

BIBLIOGRAPHIE

- Alcindor (Emile).** — Les Enfants assistés, 1912.
- Béquet.** — *Répertoire de droit administratif.*
- Berthélemy.** — Traité élémentaire de droit administratif.
- Berthélemy.** — Le règlement du 4 novembre 1909 sur l'éducation des pupilles difficiles de l'Assistance publique. V. *Revue pénitentiaire*, 1910, n° de novembre-décembre, p. 1186.
- Bourdeillette.** — Les lois protectrices de l'Enfance.
- Code** de l'enfance traduite en justice, 1903.
- Cuche (Paul) et D^r Mouret.** — Les lacunes de la législation de l'enfance moralement abandonnée, in-8°, 1906.
- Degois.** — Traité de droit criminel, 1911.
- Derouin, Gory, Worms.** — Traité de l'Assistance publique 1900.
- Enquête parlementaire sur l'organisation de l'Assistance publique dans les campagnes. Assemblée nationale, annexe au procès-verbal de la séance du 17 juin 1873.
- Lallemand.** — Histoire de la charité, 1906.
- Mollet.** — De la correction paternelle. Thèse Paris, 1909.
- Monod (Henri).** — Les Enfants assistés de France, 1899.
- Philippe et Boncour (D^{rs}).** — L'éducation des anormaux, in-8°, 1910.
- Prevost (Eugène).** — Maisons de réformes, colonies pénitentiaires, 1905.
- Projet de loi sur le service des enfants assistés, présenté par M. Constans, ministre de l'Intérieur. *J. off.* Sénat, annexes 1892, ann. n° 27.
- Rapports de MM. Théophile Roussel, Strauss, Bienvenu-Martin.
- Rebeillard.** — Assistance et assistés. Les enfants assistés, in-8°, 1908.
- Ripert (Henri).** — Le service des enfants assistés. *Voy. Revue de droit public*, 1904, t. XXI.
- Robin (E.).** — Des écoles industrielles et de la protection des enfants insoumis ou abandonnés, 1879.

Samaran. — Les pupilles de l'Assistance publique et leur condition légale. Thèse Paris, 1907.

Savouré-Bonville. — L'Assistance familiale de l'enfance en France, 1901.

— Réflexions sur le fonctionnement et le rôle de l'Assistance publique en France, 1893.

Triboulet (D^r H.). — Les œuvres de l'enfance, 1907.

Vidal. — Cours de droit criminel et de science pénitentiaire, 2^e éd. 1901.

Revues. — Périodiques.

Bulletin du Conseil supérieur de l'Assistance publique.

Bulletin de l'Union des sociétés de patronage.

Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur.

Revue des établissements de Bienfaisance et d'Assistance.

Revue générale d'administration.

Revue : l'Enfant.

Revue pénitentiaire.

Revue philanthropique.

Vu :

Le Président de la Thèse,

H. BERTHÉLEMY.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
 CHAPITRE PREMIER. — Le placement familial.	 13
I. — Avantages	15
II. — Choix des familles	20
III. — Placements multiples	22
IV. — Lieu de placement	25
V. — Secret du placement.	27
VI. — Salaires et primes : salaire fixe ; prime de survie ; pension ; prime de bons soins ; al- locations exceptionnelles ; tarifs minima. . .	28
VII. — Fréquentation scolaire	36
VIII. — Placements de treize à vingt et un ans . . .	42
IX. — Contrat de placement.	45
X. — Surveillance des pupilles	51
 CHAPITRE II. — Les écoles professionnelles	 55
I. — Les pupilles difficiles.	55
II. — Compétence du préfet pour décider l'envoi dans une école professionnelle.	61
III. — Les écoles professionnelles	63
IV. — Ecoles professionnelles départementales. . .	64
V. — Entente interdépartementale	71
VI. — Ecoles professionnelles privées	73
VII. — Caractère de ces écoles	81
VIII. — Effectif de chaque établissement	82
IX. — Direction et personnel.	86
X. — Division en groupes de dix élèves.	87
XI. — Service médical.	91
XII. — Surveillance exercée sur les écoles profession- nelles	92

XIII. — Maintien définitif des pupilles dans l'école . .	96
XIV. — Traitement médico-pédagogique.	99
XV. — Organisation financière	103
XVI. — Patronage	105
 CHAPITRE III. — L'envoi en correction des pupilles de l'Assistance publique	 107
I. — Les pupilles vicieux ; remise à l'administration pénitentiaire	107
II. — Régime antérieur à la loi du 28 juin 1904 . .	110
III. — Régime établi par cette loi	115
IV. — Procédure.	119
V. — Envoi en correction des pupilles de l'Assistance publique par application des articles 375 et suivants du Code civil	122
VI. — Séjour de l'enfant dans une maison de correc- tion	125
VII. — Surveillance	126
VIII. — Sortie.	127
IX. — Dépenses	128
X. — Application de l'article 2 de la loi du 28 juin 1904 : Résultats pratiques	128
 CONCLUSION	 133
 ANNEXES	 145
1 ^o Loi du 27 juin 1904, sur le service des enfants assistés. Titre III. — Section III. — Pupilles de l'Assistance. — Placements et surveillance	145
2 ^o Loi du 28 juin 1904 relative à l'éducation des pupilles de l'Assistance publique difficiles ou vicieux	149
3 ^o Décret du 4 novembre 1909, relatif à l'éducation des pu- pilles difficiles de l'Assistance publique.	153
 BIBLIOGRAPHIE	 169

A. Pedone, imprimeur-éditeur. — Paris.
